



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2022

Basée sur le principe de la rencontre en ligne et du choix mutuel, MyHotelMatch propose une nouvelle relation entre le voyageur et les hôtels.

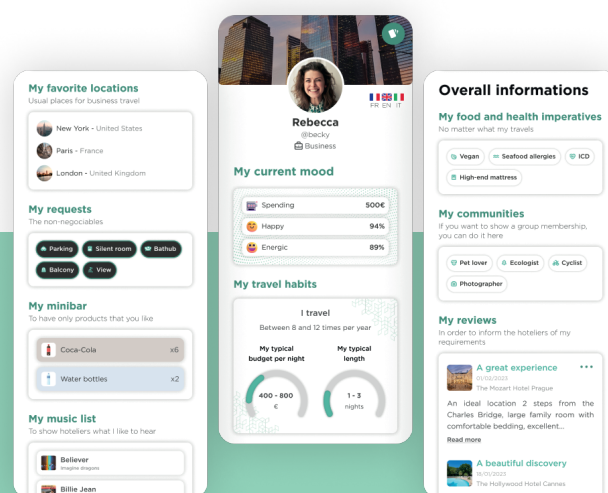


Table des matières

1	Attestation du responsable	4
2	Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes	5
3	Présentation des résultats	12
4	Facteurs de risques	15
5	Filiales et participations	17
6	Actionnariat	20
7	Capital social	21
8	Assemblées générales d'actionnaires	22
9	Organes d'administration et de direction	25
10	Etats financiers IFRS consolidés au 31 décembre 2022	29
11	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	60
12	Comptes annuels au 31 décembre 2022	66
13	Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2022	71
14	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	82
15	Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées	88
16	Rapport de gestion	92
17	Rapport de gestion du groupe	111
18	Rapport sur le gouvernement d'entreprise	122

Attestation du responsable

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées ».

Sophia Antipolis, le 9 juin 2023

Monsieur Yves ABITBOL

Directeur Général

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

1. Présentation du groupe et évolution

Notre groupe détient deux filiales, MHM Labs créée en juin 2022 et MY AGENCY/NYS, société acquise et intégrée à partir de juillet 2022 parmi laquelle figure l'entité MY DRIVER, détenue à 51%.

1.1. MYHOTELMATCH

MyHotelMatch est la plateforme de voyage nouvelle génération qui est basée sur les principes des *online dating websites*¹ et consiste à « *matcher* »² des hôtels et des voyageurs en se basant sur des caractéristiques fixes et variables renseignées volontairement sur chaque profil. MyHotelMatch propose à ses utilisateurs voyageurs, pour chaque destination, une sélection personnalisée d'hôtels basée sur leurs profils volontaires et correspondant au plus près à leurs attentes et leurs désirs selon des critères personnels allant bien au-delà du prix ou des filtres classiques qui existent aujourd'hui en mettant en compétition par messagerie instantanée un petit groupe d'hôtels présélectionnés. MyHotelMatch considère que les voyageurs possèdent de multiples profils : en famille, avec les enfants, en couple, seuls, avec un gros budget, avec envie de confort, d'habitude ou d'insolite... et des humeurs changeantes. Quant aux hôtels, les éléments de profilage sont variables et liés à leurs équipes et au mix de clients présents dans l'hôtel au moment du séjour du voyageur et aux événements qui se tiennent dans l'hôtel ou dans la ville comme les mariages, *meetings*³, salons, matches de sport, travaux...

MyHotelMatch oblige à l'honnêteté et permet à chacun de dire qui il est en tant qu'individu mais aussi en tant que groupe, tant pour les équipes hôtelières que pour les partenaires de séjour. Il permet aussi aux hôtels de dire quelle est la clientèle préférée, souhaitée et ainsi être clairs pour les voyageurs.

MyHotelMatch a l'intention d'attaquer le marché du tourisme en étant différent, en redonnant aux hôteliers du contrôle et de la marge avec un taux de commission décroissant de 15% à 10% pour les hôtels qui travaillent beaucoup avec la plateforme. C'est par la force du réseau que la plateforme s'imposera, appuyée par une catégorie de personnes oubliées des OTA (*Online Travel Agency*)⁴ et des voyageurs, à savoir tous les propriétaires d'hôtels qui préféreraient aussi partager leurs revenus avec leurs équipes plutôt qu'avec des services de réservation en ligne aux apparences d'annuaire, appliquant une commission énorme de 20-25% du prix de vente et faisant 17,1 milliards d'euros (Booking) et 11,7 milliards d'euros (Expedia) de chiffre d'affaires en 2022.

MyHotelMatch veut changer les habitudes de réservations et améliorer la qualité du parcours utilisateur. MyHotelMatch entend relever ce défi en digitalisant le principe de l'homophilie, celui qui fait que l'on a envie et même besoin de partager ses expériences passées de voyage, d'être des curateurs « tu devrais y aller, c'est génial ! » ou « n'y va pas, c'est un cauchemar ». Ainsi, chaque personne devient VRP de l'expérience passée. Si cette dernière est réussie alors la recommandation transparente et honnête prend toute son importance et vaut bien plus qu'un avis positif acheté avec des encarts de référencement sur Google.

MyHotelMatch va devenir incontournable car l'application devient le « Instagram » du voyage avec des touches de Tripadvisor mais, au lieu de suivre des avis d'inconnus dont les goûts ne vous correspondent pas, MyHotelMatch va mêler vos amis et leurs recommandations avec les efforts des hôtels pour vous séduire. Tout cela est bien sûr sans compter sur le *curating*⁵ de nos concierges professionnels du voyage. Efforts de préparation, de séduction, d'argumentation et d'honnêteté : il s'agit là d'éviter le *blind date*⁶, le séjour raté !

C'est l'homophilie (tendance d'un individu à fréquenter ses semblables ou ses pairs, c'est-à-dire des personnes partageant des caractéristiques sociologiques similaires), la force du réseau social, nous voulons convaincre nos amis et nous-mêmes (tu dois absolument aller à tel hôtel, à tel restaurant). Nous devenons les suiveurs de nos amis voyageurs qui sont les vrais « influenceurs » car ils sont désintéressés. MyHotelMatch va rééquilibrer le système de l'influence digitale. Aujourd'hui, les influenceurs sont rémunérés pour vendre et non pas pour *matcher*. Avec MyHotelMatch, nous serons tous les influenceurs de quelqu'un mais cette influence sera pondérée. MyHotelMatch est un lieu de partage et d'échange où chaque utilisateur est libre de choisir à qui il veut faire confiance en pondérant les profils des autres utilisateurs (amis, collègues, autres voyageurs) en fonction des intérêts qu'ils ont en commun.

« Nous avons toujours un ami qui nous connaît bien et nous recommande de nouvelles choses. Cet ami a une énorme valeur car il est un curateur idéal, mais d'un autre côté s'il n'est pas exactement comme nous-mêmes, ses recommandations sont à prendre avec des pincettes, il faut les pondérer, 10% ou 100%, cela dépend et c'est ce que nous faisons déjà tous. Il est important de pouvoir classer et donner une valeur à chaque contact pour classer le meilleur des recommandations de chacun par rapport à soi-même et pour un voyage donné. » Jean-François OTT, Président du Conseil d'administration.

Il faut donc partager, renseigner mais aussi travailler un peu plus. Comme pour tout. *No pain no gain*⁷.

MyHotelMatch est clairement positionnée sur le marché du voyage haut de gamme, insolite, de l'univers du luxe car c'est le segment le plus lucratif et le plus complexe. Il est dans la continuité de MY AGENCY/NYS, société parisienne spécialisée dans la création d'expériences sur mesure pour une clientèle VIP dont MyHotelMatch a fait l'acquisition en juillet 2022. MY AGENCY/NYS est implantée dans le marché du tourisme de luxe depuis 18 ans et a vendu 100 millions d'euros de voyages haut de gamme. L'agence jouit d'une expertise établie et reconnue et a su construire des relations et des partenariats fidèles permettant aujourd'hui à MyHotelMatch d'accéder à un réseau exclusif, essentiel à son développement. Le marché de la conciergerie pour une clientèle luxe, évalué par Spherical Insights suite à une étude menée en 2022, vaudrait 750,8 millions de dollars en 2021 et devrait croître de 6% sur la période 2021-2030.

- 1 Sites de rencontre en ligne
- 2 Correspondre
- 3 Réunions
- 4 Agence de voyages en ligne
- 5 Curation
- 6 Rendez-vous aveugle
- 7 On n'a rien sans rien

Le produit

MyHotelMatch est la première plateforme de réservation d'hôtels basée sur l'ultra profilage volontaire et mutuel qui permet aux voyageurs et hôteliers de dévoiler leurs atouts, leurs attentes et leurs désirs. Inspirée des sites de rencontre et à contre-courant de la tendance du choix de masse d'hôtels sur les sites de réservation en ligne (OTA) qui utilisent essentiellement le *ranking*⁸ par prix par chambre et par nuit, MyHotelMatch insufflé de la clarté, de la fraîcheur et avant tout de la convivialité et une gamification auprès des deux acteurs d'un séjour réussi : les voyageurs et les hôteliers. Ce principe s'appuie sur l'honnêteté, qualité qui va créer une atmosphère de confiance entre voyageurs et hôteliers ainsi que le partage d'informations, qui lui est essentiel pour que le *matching* soit optimal.

La digitalisation : les deux OTA dominants facturent 20 à 25% de commission

Les nouvelles habitudes de consommation en ligne ont métamorphosé le métier de l'hôtelier, mais aussi la façon pour le voyageur de choisir sa prochaine destination et de réserver son séjour. Les classements souvent arbitraires des plateformes populaires des OTA ont créé un grand écart de visibilité pour les différents acteurs hôteliers et impactent leurs revenus. Dans le cas d'une bonne visibilité pour accroître les réservations, le prix à payer est une perte de rentabilité conséquente (allant jusqu'à 25%), parfois même confiscatoire, au profit d'intermédiaires qui, années après années, n'ont pour principale valeur ajoutée que le référencement de leurs clients (hôtels) sur leurs plateformes tout en étant les plus gros dépensiers sur Google, ce à quoi ils ajoutent la possibilité de référencement payant pour apparaître plus haut dans le classement. Pour les franchisés des grandes marques, le taux est de 10 à 15% car ces grandes marques, pour environ 10 à 15% de leur chiffre d'affaires, ont négocié des tarifs de gros. Cela ne profite ni aux propriétaires ni aux salariés qui, rappelons-le, sont payés par le propriétaire, non par la marque qui souvent ne paie que le GM de l'hôtel.

Toute la chaîne de valeur subit cette prédominance :

- Les hôteliers doivent produire mieux en gagnant moins, avec une relation client quasi inexistante qui complexifie la compréhension et joue sur la satisfaction de ces derniers et en subissant les promotions appliquées par les OTA provoquant parfois des différences tarifaires avec, par exemple, des tarifs en direct plus chers que ceux proposés par les OTA eux-mêmes.
- Les voyageurs sont défavorisés par rapport à des réservations directes avec moins « d'humain » et de services inclus. Ils ne savent pas, ou ne veulent pas savoir, qu'en passant par les grands OTA, ils abîment leur propre expérience à venir ! Car l'OTA prend 25% de commission à l'hôtel. L'attractivité se fait ici principalement par le prix et le choix pour ceux qui ont une loyauté multiple ou préfèrent voyager dans des hôtels indépendants. Aujourd'hui, il est fréquent d'aimer plusieurs marques, plusieurs styles. Les cartes de fidélité à une seule marque sont dépassées.
- Les collectivités recueillent de moins en moins d'impôt sur les bénéfices à cause de profits anecdotiques liés à l'exploitation des établissements hôteliers.
- Les villes, dans lesquelles les touristes voyagent, subissent de plein fouet le tourisme de masse et ne peuvent plus choisir les clients qu'elles aimeraient avoir. Cela provoque des contraintes : augmentation du besoin énergétique, infrastructures en souffrance, inadéquation des flux routiers et autoroutiers avec les programmes de mobilité urbaine.
- Les destinations (communes, agglomérations etc.) n'ont aucun contrôle ni aucune connaissance des voyageurs qui s'installent, ce qui rend complexe l'accueil adapté aux populations touristiques : gestion de la sécurité, troubles à l'ordre public, insatisfaction des résidents permanents, programmation événementielle de plus en plus délicate à anticiper, revenus touristiques en dents de scie, insatisfaction des commerçants et artisans.

L'humanisation

Depuis l'émergence des OTA, l'hôtelier a perdu la relation avec ses clients. 99% des réservations faites via les OTA classiques sont des « *blind dates*⁹ » pour l'hôtelier. Avant son *check in*¹⁰, l'hôtelier ne sait rien du client. MyHotelMatch veut changer ce parcours pour que voyageurs et hôteliers soient sûrs que le *match* soit le meilleur possible, et surtout qu'ils soient les acteurs du choix. Pour les hôteliers, il permet aussi d'éviter les mauvais commentaires qui sont la conséquence naturelle d'un mauvais *match*. Ces fameux commentaires ont fait naître une obsession chez les hôteliers qui font tout et sont prêts à beaucoup de sacrifices pour que les séjours soient réussis afin d'avoir un bon commentaire. Pourquoi cela ? Parce qu'un bon commentaire permet un bon classement. Un bon classement et une bonne note permettent de mettre en confiance les voyageurs. Cela permet aussi de mettre en confiance la marque attachée à l'hôtel ou le propriétaire de ce dernier. Les hôteliers font face à l'accueil de clients attirés par les notations et le prix bien plus que par les spécificités d'un hôtel, d'une équipe hôtelière, de valeurs et de clientèle type. Les hôteliers se sentent incompris dans un métier où la relation client est capitale mais de plus en plus difficile, tout simplement car cela ne *match* pas tout le temps. Les hôteliers sont comme endormis, passifs à attendre que les voyageurs réservent leur chambre. Ils ont beaucoup de mal à se démarquer dans un milieu très compétitif de 900.000 établissements dans le monde pour un total de 17,5 millions de chambres. Pourtant, chaque hôtel possède une identité unique et MyHotelMatch permet à chaque établissement de développer sa propre signature émotionnelle en mettant au premier rang le personnel de son établissement. Par affinités avec les équipes, les voyageurs se sentiront mieux compris, mieux accueillis et au bon endroit. MyHotelMatch entend fédérer les personnels hôteliers, où qu'ils se situent dans le monde, en leur offrant l'outil d'émancipation de qui ils veulent réellement être professionnellement : des travailleurs récompensés, écoutés, en accord avec leurs valeurs et avec une clientèle qui leur ressemble.

Les hôteliers sont très unis et possèdent un réseau qui va au-delà des frontières. C'est le premier marché de l'emploi dans le monde avec 319 millions de travailleurs¹¹. Chacun est singulier, il apporte une dynamique et sa personnalité au sein de l'hôtel. C'est pourquoi chaque leader hôtelier va créer son équipe et recruter des personnes de confiance avec qui il travaille depuis plusieurs années par le biais de la cooptation. C'est ce mix d'équipe qui crée une synergie et va influencer le profil de l'hôtel. C'est aussi cette communauté et sa participation active dans MyHotelMatch qui va créer une appétence pour le challenge car plus l'hôtel a de réservations MyHotelMatch, plus la commission est réduite (15% à 10%).

MyHotelMatch est une plateforme pour les gens intelligents et travailleurs car plus les équipes feront d'efforts, plus le revenu des hôtels leur reviendra : MyHotelMatch souhaite partager ses revenus avec les propriétaires d'hôtels avec une commission dégressive de 15% à 10%, le personnel hôtelier et les voyageurs proactifs pour aider leurs pairs dans la réalisation de leur séjour.

Cela passe aussi par le fait d'être honnête sur des critères que nous ne remplissons pas (en tant qu'hôtelier ou voyageur) et sur ceux que nous remplissons. Pour le voyageur, c'est être honnête sur son budget. Comme quand nous achetons une voiture ou un bijou, la question du vendeur est « quel est votre budget ? », idem pour le voyage. Le prix par nuit n'est qu'un des nombreux critères de coût d'un voyage. Et l'argent ne fait pas le bonheur ! En d'autres termes, payer le maximum ne garantit pas au voyageur un meilleur séjour. Pour les hôteliers, appliquer des tarifs élevés ne garantit pas d'avoir la clientèle préférée. Il faut faire preuve d'honnêteté, à tout point de vue, en tant que voyageur ou hôtelier. Il faut faire preuve d'honnêteté dans ce que nous n'aimons pas et peut potentiellement provoquer des petites défaîtes (pas de réservation). Le but étant de remporter la vraie bataille, celle de la satisfaction mutuelle et de la bonne réputation. En supplément, l'hôtelier doit être capable d'indiquer à un voyageur tous types d'événements internes ou externes connus qui pourraient venir perturber son séjour. Par exemple, si le voyageur prévoit de venir séjourner pour sa lune de miel et qu'au même moment, l'hôtel est partiellement fermé pour rénovation ou que l'un des services est en maintenance, il en va de l'honnêteté de l'hôtelier de prévenir le

8 Classement

9 Rencontre aveugle

10 Enregistrement

11 Chiffres 2021 source Organisation Mondiale du Tourisme

voyageur afin qu'il puisse décaler son séjour ou venir en connaissance de cause. Si un voyageur vient pour faire la fête bruyamment, l'indiquer à l'hôtelier lui permettra d'être sûr de célébrer son événement sans contrainte et surtout sans déranger qui que ce soit. Ainsi, chacun sait à quoi s'attendre : pas de mauvaises surprises.

Le *matching* peut être parfait, les échanges par *chaf*¹² très sympathiques, mais une date de séjour non adaptée peut parfois gâcher l'expérience. C'est l'honnêteté réciproque qui peut éviter les fausses notes. C'est pourquoi chacun doit être honnête ! Les hôteliers doivent renseigner leur mix client, c'est-à-dire le type de clients qui séjournent dans leur établissement.

MyHotelMatch, c'est le culte de l'honnêteté : ceux qui trichent sont vite exclus. Comme sur les sites de rencontre, si un hôtel promet ce qu'il n'a pas, le client en informera la plateforme et après 3 rappels, l'hôtel peut se voir exclu de la plateforme. Il en va de même pour le voyageur qui dénigrerait un hôtel sans raison.

À l'instar d'une relation épistolaire, ce sont de véritables correspondances de long terme qui s'instaurent entre les utilisateurs désireux d'un futur séjour et les hôtels prêts à jouer le jeu de la séduction. Il n'est pas exclu que les propositions alléchantes des hôtels fassent succomber les voyageurs plus tôt qu'ils ne l'avaient prévu avant de commencer à discuter. La connaissance des envies, des souhaits et des désirs de leurs clients va permettre aux hôteliers d'être proactifs et plus créatifs, d'imaginer de nouveaux services ou simplement d'adapter ce qu'ils savent faire à une clientèle ciblée et connue. Avec un marché en constante évolution, avoir les ressources pour anticiper la demande de demain permettra de se préparer à attirer de nouveaux chalands. La disponibilité des vols crée aussi une complexité supplémentaire, il faut *matcher*, mais il faut aussi pouvoir trouver son transport. Ainsi, le partenariat avec Amadeus permet à MyHotelMatch d'avoir les disponibilités des avions en temps réel et de permettre au *match* d'avoir lieu !

Le profilage

Comme sur un site de rencontres, les utilisateurs doivent être transparents et accepter de se dévoiler tels qu'ils sont réellement, avec leurs qualités mais aussi avec leurs défauts. Ils doivent accepter de ne pas plaire à tout le monde. L'idée est de ne plus se baser sur des relations « d'hypocrisie », où par exemple l'hôtelier se plie, de gré ou de force, aux exigences parfois farfelues de certains voyageurs. Ce scénario aurait pu être évité pour le bien de tous avec un bon profilage. Le profilage sera empirique. Il sera évolutif au fur et à mesure des voyages et des différentes situations. Ce sera le journal des expériences cumulées et des envies de voyages et deviendra la compilation de ce que le voyageur aime ou n'aime pas.

« Arrivés à un certain âge, nous savons très bien ce que nous voulons éviter, ce que nous n'aimons pas. C'est vrai pour les relations humaines comme pour les voyages. » Jean-François OIT, Président du Conseil d'administration.

Aux désirs multiples des voyageurs s'ajouteront donc des données contextuelles : celles de l'utilisateur (avec qui il voyage, dans quel but et dans quel état d'esprit) et celles du lieu de destination (l'hôtel, son équipe et sa clientèle, mais aussi les alentours, animations, commodités, météo...).

Les équipes hôtelières ont un vrai rôle à jouer. Elles sont partie intégrante de l'identité émotionnelle de l'hôtel et de la relation qu'elles vont créer avec le client. Pour le voyageur, cela répond ainsi au fait de pouvoir choisir un hôtel en fonction de l'aspect social qu'il représente, de par ses équipes mais aussi de par la clientèle qu'il attire. Le personnel sera mis en avant sur chaque fiche d'hôtel, par de courtes vidéos de présentation mais aussi des photos (agent d'accueil, manager général, personnel de chambre, cuisinier, barman...). Côté voyageur également, il sera possible de fournir une présentation vidéo ainsi que les photos qui représentent ses meilleurs souvenirs de voyage, ses passions au quotidien...

La communauté d'amis, l'homophilie

Un exemple d'homophilie : c'est plus léger de recommander un hôtel que de recommander un partenaire pour la vie ! Nous le faisons volontiers « nous sommes allés à tel endroit, c'était super, tu devrais y aller aussi, l'hôtel machin était super, nous avons adoré. » Notre réseau fait de la vente sans être rémunéré ! Par envie de partager avec ceux que nous aimons ce que nous avons adoré parce que nous voulons leur faire plaisir. Quoi de plus rassurant que d'écouter les conseils d'un ami et suivre ses recommandations. Sur MyHotelMatch, nous appliquons nos critères de budget ou de différences connues grâce à un bouton de pondération. Chacun de nos contacts est pondéré sans savoir à quel taux (il ne faut vexer personne). Sur la base d'un réseau social de voyage tel qu'Instagram, les utilisateurs auront la possibilité de partager des photos/vidéos de leurs vacances et ainsi devenir l'influenceur d'un ami. Naît alors l'envie de se rendre au même endroit, faire les mêmes activités, manger dans les mêmes restaurants, dormir dans le même hôtel que ceux qui ont été visités par ces amis devenus influenceurs. Nous parlons ici d'homophilie. Qui se ressemble s'assemble et s'influence. L'homophilie fait référence aux groupes d'appartenance, à l'amour de son semblable. C'est une forme d'égoïsme social : il s'agit d'avoir pour valeur, pour modèle de représentation, sa propre personne. Ainsi, chaque voyageur va créer une communauté de personnes qui lui ressemble, qui pourra l'influencer. Le voyageur pourra pondérer chacun de ses amis en fonction de leurs recommandations et de la confiance qu'il accorde aux jugements de ceux-ci.

Lorsqu'un contact nous évoque son dernier voyage en Inde façon *backpacker*¹³, cela peut donner envie d'y aller également, de la même façon ou de manière différente dans une version alliant confort et hôtel. La qualification des profils qui nous aident à *matcher* constitue une variable à forte valeur ajoutée pour constituer son propre profil de voyageur.

Aujourd'hui, il est monnaie courante d'apporter une recommandation. Pour autant, cette recommandation amicale et naturelle n'apporte rien à la personne qui la donne. C'est ce que MyHotelMatch souhaite changer en récompensant une bonne recommandation par le partage de la commission allant de 15% à 10%. Une façon de rétribuer l'effort de chacun et d'aider à concevoir des voyages réussis. En outre, ne perdez plus de temps à chercher. Les amis sont de bons conseils et surtout de bons influenceurs. Ils deviennent une armée de VRP¹⁴.

Autres fonctionnalités qui vont être ajoutées sur la plateforme MyHotelMatch :

- *Book now pay later*¹⁵. Cette option permettra de réserver son hôtel sans subir la contrainte du paiement instantané. Il sera possible de payer sa réservation plus tard.
- L'abonnement mensuel. Tout comme il est possible de payer chaque mois pour une voiture en *leasing*¹⁶, il sera possible de verser de l'argent sur MyHotelMatch pour constituer une tirelire, autrement dit un compte en banque du voyage. Cette option permettra aux voyageurs de réfléchir et construire leur prochain voyage avant de le payer avec l'argent qu'ils auront mis de côté.

Le Booking¹⁷ : la récompense de ses efforts

Avec MyHotelMatch, les efforts sont récompensés. La récompense ultime est le *booking*. Parce que le profil est rempli honnêtement par chacun, parce que le *matching* est parfait, parce que les échanges entre hôtelier et voyageur ont créé du lien, alors la réservation a du sens. Plus il y a de réservations, moins la commission est importante. C'est comme cela qu'elle passe de 15% à 10%.

MyHotelMatch souhaite également récompenser les efforts en partageant la commission avec tous ceux qui aident leurs pairs dans la réalisation de leur séjour. Que vous soyez propriétaire d'hôtels, personnel hôtelier ou voyageur proactif, vous êtes tous les amis/influenceurs de quelqu'un. Ainsi, la commission sera en partie reversée si les réservations qui sont faites ont été satisfaisantes et apportées par une tierce personne, qu'elle soit un ami, un hôtelier, un expert...

12 Discussion instantanée

13 Baroudeur

14 Vendeur, Représentant et Placier

15 Réservez maintenant, payez plus tard

16 Location

17 Réservation

1.2. Évolution technique au cours de la période

Plusieurs avancées significatives dans nos projets sont à constater.

Tout d'abord, les travaux amorcés au premier semestre par le Groupe OPEN avec qui nous avons étroitement travaillé sur :

- La création d'un POC (preuve de concept), sous forme d'une démonstration interactive avec un algorithme allégé de recommandation d'hôtels (sur une base figée d'établissements). Cela permet à l'équipe MyHotelMatch de fournir un support visuel de qualité dans le cadre de ses démarches commerciales.
- Le développement d'un moteur de recommandation d'hôtels pour assister les concierges de MY AGENCY/NYS (secteur grand luxe) lors de la réservation de lieux de séjour. L'algorithme de recommandation est basé sur du « *collaborative-filtering*¹⁸ ». Des améliorations « *content-based*¹⁹ » sont mises en place pour répondre à la stratégie d'amélioration de l'algorithme de *matching*.
- Le déploiement privé d'une solution de *chatting* sur un des hôtels pilotes afin d'évaluer l'apport de proposer des premiers échanges entre les équipes de l'hôtel et les voyageurs naviguant sur le site web. La possibilité de discuter est proposée sur toutes les pages de présentation des chambres, mais également sur la page de réservation, pour « inciter » le passage à l'acte, c'est-à-dire conclure la réservation.

Nous sommes intimement convaincus que la combinaison d'une expérience humaine et personnalisée associée à une technologie fine de recommandation permettra au produit MyHotelMatch de se différencier pour attirer et retenir ses futurs utilisateurs et clients.

2. Faits marquants de l'exercice

L'année 2022 a été marquée par plusieurs événements majeurs.

2.1. Transfert de BSA

Il est rappelé, conformément à nos communiqués de presse du 27 octobre 2021, du 31 octobre 2021 et du 11 novembre 2021, que le conseil d'administration de la Société a approuvé, afin de reconnaître la patience et la fidélité de ses actionnaires, le principe d'une distribution à leur profit, d'un nombre maximum de 150.000.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») qu'elle détient, représentant potentiellement une augmentation de capital d'un montant maximum de 7,5M EUR, par émission de 300.000.000 actions nouvelles.

Ces BSA ont une durée d'exercice expirant le 4 décembre 2023. Par décision du Conseil d'administration en date du 2 mai 2023, il a été décidé la prorogation d'une année de cette durée. S'agissant d'une modification du contrat d'émission du 4 décembre 2014, cette prorogation, pour pouvoir être effective, devra être approuvée par l'assemblée générale des titulaires de BSA convoquée à la date du 16 juin 2023.

Chaque BSA permet d'acquérir 2 actions pour 0,05 EUR.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a procédé au transfert de l'intégralité des 167.385.662 BSA dont elle était titulaire au profit d'actionnaires ayant manifesté leur intention de se voir attribuer des BSA et en a acquis 24.028.839.

2.2. Operations sur capital

Conseil d'administration du 16 février 2022

Demandes de remboursement d'ORA :

- 26.090.135 ORA par OTT HERITAGE le 12 janvier 2022, représentant 26.090.135 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune à émettre ;

Réalisation de l'augmentation de capital de la Société d'un montant de 260.901,35 euros, résultant du remboursement des ORA en 26.090.135 actions nouvelles, portant ainsi le capital social de la Société de 1.812.546,91 euros à 2.073.448,26 euros.

Conseil d'administration du 29 mars 2022

Demandes de remboursement d'ORA :

- 10.000.000 ORA par Monsieur Xavier URBAIN le 7 mars 2022, représentant un remboursement en 10.000.000 actions ordinaires nouvelles de 0,01 euro de valeur nominale chacune à émettre, soit une augmentation de capital de 100.000 euros.

Réalisation de l'augmentation de capital de la Société corrélatrice au remboursement des ORA d'un montant de 2.073.448,26 euros à 2.173.448,26 euros procédant ainsi à l'émission de 10.000.000 actions ordinaires nouvelles.

18 Filtre collaboratif
19 Basé sur le contenu

3. Événements postérieurs à la clôture

3.1. Opérations sur capital

Conseil d'administration du 1er février 2023

Demande d'exercice de BSA :

- 126.880 BSA le 21 juillet 2022
- 150.240 BSA le 21 juillet 2022
- 150.240 BSA le 21 juillet 2022
- 150.240 BSA le 21 juillet 2022
- 6.907.140 BSA le 21 juillet 2022
- 6.178.280 BSA le 21 juillet 2022
- 5.608.360 BSA le 21 juillet 2022
- 14.048.620 BSA le 21 juillet 2022
- 10.000.000 BSA le 6 décembre 2022

Augmentation de capital de la Société corrélatrice à l'exercice des BSA de 866.400 euros correspondant à l'émission de 86.640.000 actions nouvelles portant le capital social de la somme de 2.183.948,26 à la somme de 3.050.348,26 €

Conseil d'administration du 2 mai 2023

Demandes de remboursement d'ORA :

- 4 000 000 d'ORA par la société OTT HERITAGE le 31 mars 2023 dont elle était propriétaire représentant un remboursement en 4.000.000 d'actions ordinaires nouvelles

Demande d'exercice de BSA :

- 2.755.000 BSA le 6 mars 2023
- 2.500.000 BSA le 8 mars 2023
- 10.000.000 BSA le 31 mars 2023
- 306.600 BSA le 18 avril 2023

Réalisation de l'augmentation de capital de la Société corrélatrice au remboursement des ORA et de l'exercice des BSA de 351.232 euros correspondant à l'émission de 35.123.200 actions nouvelles portant le capital social de la somme de 3.050.348,26 € à la somme de 3.401.580,26 €

Conseil d'administration à venir (juin 2023)

Préparation et convocation d'une assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur le projet de regroupement d'actions

3.2. Déploiement de la version bêta

2023 est synonyme de construction pour MyHotelMatch puisque nous avons déployé en mars dernier la version bêta de notre application mobile sur les stores. Cette version privée a été testée par un groupe d'ambassadeurs composé de dix hôteliers et dix voyageurs dans le but de récolter les premiers retours sur la facilité de navigation, la prise en main de l'application et les ressentis de chacun. Ces retours sont précieux pour l'équipe qui continue de développer les différentes fonctionnalités avec pour objectifs une version aboutie disponible en juin 2023. Avant son lancement en septembre 2023, cette dernière passera entre les mains d'ambassadeurs hôteliers et voyageurs.

3.3. Signature d'un contrat technologique avec Amadeus

Un autre événement majeur pour MyHotelMatch survenu en mars 2023 est la signature d'un contrat technologique avec la plateforme Amadeus, l'un des leaders mondiaux des technologies du voyage. Cette collaboration majeure est un formidable accélérateur pour la solution de matching de MyHotelMatch qui va intégrer la technologie Amadeus directement dans son application. Cette technologie intégrée de façon personnalisée par les équipes MyHotelMatch, permet à l'application de proposer à la réservation l'offre hôtelière d'Amadeus (dont des hébergements de luxe répartis dans plus de 190 pays) avec les tarifs préférentiels négociés auprès des hôteliers par la division Luxe, MY AGENCY.

En alliant le contenu hôtelier d'Amadeus à la technologie de matching de MyHotelMatch, les voyageurs bénéficient d'une solution de réservation de voyage inédite qui leur permet d'avoir accès à des propositions de séjours de luxe mieux adaptées à leurs attentes et leurs besoins grâce au profiling réalisé en amont et aux interactions avec les hôteliers.

Ce contrat permet aussi de valider la qualité des équipes MyHotelMatch déjà capables de construire des partenariats avec des géants. Cela sera aussi le cas demain lorsque nous conclurons avec les géants de l'hôtellerie de luxe et haut de gamme.

3.4. Intégration d'algorithmes de machine learning

Pour améliorer la qualité de nos services, nous avons intégré des algorithmes de machine learning dans notre plateforme de recommandation d'hôtels. Nous utilisons également ChatGPT pour répondre aux questions de nos clients de manière plus précise et personnalisée. L'intelligence augmentée donne comme un exosquelette à nos concierges et à nos équipes pour faire plus et mieux.

3.5. Renforcement de l'équipe technique

L'équipe technique et produit s'est vue renforcée grâce à l'arrivée de nouveaux talents. Nous avons recruté deux développeurs Fullstack, un développeur Frontend, un Data Scientist, un Designer de produit et un Chef de produit. Leur expérience et leur expertise nous permettent d'accélérer la cadence de développement de la plateforme et d'assurer un haut niveau de qualité pour les produits. Bien entendu, les recrutements ne s'arrêtent pas là puisque le développement continu de l'application ainsi que l'évolution des contrats et l'augmentation de la demande client nécessitent la constitution d'une équipe plus importante.

4. Changement de méthodes

La réalisation des comptes consolidés au 31 décembre 2022 du groupe n'a donné lieu à aucun changement de méthode s'agissant du premier exercice social concerné.

5. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de MYHOTELMATCH et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Le contrôle existe lorsque MYHOTELMATCH détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées. En revanche, les sociétés ad hoc dont l'impact sur les comptes consolidés est significatif sont consolidées en intégration globale.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en goodwill.

Le Groupe a choisi de ne pas intégrer les comptes de la société KMG SERVICES compte tenu de la faible détention (33%) et du caractère jugé non significatif. Cette position pourra être revue pour les comptes 2023.

Au 31 décembre 2022, le périmètre comprenait 4 sociétés.

Société	Forme juridique	SIREN	Adresse siège social	% Contrôle	% Intérêt	Méthode consolidation
MYHOTELMATCH	SA	542 030 200	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Société mère
MHM Labs	SAS	914 382 080	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Intégration globale
MYR (MY DRIVER)	SAS	838 059 244	58 AV D'IENTA 75116 PARIS 16	51%	51%	Intégration globale
NYS	SAS	479 162 794	29 RUE EMILE DUCLAUX 92150 SURESNES	100%	100%	Intégration globale
KMG SERVICES			TUNISIE	33%	33%	Non consolidé
WONE	SAS	534 777 255	127 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE 75008 PARIS	9%	9%	Non consolidé

6. Activité en matière de recherche et de développement

Il est précisé que la Société n'a pas exercé d'activités réputées de recherche et développement au sens de la définition du crédit impôt recherche au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Toutefois, notre filiale MHM Labs a signé le 5 mai 2023, un contrat de prestation de recherche de financement innovation. Celui s'appliquera aux investissements en ressources et matériels dédiés à la recherche, à l'innovation et au développement.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) a pour but d'encourager les entreprises à engager des activités de recherche et développement (R&D). Le taux du CIR varie selon le montant des investissements.

7. Informations sur les délais de paiement

Conformément aux dispositions des articles L.441-14 alinéa 1er et D. 441-6 du Code de commerce, le tableau ci-dessous présente la décomposition du solde des dettes fournisseurs de la Société par date d'échéance.

Au 31 décembre 2022, la Société MyHotelMatch n'a pas de créances clients.

Article D.441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

Intitulé	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
Nombre de factures concernées						
Montant total (TTC en €) des factures concernées						
% du montant des achats de l'exercice						
% du CA HT de l'exercice						

Aucune facture n'a été exclue.

Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

Intitulé	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
Nombre de factures concernées	4	6	1		49	56
Montant total (TTC en €) des factures concernées	155 220	18 719	16 328		497 591	541 758
% du montant des achats de l'exercice		1,69	1,47		44,89	48,05
% du CA HT de l'exercice						

Aucune facture n'a été exclue.

Présentation des résultats

Les comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2022 figurent en Annexe 3 du présent rapport. Ces comptes ont été établis selon la réglementation de l'Autorité des Normes comptables applicable aux comptes individuels.

La Société étant cotée sur Euronext Paris, elle a également l'obligation de produire des états financiers préparés selon les normes IFRS. Les états financiers IFRS figurent en Annexe 1 du présent rapport et sont analysés ci-dessous.

1. Analyse des résultats et de la situation financière

1.1. Résultat global de l'exercice

Nous vous proposons d'approuver les comptes constatant une perte au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 d'un montant de 774.358 euros.

2. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2022 de la manière suivante :

Perte de l'exercice clos le 31/12/2022 :	(774.358) €
Report à nouveau débiteur au 31/12/2022 :	(12.400.582) €
Montant à affecter	(13.174.940) €
Affectation	
En totalité, au poste « report à nouveau » :	(13.174.940) €

3. Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Nous vous rappelons en outre qu'au cours des trois derniers exercices, la Société n'a procédé à aucune distribution exceptionnelle.

4. Dépenses et charges non fiscalement déductibles

Les comptes de l'exercice écoulé n'incluent aucune dépense ni charge telle que visée aux articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts.

5. Capitaux propres

Les capitaux propres de la Société étant toujours au 31 décembre 2022 inférieurs à la moitié de son capital social, il conviendra de procéder à la reconstitution de ces derniers. Il est précisé que la Société a recapitalisé son haut de bilan à hauteur de 3,97 milliers d'euros au cours de l'exercice 2022 (3,196 milliers d'euros après affectation de la perte 2022).

6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102, alinéa 2 du Code du commerce, le tableau des résultats afférent aux cinq derniers exercices est présenté ci-dessous :

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Capital en fin d'exercice					
Capital social	826 290	826 290	1 156 290	1 823 047	3 050 348
Nombres d'actions ordinaires	82 628 977	82 628 977	115 628 977	182 304 691	305 034 826
Nombres d'actions à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer :					
- par conversion d'obligations	150 715 849	150 715 849	117 715 849	56 040 135	19 950 000
- par droit de souscription	345 531 324	345 531 324	345 531 324	340 531 324	253 891 324
Opération et résultat					
Chiffres d'affaires (HT)	231 572	209 002	133 632		
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-258 000	-419 516	-29 187 860	5 658	-1 403 649
Impôts sur les bénéfices	-	-	318 950	-4 086	
Participation des salariés	-	-			
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-3 962 883	383 800	2 958 904	-10 508	-774 358
Résultat distribué	-	-			
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions		-0,01	-0,25	0,000031	-0,00460
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-0,05		0,03	-0,000006	-0,00254
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	1	1	1		
Montant de la masse salariale	36 000	36 000	36 000	15 969	
Montant des sommes versées en avantages sociaux (sécu. soc. œuvres)	13 485	13 569	13 572	6 020	

7. Honoraires des commissaires aux comptes

(En euros)	Audit plus				RBA			
	31/12/22	31/12/21	%	%	31/12/22	31/12/21	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
· Emetteur	22 500	16 000	100,00	100,00	22 500		61,64	
· Filiales intégrées globalement					14 000	14 000	38,36	100,00
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
· Emetteur								
· Filiales intégrées globalement								
Sous-total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
Total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00

Facteurs de risques

Le présent chapitre présente les principaux risques propres à la Société sur la base des risques dont la Société a connaissance à la date du rapport financier annuel.

Le présent chapitre présente également les dispositifs de maîtrise desdits risques que la Société a déjà mis en place.

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent rapport financier annuel avant de décider de souscrire ou d'acquiescer des actions de la Société.

La Société a procédé à une revue des principaux risques qui lui sont propres et qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sa capacité à réaliser ses objectifs. A la date du rapport financier annuel, la Société n'a pas connaissance d'autres risques significatifs que ceux présentés dans le présent chapitre.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques et incertitudes décrits dans le rapport financier annuel n'est pas exhaustive.

D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée par la Société, à la date du rapport financier annuel, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

1. Risques liés à l'activité hôtelière et voyage

La société MyHotelMatch (ex. SPAC) était dans une situation de prospection et de redéploiement de ses activités.

C'est dans cette perspective qu'elle a initié au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 le retournement stratégique de ses activités afin de se concentrer sur l'activité MyHotelMatch.

Il est rappelé que, dans ce cadre, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 8 avril 2022 a notamment modifié son objet social et sa dénomination sociale, et la Société a acquis les actifs immatériels lui permettant d'exploiter et de développer le concept MyHotelMatch.

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

La Société est actuellement concentrée sur le développement de sa solution « MyHotelMatch » en vue du lancement d'une première version test pour le premier semestre 2023 suivie, le cas échéant, de sa commercialisation au public.

La récente acquisition en 2022 par la Société de la société NYS/MY AGENCY a permis de récupérer 17 années de données pour améliorer la construction de MyHotelMatch et faire correspondre des profils de voyageurs à des établissements hôteliers lors de séjours déjà organisés.

A ce jour, NYS/MY AGENCY accomplit ce travail de matching de manière manuelle comme une agence de voyage traditionnelle et l'objectif de la Société serait de le faire de manière digitale au travers de sa solution MyHotelMatch.

L'équipe de développement de la Société travaille actuellement sur cette phase test avec la construction de la plateforme.

2. Risques liés au piratage/hacking

MyHotelMatch, entreprise digitale, peut se retrouver confrontée à des risques de hacking/piratage qui empêcheraient la continuité du service ou pourraient créer des pertes de données.

Dans le cadre du développement de son application, MyHotelMatch a mis en place une stratégie de protection face au risque de piratage. Elle protège les données échangées par chiffrement asymétrique. L'intégralité des interfaces est accessible uniquement via le protocole https et les certificats SSL résultants. Par ailleurs, afin de renforcer l'intégrité des données, MyHotelMatch met en place une stratégie de

sauvegarde bi-journalière ainsi qu'une réplique multi-facteur des bases de données. Cela permettra de proposer une continuité de service en prévention de défaillances. Par ailleurs, MyHotelMatch fait appel à plusieurs fournisseurs d'infrastructure afin de se protéger face à l'interruption de service de l'un d'entre eux. Les données sont, à ce jour, localisées exclusivement en France. De plus, MyHotelMatch implémentera un chiffrement symétrique des données sensibles clients dont la clé ne sera connue que du client lui-même. MyHotelMatch considère que le client est propriétaire des données qu'il fournit. Celui-ci peut décider de les supprimer à tout moment sur simple demande.

3. Risques liés à l'environnement digital

Dans le cadre de son redéploiement, du développement du concept MyHotelMatch et de la poursuite corrélatrice de son exploitation, la Société est soumise à une forte pression concurrentielle compte tenu en particulier de la présence sur ce marché d'autres Online Travel Agencies (OTA) telles que Booking, Expedia...

4. Risques liés aux liquidités

La stratégie de MyHotelMatch dépend de sa capacité à mobiliser des ressources financières, soit sous la forme d'emprunts, soit sous la forme de capitaux propres ou sous la forme de crédits « Impôt Recherche », afin de financer son exploitation, la construction de la plateforme et ses projets futurs, la reconstitution de ses capitaux propres ainsi que son activité courante. Il est possible, en cas par exemple d'événements affectant le marché de l'hôtellerie ou de crise internationale affectant les marchés financiers, que la Société

connaisse des périodes d'incertitudes sur la poursuite d'exploitation si elle ne dispose pas à un moment de l'accès souhaité aux liquidités dont elle aurait besoin pour de nouvelles acquisitions ou lors de la mise en place du nouveau projet de développement et de restructuration et ait ainsi des difficultés à mobiliser les fonds nécessaires ou à les obtenir à des conditions intéressantes.

5. Risques liés au produit

Les 3 enjeux et les risques associés du développement de la plateforme MyHotelMatch sont les suivants :

- Intégration de la technologie Amadeus comme outil de disponibilité, prix et réservation.
- Intégration des API (interface de programmation d'application) avec les différentes briques technologiques permettant le référencement et la communication avec les utilisateurs.
- L'algorithme de *matching* qui doit prouver sa performance sur chaque proposition.

6. Risques de contrepartie

Le risque de contrepartie désigne le risque que la contrepartie ne soit pas en mesure d'exécuter ses obligations financières selon les termes du contrat ou de la transaction à laquelle elle participe ; le risque de contrepartie concerne les créances clients, les autres créances liées à l'activité.

7. Dispositif et description des procédures de contrôle interne

Les opérations concourant à l'exercice de l'activité sociale de la Société comme à leur traduction dans les comptes sont vérifiées, avec pour objectif général de respecter ou faire respecter les lois, règlements et normes en vigueur, et de mettre tout en œuvre pour éviter la survenance de sinistres susceptibles de mettre en cause la pérennité de la Société.

Le dispositif de contrôle et de suivi vise à couvrir les principaux risques identifiés ainsi qu'à définir les pistes d'améliorations des procédures de contrôle interne.

7.1. Procédures de contrôle interne liées aux risques financiers

Toute question relevant de ce domaine est systématiquement examinée par le Président Directeur Général qui fait un point régulier sur la gestion de la trésorerie et les besoins de financement.

7.2. Procédures de contrôle interne liées aux risques juridiques et contentieux

Les risques juridiques sont suivis au sein du Conseil d'administration qui s'assure du bon respect de la réglementation applicable à l'activité de la Société.

7.3. Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration de l'information financière et comptable

Les données comptables liées à l'activité de la Société sont transmises par des cabinets spécialisés.

Il en est de même pour les informations relatives au traitement des salaires et des déclarations sociales et fiscales y afférent puis enregistrées en comptabilité.

Chaque arrêté comptable fait l'objet d'un contrôle du Service du Contrôle de Gestion qui analyse les écarts de résultats en prévision du budget et des prévisions de clôture.

L'information financière et comptable est ensuite vérifiée par les Commissaires aux Comptes, puis en Conseil d'Administration.

7.4. Procédures de contrôle interne relatives aux risques liés à l'environnement digital de la Société

Pour répondre à la première problématique relative aux risques de hacking/piratage, une réplique sécurisée de l'outil MyHotelMatch permet d'assurer la continuité du service en cas de piratage.

Concernant la fuite de données, MyHotelMatch subit des tests réguliers de sécurité qui permettent d'éviter les intrusions. Il existe également un autre risque de perte de données qui serait lié à une défaillance de sauvegarde sur serveur, risque auquel MyHotelMatch se protège en procédant à des sauvegardes incrémentales et journalières de ses données.

Filiales et participations

1. Tableau des participations

Au 31 décembre 2022, le périmètre comprenait 4 sociétés.

Société	Forme juridique	SIREN	Adresse siège social	% Contrôle	% Intérêt	Méthode consolidation
MYHOTELMATCH	SA	542 030 200	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Société mère
MHM Labs	SAS	914 382 080	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Intégration globale
MYR (MY DRIVER)	SAS	838 059 244	58 AV D'IEA 75116 PARIS 16	51%	51%	Intégration globale
NYS	SAS	479 162 794	29 RUE EMILE DUCLAUX 92150 SURESNES	100%	100%	Intégration globale
KMG SERVICES			TUNISIE	33%	33%	Non consolidé
WONE	SAS	534 777 255	127 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE 75008 PARIS	9%	9%	Non consolidé

2. Prises de participations et prises de contrôle

Il est rappelé que la Société a procédé à l'acquisition de 100% des titres de la société NYS (479 162 794 RCS Nanterre) le 2 juin 2022.

3. Filiales

Nous vous rappelons que notre Société contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce les sociétés ci-après. Ces sociétés ne détiennent aucune participation dans notre Société.

3.1. NYSSAS

Le 2 juin 2022, la Société a procédé à l'acquisition de 100% des titres de la société NYS (479 162 794 RCS Nanterre), sous plan de sauvegarde adopté par jugement du Tribunal de commerce de Nanterre en date du 10 juin 2021 dont l'échéance des passifs d'un montant de 1.017.272,26 euros est exigible sur 8 ans à compter du 9 juin 2022 pour 3%, 9 juin 2023 pour 10%, 9 juin 2024 pour 10%, 9 juin 2025 pour 12%, 9 juin 2026 pour 15%, 9 juin 2027 pour 15%, 9 juin 2028 pour 17%, 9 juin 2029 pour 18%.

La Société NYS a pris la décision fin février 2020 de se mettre en sous la protection du tribunal de commerce avec une procédure collective de sauvegarde. Cette décision était basée sur l'impact de la COVID sur le dernier trimestre 2019 et la perspective de l'année 2020. Cette décision de gestion a été initiée par Yves Abtibol et validée par l'ensemble des associés. Sans jamais imaginer que le gouvernement français prendrait les décisions découlant du "quoi qu'il en coûte". Effectivement, l'ensemble des résolutions prise dans la soirée du 12 mars et annoncées par le Président de la République auraient permis d'éviter cette procédure collective. Néanmoins, cette décision a permis à NYS de ne pas prendre de PGE, de ne licencier aucun collaborateur et d'avoir protégé les créances de ses fournisseurs. Selon les budgets établis pour 2023 et 2024, NYS devrait être en mesure de proposer une sortie du plan et mettre en place un solde des créances existantes.

NYS propose des services premium à une clientèle hyper active, urbaine et aisée au travers de ses marques My Concierge, My DMC, My Event, My Driver et My Travel.

La société NYS/MYAGENCY est l'expert du luxe qui accompagne depuis 2004 une clientèle exigeante au quotidien en leur fournissant une offre complète de services sur-mesure pour leur vie privée et professionnelle (conciergerie, événementiel, mobilité, et affaires).

Elle met à la disposition de ses membres, du temps d'organisation afin de faciliter leur quotidien par l'intermédiaire d'un concierge personnel, unique interlocuteur à tout moment.

La société NYS/MYAGENCY dispose d'un portefeuille de près de 800 clients internationaux, de plus de 20.000 partenaires et a organisé près de 80.000 expériences depuis sa création. Positionnée sur un secteur de niche en fort développement, la société NYS/MYAGENCY a réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 11.651.006 € en 2022.

La société NYS/MYAGENCY dispose d'un ERP dédié et d'une application mobile permettant aux clients de MYAGENCY de suivre en temps réel l'avancée de leurs demandes et d'échanger avec leur interlocuteur dédié. Cette acquisition devrait permettre à la Société de bénéficier d'un historique représentant près de 100 M€ de voyages haut de gamme qui viendront alimenter la base de données de sa plateforme de matching, et d'accélérer significativement le développement de la plateforme de matching et d'accélérer significativement le développement de la plateforme "MyHotelMatch" en se basant sur un historique concret de voyages haut de gamme intégrant une multitude de critères et des retours d'expérience de qualité sur les 18 dernières années.

Les synergies entre la plateforme de matching de l'hôtellerie, et MY AGENCY, l'expert de l'expérience matching réussies de ses membres, à travers la pertinence des critères, la connaissance des exigences des membres, et la puissance des algorithmes existants, visent à permettre, dans un premier temps, de proposer une offre en parfait accord avec les attentes de clients premium avant de la déployer auprès d'une clientèle plus large.

Le prix d'acquisition de la société NYS/MYAGENCY est de 1.666.000,00 euros pour la totalité du capital, réglé sous forme de crédit vendeur par l'inscription en compte-courant et de l'inscription dans les livres de la Société au prorata de chacun des vendeurs de NYS/MYAGENCY de 33.320.000 Bons de Souscription d'Actions « BSA » que la Société détenait dans ses livres. Chaque BSA donnait droit à deux (2) actions pour un prix d'exercice global de 5 centimes d'euros. Chacun des BSA a été exercé et donc converti en 66.640.000 actions.

Les conditions et modalités ont été ratifiées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 2022.

MY AGENCY 19 ANS D'HISTOIRE

Créée et dirigée par Yves Abitbol depuis 2004, MY AGENCY est une agence 360 dans l'industrie du luxe et de l'ultra-luxe qui compte près de 20 000 partenaires dans le monde (hôtels, restaurants, transport, shopping, services, billetterie...) et 800 clients VIP pour qui elle a réalisé près de 80 000 expériences uniques. MY AGENCY propose à une clientèle VIP des services premiums complets tels que :

- MY CONCIERGE agence de conciergerie privée pour l'organisation d'expériences sur mesure
- MY PROPERTY agence immobilière de luxe en franchise de marque
- MY DMC agence dédiée aux professionnels du voyages et aux travels designer du monde entier
- MY EVENT agence d'accompagnement et d'organisation d'événements privés ou professionnels
- MY DRIVER agence de véhicules propres (uniquement électriques ou hybrides) avec chauffeurs privés

L'histoire de MY AGENCY débute dans les années 90. Yves ABITBOL grand voyageur aimant parcourir le monde se retrouve face à un manque de solutions adaptées à ses besoins d'organisation d'expériences sur mesure. Malgré l'expertise de grand groupe tel qu'Amex, les propositions sont trop vastes, pas assez précises et Yves trouve difficile d'obtenir une réponse parfaite à une demande ciblée.

C'est dans ce contexte que Yves ABITBOL décide de créer un service luxe d'accompagnement d'expériences appelé MY CONCIERGE. Sa vision est simple, faciliter l'organisation d'expériences comme un assistant(e) personnel(le) peut le faire. Rapidement, trois critères essentiels se distinguent pour que l'offre soit pertinente :

- Un contact entièrement dédié
- Proposer des offres que les utilisateurs ne peuvent pas trouver par eux-mêmes
- Être rémunéré par les prestataires mais aussi par les utilisateurs via un abonnement

L'aventure commence donc avec une vingtaine d'utilisateurs, tous des connaissances de Yves ABITBOL qui deviennent ses premiers clients. Seule ombre au tableau pour Yves, le terme conciergerie qui est mal interprété sur le marché français, contrairement au marché mondial. En effet, en France, un concierge n'est pas seulement le terme employé pour désigner le salarié de l'hôtel qui concrétise les desirs de ses clients mais un gardien d'immeuble qui assure l'entretien et facilite la vie des résidents.

Pour autant, ce n'est pas dans le tempérament d'Yves de se laisser freiner. Il part à la conquête du marché français avec une seule idée en tête, développer son activité en créant de la valeur. Après plusieurs semaines d'exploitation, MY CONCIERGE développe sa notoriété et accroît son offre expérientielle pour répondre aux demandes multiples des utilisateurs. Confronté à un problème d'outil de gestion, Yves prend le parti de développer une technologie performante de manière à manager l'activité. Son objectif : faciliter l'intermédiation entre concierges et utilisateurs pour tenir la promesse de MY CONCIERGE. Il n'a aucun doute, créer cette technologie lui permettra de satisfaire rapidement la moindre demande utilisateur et augmenter ses revenus.

MY CONCIERGE

MY CONCIERGE est un service d'assistance personnel, sous forme d'abonnement, cherchant à faciliter le quotidien de ses membres. Chacun d'entre eux se voit attribuer un concierge personnel, leur unique interlocuteur à tout moment. De l'envie la plus vague au rêve le plus fou, leur concierge a toujours une idée derrière la tête pour réaliser leurs demandes sur mesure (organisation de voyages, réservation de restaurants ou de places de spectacles...).

Sa rencontre avec Nicolas PILLON et Pierre SITBON, deux associés dans le domaine du développement technologique et du marketing de l'offre est déterminante. Ils rejoignent le projet de Yves ABITBOL en octobre 2004 et permettent à MY CONCIERGE de compter 300 utilisateurs en moins d'un an.

Ce pic d'activité provoque une réorganisation au sein de la société qui décide en interne de former des binômes opérationnels/productions pour assurer les relations clients et partenaires.

En 2006, suite au départ de Pierre SITBON, MY CONCIERGE renforce son offre sur un marché mass market en concluant un partenariat avec Jancarthier, agence de voyages installée depuis 40 ans sur le marché du tourisme.

Après plusieurs années sur le marché du voyage, Yves ABITBOL le businessman toujours en quête de développement, comprend que l'immobilier fait face à diverses problématiques associées à des demandes pressantes. Pour répondre à ses membres il crée, en contrat de marque avec un entrepreneur, MY PROPERTY une agence immobilière de luxe qui possède les mêmes caractéristiques de service client que MY CONCIERGE. En 2014, grâce à la combinaison de ses deux offres de service, Yves et ses équipes deviennent la solution de logement du Paris Saint Germain pour l'arrivée des nouveaux joueurs. L'expérience étant au cœur de la stratégie d'Yves ABITBOL, un autre mouvement se fait rapidement ressentir au sein de la société, celui de l'intérêt des clients pour l'organisation d'événements privés ou professionnels. MY CONCIERGE est vite débordée par la demande ce qui incite Yves à créer en 2015 une nouvelle offre de service MY EVENT, dédiée uniquement à l'organisation d'événements, qui d'ailleurs encore aujourd'hui se charge de projets pour de grandes marques telles que Céline, Balmain, BNP Gestion de Patrimoine...

Il faudra une catastrophe nationale et de tristes événements en 2016 qui affectent le pays entier pour décider Yves à fonder sa quatrième offre : MY DMC. En effet, touché par les attentats, la France connaît un épisode d'insécurité qui fait naître une vague de peur dans le cœur des touristes étrangers. Pour Yves et ses équipes, cette situation est inacceptable. Animer par la passion du voyage et avec l'ambition de défendre le savoir-faire français, MY DMC s'adresse aux agences de voyage et aux travel designers à l'international pour les accompagner dans la création et la production de séjours pour leurs clients.

Deux ans plus tard au côté de Jonathan Raphael, spécialiste du transport, Yves ABITBOL étoffe un peu plus son offre de service en créant MY DRIVER, une société de véhicules propres (modèles électriques ou hybrides uniquement) avec chauffeurs. Avec MY DRIVER, Yves et Jonathan accompagnent d'importantes manifestations telles que la Fashion week, l'évènement annuel de One&only ou encore les déplacements de centaines de décideurs.

2018 marque aussi une belle année pour MY CONCIERGE qui devient la conciergerie de la marque Gucci. La mission étant d'améliorer l'expérience clients durant leur séjour à Paris ou leur visite du Flagship Parisien. La Covid mettra malheureusement fin à cette collaboration en 2020.

Fortement impacté par la Covid-19 et les nombreux confinements, MY AGENCY relève la tête en 2021 avant de rejoindre MYHOTELMATCH en juillet 2022.

Composé de 15 personnes, MY CONCIERGE a réalisé un total de 8100 expériences. Durant la période, MY CONCIERGE a acquis 10% de membres supplémentaires et augmenté son panier moyen de 20%. MY CONCIERGE a également signé deux partenariats avec deux acteurs de luxe dont Pinto, une entreprise spécialisée dans l'architecture d'intérieur pour opérer en tant que Conciergerie Privée en marque blanche. Bien que l'activité d'assistance personnelle garantisse une activité stable tout au long de l'année, MY CONCIERGE connaît quelques pics d'activité, notamment de novembre à décembre et de mai à juin, en préparation des vacances de Noël et d'été.

MY DMC

MY DMC est une agence de voyage réceptive spécialisée sur la France. Son objectif : faire découvrir la France autrement. Que ce soit pour un week-end romantique ou une découverte des régions viticoles, les agences de voyages étrangères font confiance à MY DMC, afin d'organiser pour leurs clients, une expérience sur-mesure et exclusive. Constitué de 2 personnes, 1 concierge et une production recrutée en septembre 2022, MY DMC a réalisé un total de 357

expériences sur la période, générant un CA HT de 233 772€. Sa clientèle, majoritairement composée d'agences de voyage américaines, implique une forte activité du mois de mars à novembre. Parmi les destinations les plus demandées on retrouve Paris, Bordeaux, la Côte d'Azur, la Champagne ainsi que la Normandie (surtout en été).

MY EVENT

MY EVENT donne vie à tous types d'événements, des plus intimistes aux plus grandioses ! Engager le public, provoquer la surprise, générer un impact sont les ingrédients indispensables à la réussite de vos événements, tel est la promesse de MY EVENT. Qu'ils soient professionnels ou personnels, MY EVENT crée des événements qui dépassent les ambitions de ses clients. Avec une seule personne chargée de notre département événementiel, MY EVENT a réalisé 91 expériences sur la période, générant un CA HT de 455 830€. Avec une répartition de 70%

BtoB et 30% BtoC, les événements de ces 6 derniers mois ont été majoritairement des anniversaires et voyages de groupe pour la partie BtoC ainsi que l'organisation de réunions, congrès médicaux, séminaires, soirées, cocktails, team building, comex et conseils d'administrations pour le segment BtoB. Avec une typologie de clients BtoB issues de secteurs d'activités comme le luxe, la pharmaceutique, la finance, et la mode, il compte parmi ses clients récurrents des entreprises telles que Balmain, IPHARM, Merck et Mirova.

MY DRIVER

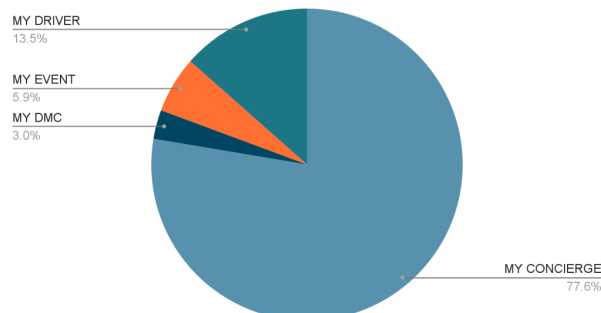
Détenu à 51 % par MY AGENCY, MY DRIVER met à la disposition des entreprises et des particuliers une flotte de véhicules haut de gamme, essentiellement hybrides ou 100% électriques, avec service de chauffeur privé. Ses prestations reposent sur des valeurs fortes comme la ponctualité, la discrétion, l'amabilité et l'élégance. Qu'il s'agisse d'un transfert, d'une délégation ou d'une mise à disposition, ses clients échangent avec un interlocuteur unique assurant les meilleures conditions de prise en charge en temps réel avec ses équipes opérationnelles

Composé d'un CEO, de 2 assistantes et d'un chauffeur en interne, MY DRIVER travaille avec des chauffeurs indépendants, sélectionnés avec beaucoup de soin, pour répondre à toutes les demandes de ses clients. La qualité des prestations de MY DRIVER repose également sur celle de sa flotte composée d'une Tesla S, d'une Tesla X, de trois EQV, d'un Vito, d'une Classe S, et d'un Range Rover. Entre juillet et décembre 2022, MY DRIVER a effectué un total de 3036 missions générant ainsi un CA HT de 1049 678€.

Avec un portefeuille clients représenté à plus de 90% par des clients BtoB, exerçant dans le domaine de la mode, du luxe, de l'événementiel et du corporate, MY DRIVER a connu des périodes de forte activité, au moment de la Fashion Week ainsi qu'aux mois de novembre et décembre, liées aux nombreuses soirées de fin d'année

organisées par les entreprises. Parmi les événements marquants de cette période, nous pouvons noter le recrutement d'un nouveau chauffeur en interne et d'une seconde assistante. De plus, le mois de juillet 2022 fut le meilleur mois depuis la création de MY DRIVER.

CA HT 01/07/2022 - 31/12/2022



MY XPERIENCE

MY XPERIENCE est une plateforme développée par et pour MY AGENCY dans le but de regrouper les informations détenues pour chaque client et chaque partenaire. Cette plateforme a été conçue pour répondre au développement de MY AGENCY. En effet, elle fait suite à une constatation simple, celle de vouloir retrouver en un seul point et avec facilité toutes les informations recueillies par la société. Également, MY XPERIENCE s'inscrit dans la volonté de l'entreprise de proposer des expériences sur mesure à chacun de ses clients. Il fallait donc un outil commun à tous les membres permettant de répondre à ces objectifs. Grâce à MY XPERIENCE, les équipes de MY AGENCY ont gagné en productivité.

Côté membre, et afin de répondre au « mobile first » devenu très tendance ces dernières années, MY AGENCY a développé une application permettant aux clients de retrouver les informations pertinentes (factures, réservations, historique, informations...).

Aujourd'hui, MY XPERIENCE est en cours d'amélioration en ce qui concerne la saisie plus intelligente d'informations de manière à rendre le travail des concierges encore plus fluide. Quant à l'application côté utilisateur, une refonte en profondeur va être opérée afin d'améliorer l'ergonomie et le design.

3.2. MHM Labs SAS

Constituée en date du 18 mai 2022, la société MHM LABS, société par actions simplifiée unipersonnelle dont le siège social est au 965 avenue de Roumanille à Sophia Antipolis (06410), a pour objet la conception, le développement, la commercialisation, la gestion de tout programme, système, outil, application, ressource, concept, digitaux ou numériques, pour les activités d'agence de voyages en ligne (OTA), assimilées et connexes. MYHOTELMATCH détient l'intégralité du capital et des droits de vote de MHM Labs.

Actionnariat

1. Répartition du capital et des droits de vote

Au 31 décembre 2022, le capital et les droits de vote de la Société étaient répartis de la façon suivante :

	Nombre d'actions	% du Capital	Droit de vote simple	droit de vote double	Nombre de voix	% total de droits de vote
OTT HERITAGE	88 281 558	28,94%	88 281 558		88 281 558	28,94%
FIPP	34 326 914	11,25%	34 326 914		34 326 914	11,25%
FINAREA CAP PME	28 097 240	9,21%	28 097 240		28 097 240	9,21%
MYRR	13 814 280	4,53%	13 814 280		13 814 280	4,53%
NISALAVARA	12 356 560	4,05%	12 356 560		12 356 560	4,05%
FINANCIERE DU VOYAGE	11 216 720	3,68%	11 216 720		11 216 720	3,68%
URBAIN Xavier	10 000 000	3,28%	10 000 000		10 000 000	3,28%
GAUTHIER Bernard	20 000 000	6,56%	20 000 000		20 000 000	6,56%
KENNIE CAPITAL	9 030 000	2,96%	9 030 000		9 030 000	2,96%
Autres	75 411 554	25,54%	75 411 554		75 411 554	25,54%
Total	305 034 826	100,00%	305 034 826		305 034 826	100,00%

Franchissements de seuils

A compter du 1er janvier 2022, la Société a reçu les déclarations de franchissements de seuils suivantes :

- 1) Par déclaration de régularisation en date du 31 mars 2022, la société OTT PARTNERS ENTREPRISES COMPANY LIMITED contrôlée par Monsieur Jean-François OTT, a déclaré avoir franchi à titre individuel à la baisse, le 11 mai 2021, le seuil de 5%, et le 24 septembre 2021 les seuils de 10% et 15% du capital social et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation d'une cession d'actions hors et sur le marché auprès de OTT PARTNERS pour un montant total de 31.200.000 actions ;
- 2) Par déclaration de régularisation en date du 31 mars 2022, les sociétés OTT HOLDINGS LTD, OTT PARTNERS LIMITED et OTT VENTURES SRO contrôlées par Monsieur Jean-François OTT, ont déclaré avoir franchi de concert à la baisse, le 22 novembre 2021, les seuils de 5%, 10% et 15% du capital social et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation d'une cession d'actions hors marché ;
- 3) Par déclaration de régularisation en date du 31 mars 2022, la société OTT HERITAGE SAS et OTT HOLDINGS ENTREPRISES COMPANY LIMITED contrôlées par Monsieur Jean-François OTT, ont déclaré avoir franchi de concert à la hausse, le 22 novembre 2021, les seuils de 5%, 10%, 15%, 20% et 25% du capital social et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation d'une acquisition d'actions hors marché et sur le marché (i) pour OTT HERITAGE SAS, l'acquisition d'actions hors marché auprès de OTT HOLDINGS LTD les 3, 19 et 22 novembre 2021 à hauteur de 4.625.714, 26.200 et 29.435.000 actions, (ii) pour OTT HOLDINGS ENTREPRISES COMPANY LIMITED par l'acquisition d'actions sur le marché auprès de OTT PARTNERS LIMITED le 22 novembre 2021 pour un montant total de 31.200.000 actions et par la cession d'actions hors marché pour un montant total de 37.326.914 actions (iii) pour OTT HOLDINGS LTD le 26 octobre 2021 le remboursement de 4.625.714 ORA en 4.625.714 actions et (iv) pour OTT HERITAGE SAS le 24 février 2022 le remboursement de 26.090.135 ORA en 26.090.135 actions ;
- 4) Par déclaration de régularisation en date du 31 mars 2022, la société OTT HERITAGE SAS contrôlée par Monsieur Jean-François OTT, a déclaré avoir franchi à titre individuel à la hausse, le 22 novembre 2021, les seuils de 5%, 10%, 15% et 20% et le 24 février 2022 le seuil de 25% du capital social et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation d'une acquisition d'actions hors marché auprès de OTT HOLDINGS LTD les 3, 19 et 22 novembre 2021 à hauteur de 4.625.714, 26.200 et 29.435.000 actions ;
- 5) Par déclaration de régularisation en date du 31 mars 2022, la société OTT HOLDINGS ENTREPRISES COMPANY LIMITED contrôlée par Monsieur Jean-François OTT, a déclaré avoir franchi à titre individuel à la baisse, le 22 novembre 2021, les seuils de 5%, 10% et 15% du capital social et des droits de vote de la Société à la suite de la réalisation d'une cession d'actions hors marché auprès de OTT HERITAGE SAS pour un montant total de 29.435.000 actions ;

2. Opérations effectuées par les mandataires sociaux et personnes étroitement liées

Conformément aux dispositions de l'article R 225-30 du Code de commerce, nous vous avisons que le Conseil d'administration de notre Société a pris acte des conventions relevant de l'article L 225-38 du Code de commerce entre notre Société et :

MYHOTELMATCH

REF	CONTRATS	PARTIES	DATE	DESCRIPTION
20220105S004	Contrat de service	O&T Partners	05/01/2022	Contrat PS Mise à disposition Personnel-O&T Partners Effet 01/01/2022
20220105S005	Contrat de service	Ott Heritage	05/01/2022	Contrat de conseil et PS Ott Héritage - Effet 01/01/2022
20220630S005	Cession de créance	Ott Partners Limited Ott Heritage	30/06/2022	Cession de créance 330 000 euros pour 33 000 euros
20220630S004	Cession de créance/indemnité transactionnelle	O&T Partners Ott Heritage	30/06/2022	Cession de créance 250 000 euros pour 25 000 euros
20221223S002	Contrat de prêt titres	Ott Héritage	23/12/2022	Contrat de prêt titres 1033 300 actions MHM pour règlement 43 Nord LLC
20221231S001	Cession de créance	O&T Partners Ott Heritage	31/12/2022	Cession de créance 175 478,57 euros

Liste des personnes impliquées à la convention réglementée conclue au cours de l'exercice :

- Monsieur Jean-François OTT, Président du Conseil d'administration, bénéficiaire économique des sociétés O&T Partners, OTT Partners Limited, OTT Heritage.

En effet, compte tenu de la communauté totale des membres des Conseils d'administration entre les sociétés intéressées par la conclusion de cette convention, le Conseil d'administration n'a autorisé préalablement la convention susvisée, qui doit donc être soumise à ratification, dans les conditions de l'article L 225-40 du Code de commerce, de l'assemblée générale.

Capital social

A la date du rapport financier annuel, le capital social de la Société est de 3.401.580,26 €.

Il est divisé en 340.158.026 actions ordinaires de 0,01 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Assemblées générales d'actionnaires

1. Nature Des Assemblées

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales. Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie. Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

2. Organe De Convocation - Lieu De Réunion Des Assemblées

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le conseil d'administration. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par le Code de Commerce, notamment par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins 5% du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département ou d'un département limitrophe mentionné dans l'avis de convocation.

3. Formes Et Délais De Convocation

Les assemblées sont convoquées par un avis inséré au BALO et dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Les titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions nominatives indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément à la loi.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation soit de l'envoi des lettres et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de dix jours sur convocation suivante.

4. Ordre Du Jour Des Assemblées

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer. Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital fixée par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

5. Admission Aux Assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et qu'il en soit propriétaire depuis deux jours au moins avant la date de la réunion.

La justification de la possession des actions résulte de l'inscription des actions sur le registre des actions nominatives, ou du dépôt au siège social d'une attestation de participation délivrée par une banque, un établissement financier ou une société de bourse dépositaire des titres. L'inscription en compte ou la production de l'attestation doivent être effectuées au deuxième jour ouvré précédant la date de tenue de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de l'action, le titulaire du droit de vote peut assister ou se faire représenter à l'assemblée sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer à toutes les décisions collectives. Les propriétaires d'actions indivises sont représentés comme il est dit à l'article 13 des statuts.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Sont réputés présents, pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par voie de visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminés par la réglementation en vigueur.

6. Représentation Des Actionnaires - Vote Par Correspondance

Tout actionnaire peut se faire représenter par toute personne de son choix. Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions réglementaires et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée. Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

La société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

7. Tenue De L'assemblée - Bureau

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un vice-président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président. A défaut elle élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

A chaque assemblée, est tenue une feuille de présence dont les mentions sont déterminées par la réglementation en vigueur. Elle est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

8. Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

La société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle. Sont en outre privées du droit de vote, notamment : les actions non libérées des versements exigibles, les actions des souscripteurs éventuels dans les assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription et les actions de l'intéressé dans la procédure prévue à l'article 26 des statuts.

Les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au nom du même actionnaire ne bénéficient pas d'un droit de vote double.

9. Effets Des Délibérations

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses délibérations prises conformément aux dispositions du Code de Commerce et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables.

Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

10. Procès-Verbaux

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les règlements en vigueur. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président ou un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent être également certifiés par le secrétaire de l'assemblée. En cas de liquidation de la société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

11. Objet Et Tenue Des Assemblées Ordinaires

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

12. Quorum Et Majorité Des Assemblées Générales Ordinaires

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins un cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix exprimées.

13. Objet Et Tenue Des Assemblées Extraordinaires

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital. Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

14. Quorum Et Majorité Des Assemblées Générales Extraordinaires

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins un quart des actions ayant le droit de vote et, sur deuxième convocation, un cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée, le quorum du cinquième étant à nouveau exigé. Elle statue à la majorité des deux-tiers voix exprimées.

Lorsque l'assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorum et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes ni comme mandataires.

Organes d'administration et de direction

La Société est constituée sous forme de société anonyme à Conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements, les Statuts, ainsi que le règlement intérieur du Conseil d'administration.

1. Direction Générale

1.1. Pouvoirs de la Direction Générale

La Direction Générale de la Société est assurée par un Directeur Général.

Le Directeur Général est désigné par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

Le Directeur Général exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

1.2. Composition de la Direction Générale

A la date du rapport financier annuel, la Direction Générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Principale fonction dans la Société	Date de 1ère nomination	Echéance du mandat	Autres mandats en cours	Mandats échus au cours des 5 dernières années
Monsieur Yves ABITBOL né le 4 avril 1964 à Tunis (Tunisie) de nationalité française demeurant 11, rue de l'Eglise – 92200 Neuilly-sur-Seine	Directeur Général	2 mai 2023	A l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025	Président de la SAS NYS Gérant de la SCIMYRR Gérant de la SARLLA TRAVIATA Gérant de la SCILES PICHOUNS	NEANT

Monsieur Jean-François OTT, démissionnaire de son mandat de Directeur Général, a été remplacé à cette fonction par Monsieur Yves ABITBOL en date du 2 mai 2023.

Monsieur Jean-François OTT continue à exercer sa fonction d'administrateur et de Président du Conseil d'administration.

Aucun autre changement n'est intervenu depuis dans la composition de la Direction Générale de la Société.

2. Conseil d'administration

2.1. Composition du Conseil d'administration

La société est administrée par un conseil de trois membres au moins et de douze au plus ; toutefois en cas de fusion, ce nombre pourra être dépassé dans les conditions et limites fixées par le Code de commerce.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire.

Les personnes morales nommées administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était administrateur en son nom propre.

Un salarié de la société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Sauf lorsque le Code de Commerce le dispense de cette obligation, chaque administrateur est tenu d'être propriétaire d'un nombre d'action fixé à 1.

2.2. Durée des fonctions des administrateurs- Limite d'âge

La durée des fonctions des administrateurs est de six années expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Tout administrateur sortant est rééligible.

Les administrateurs ne doivent pas avoir atteint l'âge de 80 ans. Lorsqu'ils ont atteint cet âge, ils sont réputés démissionnaires d'office avec effet à la date de la décision qui pourvoira à leur remplacement.

2.3. Vacances – Cooptations - Ratifications

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre d'administrateurs devient inférieur à trois, le ou les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Les nominations provisoires effectuées par le conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre demeure en fonction pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

2.4. Présidence Et Secrétariat Du Conseil

Le conseil élit parmi ses membres un président, qui est obligatoirement une personne physique, pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à son mandat. Le président du conseil d'administration ne doit pas avoir atteint l'âge de 80 ans. Lorsqu'il a atteint cet âge, il sera réputé démissionnaire d'office avec effet à la date du plus proche conseil d'administration qui pourvoira à son remplacement.

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

2.5. Délibération Du Conseil - Procès-Verbaux

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il est convoqué par le président à son initiative et, s'il n'assume pas la Direction Générale, sur demande du Directeur Général, ou encore, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, sur demande du tiers au moins des administrateurs. Hors ces cas où il est fixé par le ou les demandeurs, l'ordre du jour est arrêté par le Président. Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tous autres lieux indiqués dans la convocation, mais du consentement de la moitié au moins des administrateurs en exercice.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente.

Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion par les moyens de visioconférence et de télécommunication dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix et chaque administrateur présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante. Si le conseil est composé de moins de cinq membres et que deux administrateurs seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

2.6. Pouvoirs Du Conseil

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait ignorer compte tenu des circonstances.

2.7. Composition Du Conseil d'administration

Suite à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 4 avril 2023, la Société se compose de 7 membres du Conseil d'administration :

- Monsieur Jean-François OTT ;
- Monsieur Alain DUMENIL ;
- Monsieur Bradley TAYLOR ;
- Monsieur Stefan RADSTROM ;
- Monsieur Yves ABITBOL ;
- Mademoiselle Charlotte GAUTHIER ;
- Monsieur Joël RUBINO.

S'il le juge utile, le Conseil peut nommer un ou plusieurs vice-présidents dont les fonctions consistent exclusivement à présider les séances du Conseil et les assemblées. En l'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Les décisions suivantes peuvent être prises par consultation écrite du Conseil d'administration sur la demande du président :

- ✓ nomination provisoire de membres du conseil,
- ✓ autorisation des cautions aval et garantie donnée par la société,
- ✓ décision de modification des statuts pour les mettre en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires sur délégation de l'assemblée générale,
- ✓ convocation de l'assemblée générale,
- ✓ transfert du siège social dans le même département.

La consultation écrite des Administrateurs pourra être effectuée par messagerie électronique, selon les modalités précisées par le règlement intérieur. Les décisions ainsi prises feront l'objet de procès-verbaux établis par le président du Conseil d'administration lesquels sont conservés dans les mêmes conditions que les autres décisions du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général de la société est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'Administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

Lors du Conseil d'administration en date du 2 mai 2023, il a été proposé la candidature de Madame Auriane de CASTELNAU en qualité de nouvel Administrateur pour une durée de six années qui viendra à expiration, si elle est nommée par la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

2.8. Information sur les mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Prénom, nom et adresse professionnelle	Principale fonction dans la Société	Date de 1ère nomination	Echéance du mandat	Autres fonctions en cours	Mandats dans une autre société
Jean-François OTT	Président du Conseil d'Administration	13/12/2021	AGOA 2026	NEANT	SCI PRA GAILLARD, MAISON SAINT MEDARD, OTT PROPERTY, SOCIETE HOTELIERE CHAUNY ET CANNES, OTTELIER SERVICES LA BOURBOULE, SCI OTTAN, FAMILLE OTT, NEGOCIANTS EN VIN A SAINT MEDARD EN PROVENCE, O&T PARTNERS, COURBET S A, THE HOLLYWOOD HOTEL CANNES, SOCIETE CANNOISE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (SCEP), LES VIGNOBLES DE LA FAMILLE OTT, LA PRAGUOISE, MHM LABS, OTTELIER SERVICES CANNES, LA VILLA WINDSOR, OTT HERITAGE, LA CABANE DES RICAINS, LES VIGNOBLES DE SAINT MEDARD, LES MAUVARRES, OTT HOLDINGS LIMITED
Yves ABITBOL	Directeur Général	02/05/2023	AGOA 2026	NEANT	Président de la SAS NYS Gérant de la SCIMYRR
Alain DUMENIL	Administrateur	13/12/2021	AGOA 2026	NEANT	Président du Conseil d'Administration des sociétés Acanthe Développement et Smalto ; Directeur Général de la société ACANTHE DÉVELOPPEMENT depuis le 31 juillet 2018 ; Administrateur des sociétés : Ardor Capital SA, Ardor Investment SA, Cadanor, Dual Holding, Foncière 7 Investissement, MyHotelMatch, Gepar Holding, Smalto, Zenessa ; Administrateur et Président de la société Ageli devenue Publications de l'Économie et de la Finance AEF SA ; Administrateur Délégué des sociétés Alliance Développement Capital SIIC (ADC SIIC), Design & Création, Ingéfin, Védran ; Gérant des sociétés : Editions de l'Herne, GFA du Haut Béchniol, Padir, Société Civile Mobilière et Immobilière JEF, Suchet, Valor.
Bradley TAYLOR	Administrateur	16/02/2022	AGOA 2024	NEANT	Président de la société Iconic Labs, PLC (Londres, Royaume-Uni. Vice-président exécutif de la société Ott Ventures (Washington, DC, Etats-Unis). Entrepreneur et conseiller de la société Courcellette Holdings (Washington, DC, Etats-Unis).
Stefan RADSTROM	Administrateur	08/04/2022	AGOA 2028 statuant sur les comptes 2027	NEANT	Directeur de l'exploitation et Directeur général de la société The Mozart Prague (France / Prague).
Charlotte GAUTHIER	Administrateur	08/04/2022	AGOA 2028 statuant sur les comptes 2027	NEANT	NEANT
Joël RUBINO	Administrateur	04/04/2023	AGOA 2029 statuant sur les comptes 2028	NEANT	RCUBE, ADT MYHOTELMATCH, DJOUIROM, APICUBE FRANCE, VACHE POURPRE

2.9. Gouvernement d'entreprise

La Société se réfère au code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de Middelnext de décembre 2009, tel que révisé en septembre 2021 (le « Code Middelnext »).

Le texte du Code Middelnext peut être consulté sur le site internet de Middelnext (www.middelnext.com).

A ce titre, la Société est attentive à mettre en place les mesures visant à se conformer aux recommandations de gouvernement d'entreprise.

2.10. Activité du Conseil d'administration et des Comités au cours de l'exercice 2022

Le Conseil d'administration s'est réuni à 8 reprises au cours de l'exercice 2022, les 16 février, 29 mars, 21 avril, 5 juillet, 26 juillet et 10 novembre 2022.

Au cours de l'exercice 2022, l'assiduité des administrateurs aux réunions du Conseil d'administration s'élève à 95,3 %.

ANNEXE 1 - Etats financiers IFRS consolidés au 31 décembre 2022

Rapport annuel

vendredi 9 juin 2023

Table des matières**Annexe 1 - Etats financiers IFRS consolidés au 31 décembre 2022**

29

1. États financiers	31
1.1. Etat du résultat net	31
1.2. Autres éléments du résultat global	32
1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidé	33
1.4. Etat de la situation financière consolidée	34
1.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	35
2. Présentation du Groupe, faits caractéristiques de l'exercice et comparabilité des comptes	35
2.1. Présentation du groupe et évolution	35
2.2. Faits marquants de l'exercice	35
2.3. Faits postérieurs à la clôture	36
2.4. Périmètre de consolidation	36
3. Méthodes et principes comptables	36
3.1. Base de préparation	36
3.2. Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises	37
3.3. Écarts d'acquisition (goodwill)	37
3.4. Règles et méthodes comptables	37
4. Notes annexes sur les postes du bilan	40
4.1. Détail des écarts d'acquisition (GOODWILL)	40
4.2. Immobilisations incorporelles	40
4.3. Immobilisations corporelles	41
4.4. Droits d'utilisation	42
4.5. Actifs financiers et participations dans les entreprises associées	42
4.6. Stocks et en-cours	44
4.7. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	45
4.8. Trésorerie nette	47
4.9. Provisions et synthèse des autres postes	47
4.10. Dettes financières	48
4.11. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation	50

5. Notes annexes sur les postes du compte de résultat	52
5.1. Chiffre d'affaires	52
5.2. Achats consommés	52
5.3. Charges externes	53
5.4. Charges de personnel et effectifs	53
5.5. Impôts et taxes	54
5.6. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	54
5.7. Autres produits et charges opérationnels courants	55
5.8. Autres produits et charges opérationnels	56
5.9. Autres produits et charges financiers	57
5.10. Coût de l'endettement financier net	57
6. Note annexe sur l'impôt sur les résultats	57
6.1. Variation :	57
6.2. Note annexe sur l'impôt sur les résultats	57
7. Autres Informations	58
7.1. Engagements hors bilan et passifs éventuels	58
7.2. Rémunérations des commissaires aux comptes	58
7.3. Rémunération des organes de direction	58
7.4. Résultats sectoriels	58
7.5. Facteurs de risque	59
7.6. Transactions avec les parties liées	59

1. États financiers

1.1. Etat du résultat net

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Chiffre d'affaires	5.1	7 753	
Achats consommés	5.2	(6 179)	(1)
Charges de personnel	5.4	(849)	(22)
Charges externes	5.3	(1 306)	(210)
Impôts et taxes	5.5	(19)	(2)
Dotations nettes aux amortissements	5.6	(64)	(20)
Dotations nettes aux provisions	5.6	(26)	266
Variation de stocks de produits en cours			
Autres produits et charges d'exploitation	5.7	33	
Résultat opérationnel courant		(658)	11
Autres produits et charges opérationnels	5.8	(143)	
Résultat opérationnel		(801)	11
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	
Coût de l'endettement financier brut	5.9	(12)	(26)
Coût de l'endettement financier net		(12)	(26)
Autres produits et charges financiers		297	
Quote part du résultat des entreprises associées		0	
Impôt sur le résultat	6.2	(55)	4
Résultat net		(571)	(11)
Part du groupe		(706)	(11)
Intérêts minoritaires - Participation ne donnant pas le contrôle		135	
Nombre d'actions sous déduction Auto-contrôle		305 034 826	182 304 691
Résultat net par action part du Groupe hors Auto-contrôle en Euros		(0,002314218)	(0,00005763)
Résultat dilué		(0,001)	(0,00002)

1.2. Autres éléments du résultat global

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021			
		TOTAL	PART MINORITAIRE	PART GROUPE	TOTAL	PART MINORITAIRE PART GROUPE
Résultat net		(571)	135	(706)	(11)	(11)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture						
Impôts liés						
Écarts de conversion						
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets						
Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net						
Instruments de capitaux propres						
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite						
Impôts		0	0	0		
Quote-part des sociétés mises en équivalence, nets						
Autres éléments du résultat global ne pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net		0	0	0		
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres		0	0	0		
Résultat global		(571)	135	(706)	(11)	(11)
Résultat dilué				(0,001)	(0,00002)	

1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Milliers d'euros	NOTES	2022
Trésorerie nette à l'ouverture		(664)
Résultat net avant Impôts sur les résultats		(516)
Impôts sur les résultats		(55)
+ Résultat des sociétés mises en équivalence		
+ Dividendes reçus Société B		
+ Dividendes reçus des autres sociétés		
+ /- Dotations nettes aux amortissements et provisions		63
+ Résultats sur cession		34
+ impôts différés		
= Capacité d'autofinancement après coût de la dette		(474)
+ Coût de l'endettement financier		12
+ Charge d'impôt		55
= Capacité d'autofinancement avant coût de la dette		(407)
Variation de stocks		
Variation de créances		111
Variation de dettes		1405
Variation des comptes de régularisation		(55)
= Variation des besoins en fonds de roulement		1461
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	A	1054
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(588)
Acquisitions d'immobilisations financières		60
Produits de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		
Produits de cession des immobilisations financières		
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)		364
Variation nette des placements à court terme		486
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements	B	322
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		
Remboursements d'emprunts		(43)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement		1
Augmentation (nette) des capitaux propres - Flux Titres en Auto-contrôle		500
Variation nette des concours bancaires		0
Dividendes payés (1)		
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	C	458
Ecart et variations de conversion	D	
Variation de la trésorerie (A + B + C + D)	A+B+C+D	1834
Trésorerie nette à la clôture		1170
Trésorerie et équivalents de Trésorerie nette de Découverts bancaires (liquide)		1170
Variation de la Trésorerie nette et actifs de gestion de trésorerie		1833

1.4. Etat de la situation financière consolidée

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Actif non courant			
Ecart d'acquisition	4.1	1075	
Immobilisations incorporelles	4.2	443	
Immobilisations corporelles	4.3	154	54
Droits d'utilisation	4.4	1735	
Investissements dans des filiales et co-entreprises		14	
Autres actifs financiers non courant		110	2
Impôts différés		0	
Total actif non courant		3 529	56
Actif courant		0	
Stocks		0	
Clients	4.7	1911	377
Autres créances opérationnelles		0	
Actifs d'impôts exigibles		0	
Autres actifs		674	88
Actifs financiers de gestion de trésorerie courant		0	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	1354	0
Total actif courant		3 940	466
Actifs destinés la vente		0	
Total de l'actif		7 469	522

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Capitaux propres			
Capital et primes		12 787	8 816
Réserves consolidées		(12 344)	(12 334)
Résultat de l'exercice (Part du groupe)		(706)	(11)
Total des capitaux propres Part du Groupe		(263)	(3 528)
Intérêts Minoritaires - Participations ne donnant pas le contrôle		227	
Total des capitaux propres		(36)	(3 528)
Passif non courant		0	
Emprunts et dettes financières (part à + 1 an)	4.10	3 610	(1828)
Impôts différés		0	
Provisions non courantes		0	
Total passif non courant		3 610	1828
Passif courant		0	
Fournisseurs	4.11	1540	252
Emprunts et dettes financières (part à - 1 an)	4.10	1257	1805
Dettes d'impôt sur le résultat		0	
Provisions courantes		0	
Avances et acomptes reçus	4.11	156	
Autres dettes opérationnelles		0	
Autres passifs	4.11	941	165
Total passif courant		3 894	2 222
Total des capitaux propres et passif		7 469	522

1.5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En Milliers d'euros	Capitaux propres part du Groupe			Minoritaires Participations ne donnant pas le contrôle	Total
	Capital et primes	Autres Réserves	Réserves consolidées et Résultat	Total	
Capitaux propres au 01 JANVIER 2021					
Affectation du Résultat 2020					
Mouvements Titres en autocontrôle					
Dividendes distribués en 2021					
Retraitement réserves consolidées					
Variation de périmètre					
Résultat consolidé 2021					
Autres éléments du résultat Global : Ecart de change					
Résultat global de la période					
Capitaux propres publiés au 31 DECEMBRE 2021					
Impact changement de méthode comptable (IFRS 16)					
Capitaux propres retraités au 01 JANVIER 2022	8 816	(12 334)	(11)	(3 528)	0
Affectation du Résultat 2021	0	91	(91)	0	0
Mouvements de capital	3 971	0	0	3 971	0
Dividendes distribués en 2022					
Retraitement réserves consolidées					
Variation de périmètre	0	(102)	102	0	92
Résultat consolidé 2022	0	0	(706)	(706)	135
Autres éléments du résultat Global : Ecart de change					
Résultat global de la période	0	0	(706)	(706)	135
Capitaux propres au 31 DECEMBRE 2022	12 787	(12 344)	(706)	(263)	227

2. Présentation du Groupe, faits caractéristiques de l'exercice et comparabilité des comptes

2.1. Présentation du groupe et évolution

La société MYHOTELMATCH, société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, est une plateforme de voyage nouvelle génération qui, basée sur les principes des sites de rencontre, propose de faire « matcher » des hôtels et des voyageurs en se basant sur des caractéristiques fixes et variables renseignées volontairement sur chaque profil utilisateur. Le groupe MYHOTELMATCH est composé de la société MHM LABS et du sous-groupe NYS qui détient deux filiales MYR (société de droit français) et KMG SERVICES (société de droit tunisien).

Le Groupe a été constitué le 15 juin 2022.

2.2. Faits marquants de l'exercice

Constitution et évolution du périmètre de consolidation

La société MHM LABS a été créée en juin 2022, cette société est détenue à 100% par la société MYHOTELMATCH.

En juillet 2022, la société MYHOTELMATCH a fait l'acquisition de 100% des titres de la société NYS qui détenait elle-même deux filiales, MYR et KMG SERVICES.

Modifications successives du capital

En date du 12 janvier 2022, augmentation de capital de 260.901 € relative au remboursement en actions de 26.090.135 ORA à la demande de OTT HERITAGE.

En date du 21 juillet 2022, augmentation de capital de 666.400 € relative à l'exercice de 33.320.000 BSA par les 8 associés de NYS.

En date du 6 septembre 2022, augmentation de capital de 100.000 € relative au remboursement en actions de 10.000.000 d'ORA à la demande de M. Xavier URBAIN.

En date du 6 décembre 2022, augmentation de capital de 200.000 € relative à l'exercice de 10.000.000 de BSA par OTT HERITAGE.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la société s'élevait ainsi à 3.050.348,26 € contre 1.823.046,91 € au 31 décembre 2021.

2.3. Faits postérieurs à la clôture

Modifications du capital

En date du 6 mars 2023, augmentation de capital de 55.100 € relative à l'exercice de 2.755.000 BSA par M. VAN DEN OUDEN.

En date du 8 mars 2023, augmentation de capital de 50.000 € relative à l'exercice de 2.500.000 BSA par M. VAN DEN OUDEN.

En date du 31 mars 2023, augmentation de capital de 40.000 € relative au remboursement en actions de 4 000 000 ORA à la demande de OTT HERITAGE.

En date du 31 mars 2023, augmentation de capital de 200.000 € relative à l'exercice de 10.000.000 de BSA par OTT HERITAGE.

En date du 18 avril 2023, augmentation de capital de 6.132 € relative à l'exercice de 306.600 BSA par M. DUFOREST.

2.4. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de MYHOTELMATCH et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Le contrôle existe lorsque MYHOTELMATCH détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées. En revanche, les sociétés *ad hoc* dont l'impact sur les comptes consolidés est significatif sont consolidées en intégration globale.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en goodwill.

Au 31 décembre 2022, le périmètre comprenait 4 sociétés.

Société	Forme juridique	SIREN	Adresse siège social	% Contrôle	% Intérêt	Méthode consolidation
MYHOTELMATCH	SA	542 030 200	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Société mère
MHM Labs	SAS	914 382 080	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Intégration globale
MYR (MY DRIVER)	SAS	838 059 244	58 AV D'IENTA 75116 PARIS 16	51%	51%	Intégration globale
NYS	SAS	479 162 794	29 RUE EMILE DUCLAUX 92150 SURESNES	100%	100%	Intégration globale

3. Méthodes et principes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Elles ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

3.1. Base de préparation

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et disponibles sur le site : <https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting>.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, à l'exception des évolutions normatives suivantes :

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 sont sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2022. Elles concernent principalement :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance

Normes et interprétations applicables par anticipation

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables et hypothèses déterminantes qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits au compte de résultat.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base de l'expérience passée et de divers autres facteurs. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Ces estimations sont établies selon l'hypothèse de continuité d'exploitation et en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Les domaines pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives au regard des états financiers consolidés concernent notamment l'évaluation des engagements en matière de retraite, les tests de dépréciation des écarts d'acquisition, les provisions pour risques et charges et la recouvrabilité des impôts différés.

L'exercice clos le 31 décembre 2022 a une durée de 12 mois.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les états financiers comparatifs 2021 présentés sont issus des comptes annuels de la société MYHOTELMATCH au 31 décembre 2021 élaborés conformément aux règlements ANC n°2018-07 et n°2016-07 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes consolidés sont présentés en euros sauf s'il est mentionné qu'ils sont présentés en milliers d'euros.

3.2. Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

L'ensemble des sociétés intégrées établissent leurs comptes en euro.

3.3. Écarts d'acquisition (goodwill)

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe a le choix de comptabiliser en tant qu'actif, soit un écart d'acquisition partiel (correspondant à son seul pourcentage de détention), soit un écart d'acquisition complet (incluant également un goodwill pour les intérêts minoritaires).

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative (cas d'une acquisition réalisée à des conditions avantageuses), le Groupe comptabilise le profit intégral en résultat.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie aux fins de réalisation de tests de dépréciation. Ces tests sont mis en œuvre dès qu'un indice de perte de valeur est constaté et systématiquement au 31 décembre, date de clôture de l'exercice.

3.4. Règles et méthodes comptables

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est comptabilisé en charge sur une base linéaire en fonction de la durée d'utilité de l'actif. Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Frais de développement

Les dépenses encourues lors de la phase de développement d'un projet interne sont comptabilisées en immobilisations incorporelles lorsque les critères suivants sont remplis simultanément :

- La faisabilité technique en vue de sa mise en vente;
- L'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou la vendre;
- Sa capacité à utiliser ou vendre cette immobilisation;
- L'immobilisation va générer des avantages économiques futurs;
- La Société dispose des ressources nécessaires à l'achèvement et la vente;
- Les dépenses liées à l'immobilisation sont évaluées de manière fiable.

Les dépenses classées sous cette rubrique se ventilent de la manière suivante :...

Les frais de développement sont amortis à partir de la date de « recette » interne du projet, sur la durée de ...

Les frais de développement ne répondant pas aux critères d'activation définis par IAS38 sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes au fur et à mesure de leur engagement.

Brevets, marques, droits et valeurs similaires

Ce poste est constitué des :

Les dépenses sont comptabilisées sur la base des prix d'acquisition.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production. Elles n'ont fait l'objet d'aucune réévaluation.

Les contrats de location d'immobilisations corporelles aux termes desquels le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location financement. Ces contrats sont inscrits à l'actif à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux dus au titre de la location.

Les contrats de location aux termes desquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges.

Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession.

La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

• Constructions	20 ans
• Installations générales	5 à 10 ans
• Matériel outillage	2 à 10 ans
• Matériel de transport	1 à 5 ans
• Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
• Mobilier de bureau	5 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés

Les goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation des actifs », au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que des événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie *in fine*. La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminuée des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'un indice de perte de valeur.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel et est imputée en priorité sur les goodwill.

Les pertes de valeur comptabilisées relatives à des goodwill sont irréversibles.

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers selon les catégories listées ci-dessous.

La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. La direction détermine la classification de ces actifs financiers lors de la comptabilisation initiale et la reconsidère à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

Les actifs financiers entrent au bilan à leur juste valeur initiale. Leur évaluation ultérieure correspond, en fonction de leur classification, soit à la juste valeur, soit au coût amorti.

Actifs évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Cette catégorie comprend les actifs financiers dérivés, les actifs financiers détenus à des fins de transaction (actifs acquis principalement dans le but d'être revendus à court terme) et ceux désignés lors de leur comptabilisation initiale comme étant à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. Les variations de juste valeur des actifs de cette catégorie sont comptabilisées au compte de résultat.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Ce sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables et à échéance fixée que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. La cession d'une partie de ces actifs avant l'échéance entraîne le déclassement obligatoire de tous les actifs classés dans cette catégorie. Les actifs détenus jusqu'à l'échéance font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti.

Prêts et créances

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés au bilan comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à court terme ayant une échéance de moins de trois mois et tout placement monétaire soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont considérées comme étant détenues à des fins de transaction et sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Étant évalués à la juste valeur par contrepartie du résultat, ces actifs ne font pas l'objet d'une provision pour dépréciation. Les justes valeurs des valeurs mobilières sont déterminées principalement par référence au prix de marché.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

Comptabilisation des instruments financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et par la norme IAS 32 « Instruments financiers : information à fournir et présentation ».

Les actifs financiers ont été décrits ci-dessus.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires, les instruments dérivés passifs, les dépôts de garantie reçus afférents aux instruments dérivés et les dettes.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils représentent les actifs financiers émis par le Groupe du fait de la remise directe à un débiteur d'argent ou de biens et services. Initialement comptabilisés à leur juste valeur, les prêts et créances font l'objet d'une évaluation ultérieure au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Le Groupe a distingué dans cette catégorie :

- D'une part des prêts et créances à long terme classés dans les actifs financiers non courants (créances rattachées à des participations non consolidées et dépôts de garantie versés au titre des locaux loués). Les créances liées à des participations non consolidées font l'objet de dépréciations dès lors que leur valeur comptable estimée est inférieure à leur valeur nette comptable.
- D'autre part, les créances commerciales à court terme. Les créances clients à court terme restent évaluées pour le montant de la valeur d'origine, la valeur nominale représentant habituellement la juste valeur de la contrepartie à recevoir. L'effet de l'actualisation est négligeable compte-tenu d'un délai moyen d'encaissement des factures de l'ordre de x jours. Le cas échéant, une dépréciation est constatée de manière individuelle pour prendre en compte d'éventuels problèmes de recouvrement.

Actifs disponibles à la vente

Ce sont des actifs financiers non dérivés qui n'entrent dans aucune des catégories ci-dessus, que l'entreprise ait ou non l'intention de les céder. Les variations de juste valeur de ces actifs sont comptabilisées directement en capitaux propres, à l'exception des pertes de valeur et des profits et pertes de change enregistrés en résultat.

Seraient classés les titres de participation de sociétés non consolidées sur lesquels le Groupe n'exercerait ni influence notable ni contrôle.

Ces instruments de capitaux propres n'ayant pas de prix coté sur un marché actif (sociétés non cotées en Bourse) et leur juste valeur ne pouvant être évaluée de manière fiable, ces titres sont maintenus à leur coût, net des dépréciations éventuelles. Leur valeur recouvrable est appréciée en tenant compte de différents critères (part du Groupe dans la situation nette de ces sociétés, perspectives de développement et de rentabilité de l'entité dans laquelle le Groupe a investi, etc.). Les pertes de valeur constatées au compte de résultat ne peuvent pas être reprises.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient ou à la valeur nette probable de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou au coût de production. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Les emprunts et les autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). À titre d'exemple les commissions de crédit sont déduites du montant initial de la dette, puis réintégrées période après période selon le calcul du TIE, la contrepartie de ces réintégrations étant comptabilisée en résultat.

Provisions

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre du Groupe une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée, à moins que l'effet de la valeur temps soit significative, auquel cas les provisions sont actualisées.

Dans la mesure où cette perte ou ce passif n'est pas probable ou ne peut être mesuré de manière fiable, un passif éventuel est mentionné dans les engagements du Groupe.

Avantages au personnel et engagements de retraite

Le Groupe comptabilise en charges de personnel le montant des avantages à court terme, ainsi que les cotisations à payer au titre des régimes de retraite généraux et obligatoires. N'étant pas engagé au-delà de ces cotisations, le Groupe ne comptabilise aucune provision au titre de ces régimes.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers ses salariés en application des dispositions de la convention collective xxx relatives au départ et à la mise en retraite.

Le Groupe utilise la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur de son obligation au titre des prestations définies : cette méthode stipule que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chaque des unités pour obtenir l'obligation finale.

Ces calculs intègrent différentes hypothèses actuarielles telles que la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

Impôts différés

Les corrections ou traitements comptables opérés en consolidation peuvent entraîner la modification des résultats des sociétés consolidées. Les différences temporelles apparaissant au bilan entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales des actifs et passifs correspondants donnent lieu au calcul d'impôts différés. Conformément à la norme IAS 12 le Groupe présente les impôts différés dans le bilan consolidé séparément des autres actifs et passifs. Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ses actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévision de résultats fiscaux futurs
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués selon la méthode du report variable, c'est-à-dire en utilisant le taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptées ou quasi-adoptées à la date de clôture, en tenant compte des majorations ou minorations de taux dans le futur.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entreprise s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Reconnaissance des produits de l'activité ordinaire

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens. Pour les transactions ne concernant que des services, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

L'évolution de ces estimations et hypothèse est susceptible d'entraîner un changement significatif du montant de l'engagement. Le montant de la provision constituée au regard des engagements de retraite et assimilés correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies. Les écarts actuariels résultant de la variation de valeur de l'obligation actualisée au titre des prestations définies inclut d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et le réalisé, et, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

Il n'existe pas d'engagements en matière de pensions de retraite, couverture médicale, médaille du travail. Aucun nouvel avantage, ni changement de régime, résultant de dispositions légales, conventionnelles ou contractuelles, n'est intervenu au cours de l'exercice.

Pour le chiffre d'affaires et les résultats relatifs aux contrats, le Groupe applique la méthode du pourcentage d'avancement. Toute perte à terminaison probable est immédiatement constatée.

Subventions

Les subventions d'investissement reçues par le Groupe sont comptabilisées en « Produits constatés d'avance » et reprises dans le compte de résultat au même rythme que les amortissements relatifs aux immobilisations qu'elles ont contribuées à financer.

Modalités de calcul du résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Modalités de calcul du résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est déterminé en divisant le résultat revenant aux actionnaires du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant la période écoulée majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires résultant de la conversion des actions potentielles dilutives, ORA et BSA.

En référence au paragraphe 40 de la norme IAS 33, les effets anti dilutifs sur le résultat par action de la conversion des actions potentielles ne doivent pas être prises en compte.

Dans le cas des ORA et BSA existantes au 31 décembre 2022 (comme au 31 décembre 2021), leur conversion aurait un effet anti dilutif (diminution de la perte par action).

IFRS 16 : Contrats de location

Un exercice d'identification des biens pris en location d'une valeur supérieure à 5 000 € a été mené, seule une location d'une durée fixe de neuf années a été identifiée.

Contrats de location chez le preneur

A la conclusion d'un contrat, l'entité doit apprécier, si celui-ci contient un contrat de location. Un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif sur une période déterminée moyennant le paiement d'une contrepartie.

Les contrats de faible valeur ne seront pas retraités par le Groupe (Immobilisation inférieures à 5 000 €), conformément à la possibilité laissée par la norme.

A la date d'effet du contrat de location, le preneur doit comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation, et un passif locatif.

A la date d'effet du contrat de location, le preneur doit comptabiliser à l'actif et au passif du bilan, respectivement pour un montant égal lors de leur première comptabilisation :

- un droit d'utilisation de l'actif sous-jacent,
- une obligation de payer des loyers, égale à la valeur actualisée des paiements futurs ; le taux d'actualisation utilisé étant celui qui égalise la valeur actualisée des loyers avec la juste valeur de l'actif sous-jacent.

Les charges afférentes au contrat de location consisteront en d'une part, l'amortissement et la dépréciation de l'actif du « droit d'utilisation », présentés dans le résultat opérationnel et, d'autre part, la charge d'intérêt liée au passif de loyer, présentée dans le résultat financier.

Le preneur devra réévaluer le passif locatif ainsi que l'actif s'il y a une modification du montant des loyers futurs en raison d'une variation de l'indice conduisant à une modification des flux de trésorerie (IFRS 16 §42 b).

4. Notes annexes sur les postes du bilan

4.1. Détail des écarts d'acquisition (GOODWILL)

Variations des écarts d'acquisition

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Ecart de conversion	Autres variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition		1074 633	1074 633					
Amortissements des écarts d'acquisition								
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette		1074 633	1074 633					

Les écarts d'acquisitions sont affectés aux entités suivantes :

Libellé	Brut	Dépré.	Net
Ecart d'acquisition			1074 633
NYS	1170 551		1170 551
MYR	-95 917		-95 917

4.2. Immobilisations incorporelles

Le détail des valeurs brutes des immobilisations incorporelles s'établit selon le tableau suivant

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	586	8 563		(586)		8 563	
Droit au bail							
Fonds commercial		4 000				4 000	
Autres immobilisations incorporelles		415 224	11 400			403 824	
Immobilisations incorporelles en cours		352 540	352 540				
Avances et acomptes s/immo. incorp.							
Immobilisations incorporelles	586	780 327	363 940	(586)		416 386	

Dont immobilisations en crédit-bail :

Le détail des amortissements incorporels s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amortissements des frais d'établissement							
Amortissements des frais de développement							
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(586)	(8 563)		586		(8 563)	
Amortissements droit au bail							
Amortissements fonds commercial							
Amortissements des autres immos incorp.		(329 153)	(24 048)			(305 105)	
Amortissements des immobilisations incorporelles	(586)	(337 715)	(24 048)	586		(313 668)	

Dont immobilisations en crédit-bail :

Le détail des dépréciations incorporelles s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur frais d'établissement							
Dépréciations sur frais de développement							
Dépréciations concessions, brevets et droits similaires							
Dépréciations droit au bail							
Dépréciations sur fonds commercial							
Dépréciations sur autres immo. Incorporelles							
Amortissements des immobilisations incorp. en cours							
Dépréciations avances et acomptes s/ immo. incorp.							
Dépréciations des immobilisations incorporelles							

4.3. Immobilisations corporelles

Le détail des valeurs brutes des immobilisations corporelles s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Terrains							
Agencements et aménagements de terrains							
Constructions							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations techniques, matériel & outillage							
Autres immobilisations corporelles	223 252	225 079	160 885	(223 252)		64 194	
Matériel de bureau							
Matériel de transport							
Matériel informatique							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes s/ immo. corp.							
Immobilisations corporelles	223 252	225 079	160 885	(223 252)		64 194	

Le détail des amortissements corporels s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Amort. sur agencements et aménagements de terrains							
Amortissements des constructions							
Amortissements des constructions sur sol d'autrui							
Amortissements install tech. matériel & outil.							
Amortissements des autres immobilisations corp.	(169 250)	(71 164)	(39 163)	189 501		(52 252)	
Amortissements du matériel de bureau							

Le détail des dépréciations corporelles s'établit selon le tableau suivant :

Amortissements des immobilisations corporelles	(169 250)	(71164)	(39 163)	189 501	(52 252)		
Dont immobilisations en crédit-bail :							
Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur terrains							
Dépréciations sur agencements et aménagements de terrains							
Dépréciations sur constructions							

4.4. Droits d'utilisation

Le détail des valeurs brutes des droits d'utilisation s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Droit d'utilisation de biens immobiliers		1734 513					1734 513
Droit d'utilisation de véhicules de tourisme							
Droit d'utilisation de matériels de transport							
Droit d'utilisation d'avions							
Droit d'utilisation de matériels de production							
Droit d'utilisation installations techniques							

Le droit d'utilisation est relatif aux locaux situés au 58 avenue d'Iéna 75116 PARIS dont le bail a débuté le 1^{er} décembre 2022. La durée du bail est de neuf années.

4.5. Actifs financiers et participations dans les entreprises associées

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation Inv Emp	Diminution Cess Remb.	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation							
Dividendes à recevoir							
Créances rattachées à des participations							
Intérêts courus sur créances et prêts							
Vers. restant à effectuer sur titres de part. non libérés							
Titres immobilisés non courants		43 509				43 509	
Titres immobilisés courants							
Titres immobilisés de l'activité du portefeuille							
Prêts		3 567				3 567	
Dépôts et cautionnements versés	1 919	106 129	63 110	(60 000)		101 100	
Autres créances immobilisées							
Actions propres							
Prêts cautionnements et autres créances							
Vers. restant à effectuer sur titres immo. non libérés							
Compte d'ajustement intra-groupe haut de bilan							
Compte de Liaison Intra-groupe haut de bilan							
Compte de Liaison Cessions internes							
Immobilisations financières	1 919	153 205	63 110	(60 000)		148 176	
Titres mis en équivalence							

Les créances immobilisées se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Créances rattachées à des participations							
Intérêts courus sur créances et prêts							
Prêts	3 567		3 567				
Dépôts et cautionnements versés	106 129						106 129
Autres créances immobilisées							
Prêts cautionnements et autres créances							
Créances - Actif immobilisé	109 696		3 567				106 129

Le détail des dépréciations s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Dépréciations sur titres de participation							
Dépréciations des autres créances ratt. à des part.							
Dépréciations des créances ratt. et int. courus							
Dépréciations sur titres immobilisés non courants		(30 000)				(30 000)	
Dépréciations sur titres immobilisés courants							
Dépréciations des titres immobilisés de l'activité du portefeuille							
Dépréciations sur prêts							
Dépréciations sur dépôts et cautionnements							
Dépréciations sur autres créances immobilisées							
Dépréciations sur actions propres							
Dépréciations des prêts & autres créances							
Dépréciations sur immobilisations financières		(30 000)				(30 000)	
Dépréciations sur titres mis en équivalence							

Autres actifs non courants

Néant.

Le détail des autres actifs non courants s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciat.	Net	Brut	Dépréciat.	Net
Impôts différés - actif						
Clients et comptes rattachés						
Créances sur personnel & org. sociaux						
Créances fiscales hors IS						
Créances liées à l'intégration fiscale						
Etat Impôt sur les bénéfices						
Comptes courants						
Actionnaires : capital appelé non versé						
Créances sur cessions d'actifs						
Autres créances						
Produits à recev. Quote part rés. SNC						
Charges constatées d'avance						
Charges à répartir						
Primes sur obligations						
Compte de liaison actif						
Capital souscrit non appelé						
Instruments financiers actif						
Autres actifs non courants						

4.6. Stocks et en-cours

Néant.

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks M fournitures et aut. Approvisionnements						
En-cours de biens						
En-cours de services						
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises						
Stocks et en-cours						

4.7. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Le détail de l'actif circulant

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	2 428		2 428			
Clients et comptes rattachés	2 134 911	(223 508)	1 911 404	377 339		377 339
Créances d'exploitation	2 137 339	(223 508)	1 913 832	377 339		377 339
Instruments financiers actif						
Créances rattachées à des participations						
Prêts cautionnements et autres créances						
Créances sur personnel & org. Sociaux	5 908		5 908			
Créances fiscales hors IS	342 481		342 481	46 582		46 582
Impôts différés - actif						
Etat Impôt sur les bénéfices	4 086		4 086	4 086		4 086
Comptes courants	35		35			
Créances sur cessions d'actifs						
Autres créances	415 877	(144 149)	271 728	26 988		26 988
Intérêts courus sur créances						
Actifs sur contrat						
Compte d'ajustement intra-groupe bas de bilan						
Compte de liaison Ecritures d'élimination						
Compte de liaison Intra-groupe bas de bilan						
Ecart de conversion - actif						
Charges constatées d'avance	47 485		47 485	10 701		10 701
Primes sur obligations						
Autres actifs courants	815 872	(144 149)	671 723	88 357		88 357
Actifs non courants détenus en vue de la vente						
Activités abandonnées						
Actifs non courants détenus en vue de la vente & act abandonnées						

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1 an	1 an <= 2 ans	2 ans <= 3 ans	3 ans <= 4 ans	4 ans <= 5 ans	Au-delà
Impôts différés - actif							
Clients et comptes rattachés							
Créances sur personnel & org. sociaux							
Créances fiscales hors IS							
Créances liées à l'intégration fiscale							
Etat Impôt sur les bénéfices							
Comptes courants							
Actionnaires : capital appelé non versé							
Créances sur cessions d'actifs							
Autres créances							
Produits à recev. Quote part rés. SNC							
Charges constatées d'avance							
Charges à répartir							
Primes sur obligations							
Compte de liaison actif							
Capital souscrit non appelé							
Instruments financiers actif							
Autres actifs non courants							
Avances et acomptes versés sur commandes	2 428	2 428					
Clients et comptes rattachés	2 134 911	2 134 911					
Clients et comptes rattachés	2 137 339	2 137 339					
Instruments financiers actif							
Créances rattachées à des participations							
Prêts cautionnements et autres créances							
Créances sur personnel & org. Sociaux	5 908	5 908					
Créances fiscales hors IS	342 481	342 481					
Impôts différés - actif							
Etat Impôt sur les bénéfices	4 086	4 086					
Comptes courants	35	35					
Créances sur cessions d'actifs							
Autres créances	415 877	415 877					
Intérêts courus sur créances							
Compte d'ajustement intra-groupe bas de bilan							
Compte de liaison Ecritures d'élimination							
Compte de liaison Intra-groupe bas de bilan							
Ecart de conversion - actif							
Charges constatées d'avance	47 485	47 485					
Primes sur obligations							
Autres actifs courants	815 872	815 872					

4.8. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités		1176 821
Intérêts courus non échus s/ dispo.		
Dépréciations sur VMP - Equivalents de trésorerie	(663 970)	
Concours bancaires trésorerie passive		6 428
Trésorerie nette courante	(663 970)	1170 393
VMP - Autres placements	663 970	177 582
Intérêts courus non échus s/ VMP		
Actions propres		
Dépréciations sur actions propres		
Dépréciations sur VMP - Autres placements		
Concours bancaires dettes		479
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie nette non courante	663 970	177 103
Trésorerie nette	0	1347 496

4.9. Provisions et synthèse des autres postes

Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour pensions et retraites							
Provisions pour litiges							
Provisions pour garanties							
Provisions pour pertes de change							
Provisions pour pertes sur contrats							
Autres provisions pour risques							
Provisions pour restructurations							
Autres provisions pour charges							
Ecart d'acquisition - passif							
Reprise - écart d'acquisition - passif							
Provisions non courantes							
Impôts différés - passif							
Provisions pour litiges							
Provisions pour garanties							
Provisions pour pertes sur contrats							
Autres provisions pour risques							
Provisions pour pensions et retraites							
Provisions pour restructurations							
Autres provisions pour charges							
Provisions courantes							

La synthèse des postes autres réserves, engagements de retraite, provisions courantes et non-courantes et impôts différés passif est la suivante :

Libellé	Autres réserves	Engagements retraite et assimilés	Provisions non courantes	Impôts différés - passif	Provisions courantes
Ouverture					
Augmentation Inv Emp					
Dotation					
Diminution Cess Remb.					
Reprise					
Juste valeur					
Autres variations					
Effet de change et réévaluation					
Variations de périmètre					
Clôture					

4.10. Dettes financières

Endettement courant et non courant

Libellé	Ouverture	Clôture
Emprunts obligataires	997 500	
Emprunts auprès établiss. de crédit		691 030
Dettes location (part +1 an)		1 585 458
Dépôts et cautionnements reçus		
Emission titres part. & avances de l'Etat		
Compte courant d'associés	716 538	1 206 339
Autres emprunts et dettes assimilées		
Intérêts courus sur emprunts	113 914	127 277
Dettes rattachées à des participations		
Endettement non courant	1 827 952	3 610 104
Emprunts obligataires	1 804 507	997 500
Emprunts auprès établiss. de crédit		103 865
Dettes location (part -1 an)		149 055
Emission titres part. & av. de l'Etat		
Autres emprunts et dettes assimilées		
Concours bancaires trésorerie passive		6 428
Concours bancaires dettes		479
Intérêts courus non échus - passif		
Endettement courant	1 804 507	1 257 327
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>		
Endettement courant		
Endettement non courant		

Les dettes financières se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts obligataires	374 150		43 006	51 607	64 509	64 509	150 519
Emprunts auprès établis. de crédit	316 880		44 711	95 804	67 066	67 066	42 233
Dettes location (part +1 an)	1 585 458		129 310	135 776	194 118	203 824	922 430
Dépôts et cautionnements reçus							
Emission titres part. & avances de l'Etat							
Compte courant d'associés	1 206 339						1 206 339
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	127 277	4 772		122 505			
Dettes rattachées à des participations							
Endettement non courant	3 610 104	4 772	217 027	405 692	325 693	335 399	2 321 521
Emprunts obligataires	997 500	997 500					
Emprunts auprès établis. de crédit	103 865	103 865					
Dettes location (part -1 an)	149 055	149 055					
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts							
Concours bancaires trésorerie passive	6 428	6 428					
Concours bancaires dettes	479	479					
Intérêts courus non échus - passif							
Endettement courant	1 257 327	1 257 327					
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Endettement courant							
Endettement non courant							

4.11. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation**Comparatif annuel:**

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs		
Dettes sociales		
Dettes fiscales hors IS		
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Passifs sur contrat		
Etat - impôts sur les bénéfices		
Comptes courants - passif		
Dettes s/ acquis. d'actifs		
Dividendes à payer		
Instruments financiers passif		
Autres dettes		
Charges à payer Quote part pertes SNC		
Produits constatés d'avance		
Compte de liaison passif		
Autres passifs non courants		
Dettes fournisseurs	251 923	1 540 265
Avances acomptes reçus sur commandes		156 131
Fournisseurs et comptes rattachés	251 923	1 696 396
Instruments financiers passif		
Dettes sociales	89	253 143
Dettes fiscales hors IS	52 912	438 482
Impôts différés - passif		
Etat - impôts sur les bénéfices		54 956
Dettes s/ acquis. d'actifs		
Autres dettes	111 875	154 821
Intérêts courus sur dettes		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance	0	39 666
Autres passifs courants	164 876	941 068
Passifs non courants détenus en vue de la vente		
Passifs relatifs à des activités abandonnées		
Passifs non courants détenus en vue de la vente & act abandon.		

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
Impôts différés - passif						
Dettes fournisseurs						
Dettes sociales						
Dettes fiscales hors IS						
Dettes liées à l'intégration fiscale						
Etat - impôts sur les bénéfices						
Comptes courants - passif						
Dettes s/ acquis. d'actifs						
Dividendes à payer						
Instruments financiers passif						
Autres dettes						
Charges à payer Quote part pertes SNC						
Produits constatés d'avance						
Compte de liaison passif						
Autres passifs non courants						
Dettes fournisseurs	1540 265	1540 265				
Avances, acomptes reçus sur commandes	156 131	156 131				
Dettes d'exploitation	1696 395	1696 395				
Instruments financiers passif						
Dettes sociales	253 143	253 143				
Dettes fiscales hors IS	438 482	438 482				
Impôts différés - passif						
Etat - impôts sur les bénéfices	54 956	54 956				
Dettes s/ acquis. d'actifs						
Autres dettes	154 821	154 821				
Intérêts courus sur dettes						
Ecart de conversion passif						
Produits constatés d'avance	39 666	39 666				
Autres passifs courants	941 068	941 068				

5. Notes annexes sur les postes du compte de résultat

5.1. Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires comparatif

Libellé	2022	2021
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	7 718 421	
Produits des activités annexes	29 362	
Ventes et Production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	5 185	
Pertes de change sur ventes de biens		
Pertes de change sur ventes de produits		
Pertes de change sur ventes de services		
Gains de change sur ventes de biens		
Gains de change sur ventes de produits		
Gains de change sur ventes de services		
Chiffre d'affaires	7 752 968	

Le chiffre d'affaires consolidé 2022 est principalement composé du chiffre d'affaires de la société NYS.

La reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires de la société NYS se font dès qu'il y a accord sur la chose et sur le prix entre le client et la société.

5.2. Achats consommés

Libellé	2022	2021
Achats de marchandises	3	
Achats d'études et prestations de services	(6 154 969)	(984)
Autres achats		
Achats intra-groupe		
Achats non stockés de matières et fournitures	(23 182)	(296)
Variation stocks de marchandises		
Achat m.p., fourn. & aut. appro.	(1 313)	
Var. stocks mp fourn. & autres appro.		
Pertes de change sur achats de marchandises		
Pertes de change sur autres achats externes		
Gains de change sur achats de marchandises		
Gains de change sur autres achats externes		
Achats consommés	(6 179 461)	(1 280)

5.3. Charges externes

Libellé	2022	2021
Sous-traitance		
Redevances de crédit-bail	(14 149)	
Locations immobilières et charges locatives	(102 865)	(11 859)
Locations mobilières et charges locatives	(4 924)	
Entretien et réparations	(14 523)	(2 400)
Primes d'assurances	(23 226)	(6 750)
Autres services extérieurs	(250)	
Personnel détaché et intérimaire		
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(941 959)	(108 935)
Publicité publications relations publiques	(79 081)	(71 067)
Transport	(84)	
Déplacements missions et réceptions	(41 993)	(1 400)
Frais postaux et frais de télécommunications	(26 361)	(52)
Frais bancaires	(54 562)	(6 548)
Autres charges externes	(2 423)	(650)
Redevances		
Pertes de change sur autres charges externes		
Gains de change sur autres charges externes		
Charges externes	(1 306 401)	(209 661)

5.4. Charges de personnel et effectifs**Charge de personnel**

Libellé	2022	2021
Rémunérations du personnel	(601 031)	(15 969)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(246 653)	(6 020)
Autres charges de personnel	(1 332)	
Participation des salariés		
Transferts de charges de personnel		
Charges de personnel	(849 015)	(21 989)

L'effectif moyen du Groupe, hors effectif des activités abandonnées, est le suivant :

Libellé	2022	2021
Cadres	8	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	25	
Ouvriers		
Effectif moyen interne	33	
Intérimaires		
Effectif moyen intérimaire		
Effectif moyen total	33	

5.5. Impôts et taxes

Libellé	2022	2021
Impôts et taxes sur rémunérations	(9 277)	(249)
CVAE		
Autres impôts et taxes	(9 532)	(1 831)
Impôts et taxes	(18 809)	(2 080)

La CVAE répondant à la définition donnée par IAS 12, a été reclassée en impôts sur les résultats.

5.6. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2022	2021
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(24 048)	
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(39 163)	(20 251)
Dot./Amt. charges à répartir		
Dot. aux provisions d'exploitation		
Dot./Prov. engagements de retraite		
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(26 319)	
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations		
Dotations aux provisions réglementées		
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel		
Dot. excep./Dépr. actif circulant		
Dotations pour dépréciations exceptionnelles		
Dot./Amt. & Dépr. sur droit d'utilisation d'actifs incorporels		
Dot./Amt. & Dépr. sur droit d'utilisation d'actifs corporels		
Rep./Amt. & Dépr. immo. incorporelles		
Rep./Amt. & Dépr. immo. corporelles		
Reprise sur provisions d'exploitation		
Rep./Prov. engagements de retraite		
Rep./Dépr. sur actif circulant		
Rep. sur provisions réglementées		
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel		
Rep. excep. dépr. Immo. Fin. impairment		
Rep. excep./Dépr. actif circulant		
Reprises sur dépréciations exceptionnelles		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(89 530)	(20 251)

5.7. Autres produits et charges opérationnels courants

Libellé	2022	2021
Pertes sur créances irrécouvrables		
Part. résultat / opérat. commun perte		
Autres charges	(6 144)	(473)
Production stockée		
Production immobilisée	26 270	
Subventions d'exploitation	12 052	
Part. résultat / opérat. commun bénéfice		
Autres produits	566	6
Transferts de charges d'exploitation		266 789
Compte d'ajustement Intra-groupe Résultat d'exploitation		
Compte de liaison Intra-groupe Résultat d'exploitation		
Autres produits et charges opérationnels courants	32 745	266 322

5.8. Autres produits et charges opérationnels

Libellé	2022	2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1805	
Produits excep. s/ exercices antérieurs		
Produits de cession de titres conso.		
Produits de cession d'immo. incorp.		
Produits de cession d'immo. corp.		
Produits de cession de titres		
Produits de cession d'autres élém. actif		
Subv. invest. virées au résuit de l'ex.		
Autres produits exceptionnels	180	
Produits de fusion		
Incidence des changements de méthode et juste valeur		
Incidence de juste valeur produits		
Boni provenant du rachat d'actions propres		
Autres produits non courants		
Transfert de charges exceptionnelles		
Produits opérationnels non courants	1986	
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(111 505)	
Charges excep. sur exercices antérieurs		
VNC des titres conso cédés		
VNC des immo. incorp. cédées		
VNC des immo. corp. cédées	(33 752)	
VNC des titres cédés		
+/- valeur de consolidation		
+/- valeur sur contrat de location		
VNC d'autres éléments d'actif cédés		
Autres charges exceptionnelles		
Charges de fusion		
Incidence des changements de méthode		
Incidence de juste valeur Charges		
Mali provenant du rachat d'actions propres		
Autres charges non courantes		
Dot. excep. dépr. Immo. Fin. impairment		
Charges opérationnelles non courantes	(145 257)	
Autres produits et charges opérationnels non courants	(143 271)	

5.9. Autres produits et charges financiers

Libellé	2022	2021
Produits sur créances et VMP		
Produits nets sur cession de VMP	12	
Charges d'intérêts	(12 089)	(25 654)
Coût de l'endettement financier net	(12 077)	(25 654)

5.10. Coût de l'endettement financier net

Libellé	2022	2021
Produits sur créances et VMP		
Produits nets sur cession de VMP	12	
Charges d'intérêts	(12 089)	(25 654)
Coût de l'endettement financier net	(12 077)	(25 654)

6. Note annexe sur l'impôt sur les résultats**6.1. Variation :**

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation de périmètre	Autres variations
Impôts différés - actif				
Impôts différés - passif				
Valeur nette impôt différé				
Liasse				
Fiscalité différée (décalages temporaires)				
A1				
Annulation part IP et MEE				
Sous total				
Autres				
Valeur nette par catégorie				

6.2. Note annexe sur l'impôt sur les résultats**Impôts sur les résultats**

Libellé	2022	2021
Impôt sur les bénéfices	(54 956)	
CVAE		
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale		
Impôts différés		
Report		4 086
Impôts sur les résultats	(54 956)	4 086

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2022.12
Résultat des entreprises intégrées	(571 081)
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(54 956)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. Sur écarts d'acq, et résultat des MEE	(516 125)
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	129 031
Effets des différences de base	(189 912)
Effets des différences de taux	5 924
Effets des dispositions fiscales particulières	
Ecritures manuelles sur Impôt	
Charge d'impôt théorique	(54 956)
Charge d'impôt réelle	(54 956)
Ecart	(0)
Taux effectif d'impôt	-10,65%

7. Autres Informations

7.1. Engagements hors bilan et passifs éventuels

Néant

7.2. Rémunérations des commissaires aux comptes

(En euros)	Audit Plus				RBA			
	31/12/22	31/12/21	%	%	31/12/22	31/12/21	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Emetteur	22 500	16 000	100,00	100,00	22 500		61,64	
• Filiales intégrées globalement					14 000	14 000	38,36	100,00
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous-total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
Total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00

7.3. Rémunération des organes de direction

La communication d'information sur la rémunération des organes de direction permettrait d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction, par conséquent aucune information n'est communiquée dans ces annexes.

7.4. Résultats sectoriels

A ce stade, le Groupe n'a pas identifié de secteurs d'activités. L'activité du Groupe est donc suivie de manière globale. Cette position pourra être revue en 2023.

7.5. Facteurs de risque

Risque de crédit

Risque de liquidité

Risque de marché (taux d'intérêt et risque de change)

7.6. Transactions avec les parties liées

En Euro

Nature de prestations	Nom de l'entité liée	Nature du lien	Solde au bilan	Impact sur résultat
Dettes d'exploitation	OTT HERITAGE	Actionnaire majoritaire	477 870	390 236
Dettes financières	OTT HERITAGE	Actionnaire majoritaire	1 202 457	0
Créances courantes	FIPP	Dirigeants communs	81 181	0
Dettes d'exploitation	O&T PARTNERS	Dirigeants communs	65 927	196 572
Dettes courantes	O&T PARTNERS	Dirigeants communs	405	0
Dettes courantes	OTT HERITAGE	Dirigeants communs	9 962	0

ANNEXE 2 - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

MYHOTELMATCH

Société anonyme

965 avenue Roumaville

CoworkOffice, Bâtiment A, Bureau 201

06410 BIOT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Audit Plus
110, boulevard Jean Jaurès
92908 Boulogne-Billancourt

MYHOTELMATCH

Société anonyme
965 AVENUE ROUMAVILLE
COWORK OFFICE, BATIMENT A, BUREAU 201
06410 BIOT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale de la société MYHOTELMATCH

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société MYHOTELMATCH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les Goodwill sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe 3.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné le caractère approprié de ces méthodes comptables et procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations retenues pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation et les créances rattachées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1- 2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MYHOTELMATCH par les assemblées générales du 19 juin 2018 pour le cabinet AUDIT PLUS et du 4 avril 2023 pour le cabinet RBA, en remplacement du cabinet S&W ASSOCIES pour la durée restant à courir du mandat.

Au 31 décembre 2022, le cabinet AUDIT PLUS était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et le cabinet RBA dans la 1ère année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation,
- il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Boulogne Billancourt, le 9 juin 2023

Les commissaires aux comptes

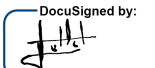
RBA SA

DocuSigned by:

0A9B4A940A054B7...

Soly BENZAQUEN

AUDIT PLUS

DocuSigned by:

3E0489FA27FB4F2...

Nicolas GOLDET

ANNEXE 3 - Comptes annuels au 31 décembre 2022

3	Comptes annuels au 31 décembre 2022	66
	Bilan Actif	67
	Bilan Passif	68
	Compte de résultat	69

1. Bilan Actif

Bilan actif

Exercice N 31/12/2022

Exercice N-1 31/12/
2021

	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Actif immobilisé				
Capital souscrit non appelé (I)				
Immobilisations incorporelles				
· Frais d'établissement				
· Frais de développement				
· Concessions, brevets et droits similaires				
· Fonds commercial ⁽¹⁾				
· Autres immobilisations incorporelles	300 000		300 000	
· Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
· Terrains				
· Constructions				
· Installations techniques, matériel et outillage				
· Autres immobilisations corporelles	124 945	14 428	110 517	54 003
· Immobilisations en cours				
· Avances et acomptes				
Immobilisations financières ⁽²⁾				
· Participations mises en équivalence				
· Autres participations	1767 000		1767 000	
· Créances rattachées à des participations				
· Autres titres immobilisés				
· Prêts				
· Autres immobilisations financières	65 029		65 029	1 919
Total II	2 256 973	14 428	2 242 545	55 921
Actif circulant				
Stocks et en cours				
· Matières premières, approvisionnements				
· En-cours de production de biens				
· En-cours de production de services				
· Produits intermédiaires et finis				
· Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances ⁽³⁾				
· Clients et comptes rattachés				377 339
· Autres créances	450 503		450 503	77 656
· Capital souscrit – appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	177 582		177 582	
Disponibilités	41 714		41 714	0
Comptes de Régularisation				
Charges constatées d'avance ⁽³⁾	16 071		16 071	10 701
Total III	685 870	0	685 870	465 696
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (VI)				
Total général (I+II+III+IV+V+VI)	2 942 844	14 428	2 928 416	521 618

(1) Dont droit au bail. (2) Dont immobilisations financières à moins d'un an. (3) Dont à plus d'un an.

2. Bilan Passif

Bilan Passif	Exercice N	Exercice N-1
	31/12/22	31/12/21
Capitaux propres		
Capital social ou individuel	3 050 348	1 823 047
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 736 624	6 993 419
Écarts de réévaluation		
Réserves		
· Réserve légale	56 475	56 475
· Réserves statutaires ou contractuelles		
· Réserves réglementées		
· Autres réserves		
Report à nouveau	(12 400 582)	(12 390 074)
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	(774 358)	(10 508)
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total I	(331 492)	(3 527 640)
Autres fonds propres		
Produit des émissions de titres participatifs	997 500	2 802 006
Avances conditionnées		
Total II	997 500	2 802 006
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Total III	0	0
Dettes ⁽¹⁾		
Dettes financières		
· Emprunts obligataires convertibles		
· Autres emprunts obligataires		
· Emprunts auprès d'établissements de crédit ⁽²⁾	238	
· Concours bancaires courants		
· Emprunts et dettes financières diverses	1 324 962	830 452
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes d'exploitation		
· Dettes fournisseurs et comptes rattachés	808 245	251 923
· Dettes fiscales et sociales	16 835	53 001
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	112 128	111 875
Comptes de Régularisation		
Produits constatés d'avance ⁽¹⁾		
Total IV	2 262 409	1 247 251
Écarts de conversion passif (V)		
Total Général (I+II+III+IV+V)	2 928 416	521 618
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(774 358,12)	(10 507,59)
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1059 951	667 252
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

3. Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022			Exercice N-1 31/12/2021
	France	Exportation	Total	
<i>Produits d'exploitation ⁽¹⁾</i>				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services			0	0
Chiffre d'affaires net	0		0	0
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements, transferts de charges			0	266 789
Autres produits			3	6
Total des Produits d'exploitation (I)			3	266 795
<i>Charges d'exploitation ⁽²⁾</i>				
Achats de marchandises				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			989 952	210 941
Impôts, taxes et versements assimilés			1 024	2 080
Salaires et traitements				15 969
Charges sociales				6 020
Cotisations personnelles de l'exploitant				
<i>Dotations aux amortissements</i>				
· Sur immobilisations			34 679	20 251
· Charges d'exploitation à répartir				
<i>Dotations aux dépréciations</i>				
· Sur immobilisations				
· Sur actif circulant				
<i>Dotations aux provisions</i>				
Autres charges			5 046	473
Total des Charges d'exploitation (II)			1 030 701	255 734
1, Résultat d'exploitation (I-II)			-1 030 698	11 061

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs, (2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs,

	Exercice N	Exercice N-1
	31/12/22	31/12/21
Opérations comm.		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations ⁽¹⁾		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé ⁽¹⁾		
Autres intérêts et produits assimilés ⁽¹⁾	61 999	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	663 970	
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12	
Total V	725 981	0
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées ⁽²⁾	434 560	25 654
Différences négatives de change	1 160	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	147	
Total VI	435 867	25 654
2, Résultat financier (V-VI)	290 114	-25 654
3, Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-740 584	-14 594
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Total VII	0	0
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	22	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	33 752	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Total VIII	33 774	0
4, Résultat exceptionnel (VII-VIII)	-33 774	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		-4 086
Total des produits (I+III+V+VII)	725 984	266 795
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 500 342	277 303
Bénéfice ou perte (total des produits – total des charges)	-774 358	-10 508

(1) Dont produits concernant les entreprises liées. (2) Dont intérêts concernant les entreprises liées.

ANNEXE 4 - Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2022

Note 1.	Faits caractéristiques de la période	72
1.1	Continuité d'exploitation - Budget de trésorerie	72
1.2	Opérations sur le capital social	72
1.3	Création de la filiale à 100 % MHM LABS	72
1.4	Allocation gratuite de BSA	72
1.5	Acquisition des actifs "MyHotelMatch"	73
1.6	Accord transactionnel FIPP	73
1.7	Modification des membres du Conseil d'administration	73
1.8	Changement de dénomination sociale et d'objet social de la Société	73
1.9	Transfert du siège social	73
Note 2.	Règles et méthodes comptables	74
2.1	Immobilisations incorporelles et corporelles	74
2.2	Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement	74
2.3	Créances et dettes	74
2.4	Provision pour risques et charges	74
2.5	Chiffre d'affaires	74
Note 3.	Immobilisations	75
Note 4.	Amortissements	76
Note 5.	Provisions	77
Note 6.	Créances et Dettes	78
Note 7.	Charges à payer	79
Note 8.	Charges constatées d'avance	79
Note 9.	Capital social	79
Note 10.	Engagements financiers	80
Note 11.	Effectif moyen	80
Note 12.	Filiales et participations	81
Note 13.	Événements postérieurs à la clôture	81
13.1	Modifications du capital	81

Les comptes de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 928 416** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégage un **résultat** de **-774 358** euros.

La période considérée débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

NOTE 1. Faits caractéristiques de la période

1.1. Continuité d'exploitation - Budget de trésorerie

Les comptes annuels ont été établis dans une hypothèse de continuité d'exploitation sur la base d'un budget de trésorerie permettant d'assurer l'équilibre financier de la société.

Le budget de trésorerie établi couvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 présente un excédent de trésorerie de 624 K€.

L'équilibre de trésorerie est assuré jusqu'à l'arrêté des comptes et au plus tard au 31 décembre 2023.

1.2. Opérations sur le capital social

Au 31 Décembre 2022, le capital social s'élève à 3 050 348,26 euros et est composé de 305.034.826 actions ordinaires de valeur nominale de 0,01 € chacune.

A cette même date, il subsiste 19.950.000 ORA non converties et 126.945.662 BSA non exercés donnant droit respectivement à 19.950.000 et à 253.891.324 actions ordinaires de valeur nominale de 0,01 € chacune.

Les opérations intervenues sur le capital social au cours de la période sont les suivantes :

- Demande de remboursement de 26.090.135 d'ORA par la société OTT HERITAGE le 12 janvier 2022, représentant une augmentation de capital de 260.901 euros ;
- Demande de remboursement de 10.000.000 d'ORA par M. Xavier URBAIN le 7 mars 2022, représentant une augmentation de capital de 100.000 euros ;
- Exercice de 33.320.000 de BSA par les 8 actionnaires de NYS le 21 juillet 2022, représentant une augmentation de capital de 666.400 euros ;
- Exercice de 10.000.000 de BSA par OTT HERITAGE le 31 décembre 2022, représentant une augmentation de capital de 200.000 euros.

1.3. Création de la filiale à 100 % MHM LABS

Nous vous précisons par ailleurs que la Société a constitué en date du 18 mai 2022, la société MHM LABS, société par actions simplifiée unipersonnelle dont le siège social est sis Arterparc Sophia Antipolis, CoworkOffice - Bâtiment A - 965 avenue de Roumanille à Biot (06410), ayant pour objet la conception, le développement, la commercialisation, la gestion de tout programme, système, outil, application, ressource, concept, digitaux ou numériques, pour les activités d'agence de voyages en ligne (OTA), assimilées et connexes, dont elle détient l'intégralité du capital et des droits de vote.

1.4. Allocation gratuite de BSA

Il est rappelé, conformément à nos communiqués de presse du 27 octobre 2021, du 31 octobre 2021 et du 11 novembre 2021, que le conseil d'administration de la Société a approuvé, afin de reconnaître la patience et la fidélité de ses actionnaires, le principe d'une distribution à leur profit, d'un nombre maximum de 150.000.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») qu'elle détient, représentant potentiellement une augmentation de capital d'un montant maximum de 7,5M EUR, par émission de 300.000.000 actions nouvelles.

Ces BSA ont une durée d'exercice expirant le 4 décembre 2023. Par décision du Conseil d'administration en date du 2 mai 2023, il a été décidé la prorogation d'une année de cette durée. S'agissant d'une modification du contrat d'émission du 4 décembre 2014, cette prorogation, pour pouvoir être effective, devra être approuvée par l'assemblée générale des titulaires de BSA convoquée à la date du 16 juin 2023.

Chaque BSA permet d'acquérir 2 actions pour 0,05 EUR.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a procédé au transfert de l'intégralité des 167.385.662 BSA dont elle était titulaire au profit d'actionnaires ayant manifesté leur intention de se voir attribuer des BSA et en a acquis 24.028.839.

1.5. Acquisition des actifs "MyHotelMatch"

La Société qui ne détient plus aucun actif immobilier a abandonné cette activité historique et a initié un nouveau cycle de développement avec MyHotelMatch, et transforme radicalement son modèle économique afin de bénéficier des opportunités de croissance qu'offre ce concept novateur d'hôtellerie en ligne.

MyHotelMatch a été lancée fin 2019 par des professionnels de l'immobilier et de l'hôtellerie qui ont souhaité révolutionner les agences de voyage (OTA – Online Travel Agency) en ligne en créant une plateforme basée sur l'Intelligence Artificielle (IA) afin d'offrir à ses utilisateurs, plus que la simple possibilité de réserver un hôtel en fonction de son emplacement et de son prix.

Pour qu'un séjour dans un hôtel soit un succès, les clients doivent sentir que l'hôtel correspond à leur personnalité, leurs besoins, leur humeur et le but du voyage. L'harmonie, le "matching" doit se faire entre le voyageur et ceux qui l'accueillent. MyHotelMatch utilise l'intelligence artificielle (IA) pour collecter et analyser les profils cumulés des clients avec les caractéristiques uniques des hôtels et de leurs équipes. et entend relever le défi de proposer à ses clients, pour chaque destination, une sélection personnalisée d'hôtels correspondant au plus près à leurs attentes selon des critères personnels allant bien au-delà du seul prix.

MyHotelMatch a pour objet de transformer l'expérience hôtelière pour les clients et les hôtels en révolutionnant la réservation. En permettant aux clients et aux hôtels de se trouver facilement et de se connecter directement les uns aux autres à l'aide d'un profil d'IA sophistiqué et de techniques d'appariement, MyHotelMatch garantira aux clients de pouvoir créer une expérience hôtelière réussie et à l'hôtelier de façonner un séjour sur-mesure pour le client à un meilleur coût par rapport aux solutions existantes aujourd'hui.

Afin de mener à bien ce projet, la Société a acquis les actifs de MyHotelMatch auprès de Ott Ventures, créateur de ce concept. Ce rachat inclut tous les droits de propriété intellectuelle liés à l'activité de MyHotelMatch (nom de domaine, algorithme, ...).

Cette opération a été exclusivement payée par des Bons de Souscription d'Actions (BSA) détenus par la Société. Chaque BSA confère à son titulaire le droit d'acquérir deux actions de la Société au prix d'exercice de 0,05 €. La Société détient actuellement 94.063.133 BSA, dont (i) 60 millions serviront de paiement à Ott Ventures pour la transaction MyHotelMatch (étant précisé que les actifs MyHotelMatch ont été valorisés à un montant de 300.000 euros), (ii) 33.320.000 serviront de paiement complémentaire dans le cadre de l'acquisition des titres de la société NYS/My Agency et 743.133 restants ont été cédés à OTT HERITAGE en avril 2022.

1.6. Accord transactionnel FIPP

En date du 28 octobre 2022, la société MYHOTELMATCH a signé un accord transactionnel avec la société FIPP. Ce dernier prévoit le remboursement par FIPP d'une dette d'un montant total de 240.801,02 €. Le paiement de la dette intervient comme suit :

- un virement bancaire de 81.180,58 € au profit de la société MYHOTELMATCH ;
- la cession de 24.028.839 BSA MYHOTELMATCH détenus par FIPP.

Le virement de 81.180,58 € a été encaissé le 18 janvier 2023.

A l'issue de cet accord transactionnel, le solde de BSA détenus par la société MYHOTELMATCH s'élève à 24.028.839 BSA.

1.7. Modification des membres du Conseil d'administration

Suite à l'Assemblée Générale du 8 avril 2022 et à celle du 4 avril 2023, la Société comprend désormais de 7 membres du Conseil d'administration :

- Monsieur Jean-François OTT ;
- Monsieur Alain DUMENIL ;
- Monsieur Bradley TAYLOR ;
- Monsieur Stefan RADSTROM ;
- Monsieur Yves ABITBOL ;
- Monsieur Joël RUBINO ; et
- Mademoiselle Charlotte GAUTHIER.

1.8. Changement de dénomination sociale et d'objet social de la Société

S'inscrivant dans le cadre du retournement stratégique de ses activités et aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 8 avril 2022, il a notamment été décidé de (i) modifier la dénomination sociale de la Société qui est désormais dénommée « MyHotelMatch » et (ii) de modifier l'objet social de la Société comme suit :

- « la conception, le développement, la commercialisation, la gestion de tout programme, système, outil, application, ressource, concept, digitaux ou numériques pour les activités d'agence de voyages en ligne (OTA), assimilées et connexes, et notamment la conception, le développement et l'exploitation d'une plateforme ayant pour objet l'intermédiation hôtelière permettant la mise en relation de clients potentiels avec des hôtels, associé à un suivi interactif personnalisé de cette relation permettant d'enrichir l'expérience des clients et des hôteliers via une application dédiée qui favorise le « matching » à la manière d'un site de rencontre en ligne ;
- l'activité d'hébergeur informatique, l'hébergement de données informatiques, la création et la gestion de bases de données à titre gratuit ou payant ;
- l'activité d'éditeur de plateformes d'échanges en ligne et de sites Internet ;
- la commercialisation de services au moyen de réseaux informatiques et de télécommunication, notamment sur Internet ;
- toutes prestations de services dans le domaine des nouvelles technologies, de l'informatique, de l'information, de l'Internet, notamment ayant trait aux réseaux sociaux, aux supports multimédias, aux applications mobiles, aux outils d'intelligence artificielle, de conception assistée par ordinateur, de conception générée par ordinateur ;
- la création, l'acquisition, la vente, la gestion et l'exploitation par tous moyens de tous droits de propriété intellectuelle ;
- la mise en œuvre de la politique générale du groupe dont elle est la tête et l'animation des sociétés qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement ou sur lesquelles elle exerce une influence notable en participant activement à la définition de leurs objectifs et de leur politique économique ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autrement ;
- et généralement, toutes activités et toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, financières, immobilières, civiles et commerciales se rattachant à l'objet social ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, par tous moyens, directement ou indirectement, les activités de la Société, leur extension ou leur développement. ».

1.9. Transfert du siège social

Par décisions du Conseil d'administration en date du 16 février 2022, il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 15, rue de la Banque - 75002 Paris à Sophia-Antipolis au 965 avenue Roumanille, CoworkOffice, Bâtiment A, Bureau 201 – 06410 Biot, à compter du 1er mars 2022. Ce transfert de siège a été ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 8 avril 2022.

NOTE 2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément aux règlements ANC n°2018-07 et n°2016-07 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Donnant une image fidèle du patrimoine de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les éléments de l'annexe sont présentés en euros sauf indication.

Les principales méthodes utilisées sont :

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

2.2. Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

2.3. Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4. Provision pour risques et charges

La Société (MYHOTELMATCH) ne comptabilise pas le montant de ses engagements de départ en retraite, compte tenu du caractère non significatif des éléments concernés.

2.5. Chiffre d'affaires

La Société n'a pas généré de chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2022.

NOTE 3. Immobilisations

(En euros)	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes au 31/12/2022		
		Augmentations	Diminutions			
		Réévaluations	Acquisitions	Virt. P. à p.	Cessions	
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	586		300 000		586	300 000
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
Constructions sur sol d'autrui						
Constructions sur installations, agencements, aménagements						
Instal. technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers						
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier	223 252		124 944		223 252	124 945
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations			1 767 000			1 767 000
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	1 919		63 110			65 029
Total	225 757		2 255 054		223 838	2 256 973

NOTE 4. Amortissements

(En euros)	Amortissements début d'exercice	Mouvement de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
		Augmentations	Diminutions	
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	586		586	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions sur installations, agencements, aménagements				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	169 250	34 679	189 501	14 428
Emballages récupérables et divers				
Total	169 836	34 679	190 087	14 428

(En milliers d'euros)	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortissement à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et de développement							
Autres							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions sur installations, agencements, aménagements							
Instal. technique, matériel outillage industriels							
Instal., agencement, aménagement divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Frais d'acquisition de titres de participation							
Total							
Total général non ventilé							

NOTE 5. Provisions

(En euros)	Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/22
Provisions réglementées				
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions fiscales pour prêts d'installation				
Provisions autres				
Total				
Provisions pour risques et charges				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres				
Total	0		0	
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations :				
• incorporelles				
• corporelles				
• des titres mis en équivalence				
• titres de participation				
• autres immo. financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres	663 970		663 970	
Total	663 970	0	663 970	0
Total général	663 970	0	663 970	0
Dont dotations et reprises : d'exploitation financières exceptionnelles Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.		0	663 970	

NOTE 6. Créances et Dettes

Créances au 31/12/2022

(En euros)	31/12/22	1 an au plus	Plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts ⁽¹⁾⁽²⁾			
Autres immobilisations financières	65 029	1 919	63 110
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives des titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices	4 086	4 086	
Taxes sur la valeur ajoutée	151 515	151 515	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers		0	
Groupe et associés ⁽²⁾	211 717		211 717
Débiteurs divers	83 185	83 185	
Charges constatées d'avances	16 071	16 071	
Total des créances	531 603	256 775	274 827

(1) Prêts accordés en cours d'exercice. (1) Remboursements obtenus en cours d'exercice. (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques).

Dettes au 31/12/2022

(En euros)	31/12/22	1 an au plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾	997 500	997 500		
Autres emprunts obligataires ⁽¹⁾				
Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine ⁽¹⁾	238	238		
Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine ⁽¹⁾				
Emprunts et dettes financières divers ⁽¹⁾⁽²⁾	122 505	122 505		
Fournisseurs et comptes rattachés	808 245	808 245		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 089	13 089		
Impôts sur les bénéfices				
Taxes sur la valeur ajoutée	2 608	2 608		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	1 138	1 138		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés ⁽²⁾	1 202 457			1 202 457
Autres dettes	112 128	112 128		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total	3 259 908	2 057 451	0	1 202 457

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice

1804 507

(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques).

L'Assemblée générale du 3 décembre 2019 a approuvé la prorogation de quatre ans de la durée d'exercice des ORA et des BSA dont l'échéance a été fixée au 4 décembre 2023.

NOTE 7. Charges à payer

(En euros)	Période	31/12/2022
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		238
Intérêts courus	238	
Emprunts et dettes financières divers		122 505
Intérêts ORABSA	122 505	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		118 760
Fourn. factures non parvenues	118 760	
Dettes sociales et fiscales		657
Charges à payer taxe apprentissage	109	
Etat charge à payer	440	
Charges à payer form. prof.	108	
Total		242 159

NOTE 8. Charges constatées d'avance

(En euros)	Période	Montants	31/12/22
Exploitation		16 071	16 071
Financières			
Exceptionnelles			
Total		16 071	16 071

NOTE 9. Capital social

Actions / Parts sociales au 31/12/2022 (en euros)	Nombre	Val. Nominale	Montant
Du capital social début exercice	182 304 691,00	0,01	1 823 046,91
Emises pendant l'exercice	122 730 135,00	0,01	1 227 301,35
Remboursées pendant l'exercice		0,00	
Total du capital social fin d'exercice	305 034 826,00	0,01	3 050 348,26

NOTE 10. Engagements financiers

(En euros)	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail		
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Nantissements parts sociales Pamier en faveur de FIPP		
Total des engagements financiers ⁽¹⁾		
<i>(1) Dont concernant : les dirigeants, les filiales, les participations, les autres entreprises liées.</i>		

NOTE 11. Effectif moyen

Effectif moyen par catégorie au 31/12/2022	Interne	Externe
Cadres & professions intellectuelles supérieures		
Professions intermédiaires		
Employés		
Ouvriers		
Total		

NOTE 12. Filiales et participations

(En milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A - Renseignements détaillés					
1. Filiales (plus de 50 %)					
MHMLABS	1 000	(273 411)	100,00	1 000	1 000
NYS	99 799	805 644	100,00	1 766 000	1 766 000
2. Participations (10 à 50 %)					
	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaire	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
1. Filiales (plus de 50 %)					
MHMLABS	211 717		29 244	(274 441)	0
NYS			11 651 006	342 949	0
2. Participations (10 à 50 %)					
B - Renseignements globaux					
	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	Française	Étrangères	Française	Étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote-part détenue (en %)					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avals					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					

NOTE 13. Événements postérieurs à la clôture**13.1. Modifications du capital**

En date du 6 mars 2023, augmentation de capital de 55.100 € relative à l'exercice de 2.755.000 BSA par M. VAN DEN OUDEN.

En date du 8 mars 2023, augmentation de capital de 50.000 € relative à l'exercice de 2.500.000 BSA par M. VAN DEN OUDEN.

En date du 31 mars 2023, augmentation de capital de 40.000 € relative au remboursement en actions de 4 000 000 d'ORA à la demande de OTT HERITAGE.

En date du 31 mars 2023, augmentation de capital de 200.000 € relative à l'exercice de 10.000.000 de BSA par OTT HERITAGE.

En date du 18 avril 2023, augmentation de capital de 6.132 € relative à l'exercice de 306.600 BSA par M. DUFOREST.

ANNEXE 5 - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

MYHOTELMATCH

Société anonyme

965 avenue Roumaville

CoworkOffice, Bâtiment A, Bureau 201

06410 BIOT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2022

RBA SA
5 rue de Prony
75017 Paris

Audit Plus
110, boulevard Jean Jaurès
92908 Boulogne-Billancourt

MYHOTELMATCH

Société anonyme
965 AVENUE ROUMAVILLE
COWORK OFFICE, BATIMENT A, BUREAU 201
06410 BIOT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de la société MYHOTELMATCH

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MYHOTELMATCH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les titres de participation sont évalués selon les modalités présentées dans le paragraphe 2.2 de l'annexe des comptes annuels. Nous avons examiné le caractère approprié de ces méthodes comptables et procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations retenues pour déterminer la valeur d'utilité des titres de participation et les créances rattachées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MYHOTELMATCH par les assemblées générales du 19 juin 2018 pour le cabinet AUDIT PLUS et du 4 avril 2023 pour le cabinet RBA, en remplacement du cabinet S&W ASSOCIES pour la durée restant à courir du mandat.

Au 31 décembre 2022, le cabinet AUDIT PLUS était dans la 5ème année de sa mission sans interruption et le cabinet RBA dans la 1ère année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Boulogne Billancourt, le 9 juin 2023

Les commissaires aux comptes

RBA SA

DocuSigned by:

 0A9B4A940A054B7...
Soly BENZAQUEN

AUDIT PLUS

DocuSigned by:

 3E0489FA27FB4F2...
Nicolas GOLDET

ANNEXE 6 - Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

MYHOTELMATCH S.A.

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET LES ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Audit Plus
110, boulevard Jean Jaurès
92100 Boulogne

R.B.A.
5 rue de Prony
75017 Paris

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET LES ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2022

MyHotelMatch S.A.
965 Avenue Roumanille, Cowork Office,
Bâtiment A Bureau 201
06410 Biot

A l'assemblée générale de la société MyHotelMatch S.A.

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles, ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société, des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

MyhotelMatch S.A. - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et les engagements réglementés
Exercice clos le 31 décembre 2022

2

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration

1- Le conseil d'administration du 26 octobre 2022 :

Votre conseil d'administration du 26 octobre a autorisé :

La signature d'une convention de prestations de services avec la société O&T Partners en date du 5 janvier 2022 qui effectuera les prestations suivantes pour une rémunération fixe de 100 000 € par an, additionné d'une facturation complémentaire de mis à disposition de personnel :

- Le conseil en stratégie d'entreprise ;
- La recherche de financements ;
- L'assistance administrative et légale ;
- L'assistance technique et projets ;
- Préparations des demandes de subventions ;

Le montant pris en charge s'élève, pour l'exercice à 390 925 €.

La signature d'une convention de prestation de service avec Ott Héritage en date du 5 janvier 2022, ou la société Ott Héritage effectuera les prestations suivantes pour une rémunération fixe maximum de 500 000 € par an ainsi qu'une rémunération fixe de 100 000 € H.T. liée à la finalisation et signature de contrats :

- Financement, gestion de projets, restructuration, stratégie, communication, marketing, relations avec les investisseurs et obligataires, juridique, comptabilité, gouvernance d'entreprises, administration, rapports au marché, et relations avec les bourses et autorités du marché.
- Conseils sur le contrôle des investissements, leur gestion, la gestion, l'administration, la gestion financière, le contrôle, le financement et les relations bancaires, les négociations de refinancement et de financement, les conseils juridiques et techniques la gestion de projet, notamment la gestion d'un projet digital MHM et ses applications et son marketing.

Le montant pris en charge sur l'exercice s'élève à 145 080 €.

Le même conseil a autorisé l'acquisition de mobilier et de matériel informatique acquis auprès de Ott Héritage pour un montant de 118 020 € et le versement d'honoraires forfaitaires dans le cadre d'apporteur d'affaires dans le cadre de l'acquisition de NYS S.A.S. pour un montant de 100 000 €.

Monsieur Jean François OTT est bénéficiaire économique de Ott Héritage et O&T Partners.

Conventions non autorisées préalablement

En application des L.225-42 et L.823-12 du code de commerce, nous vous signalons que les conventions suivantes n'ont pas fait l'objet d'une autorisation préalable de votre conseil d'administration

Il nous appartient de vous communiquer les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie.

MyHotelMatch S.A. - Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et les engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2022

3

Le 30 juin 2022 votre entreprise a conclu deux conventions de cession de créance.

La première concerne une créance que détenait la société Ott Partners Ltd pour un montant de 330 000 € sur MyHotelMatch S.A. Cette créance a été cédée pour un montant de 33 000 € à la société OTT Héritage.

La seconde concerne une créance que détenait la société O&T Partners pour un montant de 250 000 € sur MyHotelMatch S.A. Cette créance a été cédée pour un montant de 25 000 € à Ott Héritage.

Pour ces deux cessions une renégociation de prix est à définir entre les parties dans un délai maximum d'un an.

Le 31 décembre 2022 une nouvelle convention de cession de créance est intervenue. O&T Partners détenait une créance d'un montant de 175 478,57 € sur MyHotelMatch S.A. O&T Partners a cédé sa créance pour un montant de 175 478,57 € à OTT Héritage.

Le 23 décembre votre entreprise a conclu une convention de prêt. La société Ott Héritage prête à la société MyHotelMatch 1 033 300 actions de cette dernière en règlement des factures de consultant d'un montant global de 20 666 \$. Ce dernier a accepté le règlement de ses factures par ce moyen. Votre entreprise peut rembourser le prêt au plus tard à la date qui tombe deux ans après le 23 décembre 2022, avec ce qui aura le plus de valeur à ce moment-là à savoir la valeur des 1 033 300 actions de MyHotelMatch cotées en bourse ou 20 666\$ plus les intérêts à 5% l'an.

Monsieur Jean François OTT est bénéficiaire effectif des sociétés Ott Partners Ltd, O&T Partners, Ott Héritage et président du conseil d'administration de votre société.

Conventions approuvées au cours de l'exercice écoulé

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale du 29 juillet 2022, sur rapport spécial des commissaires aux comptes en date du 8 juillet 2022.

Votre assemblée générale (quatorzième résolution) a entériné l'acquisition de 100% des titres de la société NYS S.A.S. (479 162 794 RCS NANTERRE) moyennant un prix d'acquisition de 1 666 000 €, réglé sous forme de crédit vendeur par l'inscription en compte-courant, et par l'inscription dans les livres au prorata de chacun des vendeurs de NYS de Bons de Souscriptions d'Actions « B.S.A. » pour un total de 33 320 000 BSA détenus par votre société.


Monsieur Yves ABITBOL est Président de NYS et également administrateur de votre société.

Votre assemblée générale (quinzième résolution) a ratifié l'acquisition des actifs « MyHotelMatch » auprès de OTT VENTURES (société de droit tchèque) créateur de ce concept. Ce rachat inclut tous les droits de propriété intellectuelle liés à l'activité de MyHotelMatch (nom de domaine algorithme) valorisé à un montant de 300 000 € rémunéré par 60 millions de Bons de Souscription d'Action propriété de la société.

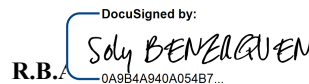
Monsieur Jean François OTT président du conseil d'administration est président de OTT VENTURES.

Fait à Paris et Boulogne Billancourt, le 9 juin 2023

Les commissaires aux comptes

DocuSigned by:

3E0489FA27FB4F2... **DIT PLUS**

Nicolas GOLDET

DocuSigned by:

R.B. 0A9B4A940A054B7...

Soly BENZAQUEN

ANNEXE 7 - Rapport de gestion

MyHotelMatch

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 3.401.580,26 euros
Siège social : 965, avenue Roumanille, CoworkOffice, Bâtiment A Bureau 201 – 06410 Biot
542 030 200 RCS Antibes
(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle, afin de vous rendre compte de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2022, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Nous avons l'honneur de soumettre ce rapport à votre appréciation en même temps que le bilan, le compte de résultat et l'annexe établis au 31 décembre 2022.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents sont restés à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours qui ont précédé l'Assemblée en même temps que les rapports du Commissaire aux comptes et l'inventaire.

Nous vous demandons de bien vouloir nous en donner acte.

1/ ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1 Situation de la Société et de ses filiales durant l'exercice écoulé

Au cours de cet exercice annuel clos le 31 décembre 2022, les changements suivants sont intervenus :

- ✓ Monsieur Jean-François OTT, démissionnaire de son mandat de Directeur Général, a été remplacé à cette fonction par Monsieur Yves ABITBOL en date du 2 mai 2023. Monsieur Jean-François OTT continue à exercer sa fonction d'administrateur et de Président du Conseil d'administration. Aucun autre changement n'est intervenu depuis dans la composition de la Direction Générale de la Société.
- ✓ Par décisions du Conseil d'administration en date du 16 février 2022, il a été décidé de transférer le siège social de la Société du 15, rue de la Banque - 75002 Paris à Sophia-Antipolis au 965 avenue Roumanille, CoworkOffice, Bâtiment A, Bureau 201 – 06410 Biot, à compter du 1er mars 2022. Ce transfert de siège a été ratifié par l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 8 avril 2022.
- ✓ Il est rappelé enfin que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 8 avril 2022 a notamment modifié son objet social et sa dénomination sociale, et la Société a acquis les actifs immatériels lui permettant d'exploiter et de développer le concept MyHotelMatch.

Au cours de cet exercice annuel clos le 31 décembre 2022, la Société a avancé significativement dans ses projets.

- La création d'un POC (preuve de concept), sous forme d'une démonstration interactive avec un algorithme allégé de recommandation d'hôtels (sur une base figée d'établissements). Cela permet à

l'équipe MyHotelMatch de fournir un support visuel de qualité dans le cadre de ses démarches commerciales.

- Le développement d'un moteur de recommandation d'hôtels pour assister les concierges de MY AGENCY/NYS (secteur grand luxe) lors de la réservation de lieux de séjour. L'algorithme de recommandation est basé sur du « collaborative-filtering ». Des améliorations « content-based » sont mises en place pour répondre à la stratégie d'amélioration de l'algorithme de matching.
- Le déploiement privé d'une solution de chatting sur un des hôtels pilotes afin d'évaluer l'apport de proposer des premiers échanges entre les équipes de l'hôtel et les voyageurs naviguant sur le site web. La possibilité de discuter est proposée sur toutes les pages de présentation des chambres, mais également sur la page de réservation, pour « inciter » le passage à l'acte, c'est-à-dire conclure la réservation.

Continuité d'exploitation - Budget de trésorerie

Le budget de trésorerie prévisionnel transmis par la société MyHotelMatch montre une trésorerie positive du groupe MyHotelMatch pour un montant de 1.538 K€ au 31 décembre 2023.

La trésorerie demeurant excédentaire au cours de la période restante à courir du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

En application du maintien du principe de continuité d'exploitation, la société OTT Héritage s'engage à assurer le financement du plan de trésorerie du groupe MyHotelMatch, si la réalisation des prévisions ne permet pas de couvrir les besoins de financement du groupe.

1.2 Faits marquants de l'exercice

L'année 2022 a été marquée par plusieurs événements majeurs.

- Transfert de BSA

Il est rappelé, conformément à nos communiqués de presse du 27 octobre 2021, du 31 octobre 2021 et du 11 novembre 2021, que le conseil d'administration de la Société a approuvé, afin de reconnaître la patience et la fidélité de ses actionnaires, le principe d'une distribution à leur profit, d'un nombre maximum de 150.000.000 bons de souscription d'actions (les « BSA ») qu'elle détient, représentant potentiellement une augmentation de capital d'un montant maximum de 7,5M EUR, par émission de 300.000.000 actions nouvelles.

Ces BSA ont une durée d'exercice expirant le 4 décembre 2023. Par décision du Conseil d'administration en date du 2 mai 2023, il a été décidé la prorogation d'une année de cette durée. S'agissant d'une modification du contrat d'émission du 4 décembre 2014, cette prorogation, pour pouvoir être effective, devra être approuvée par l'assemblée générale des titulaires de BSA convoquée à la date du 16 juin 2023.

Chaque BSA permet d'acquérir 2 actions pour 0,05 EUR.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a procédé au transfert de l'intégralité des 167.385.662 BSA dont elle était titulaire au profit d'actionnaires ayant manifesté leur intention de se voir attribuer des BSA et en a acquis 24.028.839.

- Opérations sur capital

Conseil d'administration du 16 février 2022	<p>Demandes de remboursement d'ORA :</p> <p>26.090.135 ORA par OTT HERITAGE le 12 janvier 2022, représentant 26.090.135 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune à émettre ;</p> <p>Réalisation de l'augmentation de capital de la Société d'un montant de 260.901,35 euros, résultant du remboursement des ORA en 26.090.135 actions nouvelles, portant ainsi le capital social de la Société de 1.812.546,91 euros à 2.073.448,26 euros.</p>
Conseil d'administration du 29 mars 2022	<p>Demandes de remboursement d'ORA :</p> <p>10.000.000 ORA par Monsieur Xavier URBAIN le 7 mars 2022, représentant un remboursement en 10.000.000 actions ordinaires nouvelles de 0,01 euro de valeur nominale chacune à émettre, soit une augmentation de capital de 100.000 euros.</p> <p>Réalisation de l'augmentation de capital de la Société corrélative au remboursement des ORA d'un montant de 2.073.448,26 euros à 2.173.448,26 euros procédant ainsi à l'émission de 10.000.000 actions ordinaires nouvelles.</p>

1.3 Evènements importants survenus depuis la clôture du 31 décembre 2022

- Opérations sur capital

Conseil d'administration du 1er février 2023	<p>Demande d'exercice de BSA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 126.880 BSA le 21 juillet 2022 ● 150.240 BSA le 21 juillet 2022 ● 150.240 BSA le 21 juillet 2022 ● 150.240 BSA le 21 juillet 2022 ● 6.907.140 BSA le 21 juillet 2022 ● 6.178.280 BSA le 21 juillet 2022 ● 5.608.360 BSA le 21 juillet 2022 ● 14.048.620 BSA le 21 juillet 2022 ● 10.000.000 BSA le 6 décembre 2022 <p>Augmentation de capital de la Société corrélative à l'exercice des BSA de 866.400 euros correspondant à l'émission de 86.640.000 actions nouvelles portant le capital social de la somme de 2.183.948,26 à la somme de 3.050.348,26 €</p>
Conseil d'administration du 2 mai 2023	<p>Demandes de remboursement d'ORA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 4 000 000 d'ORA par la société OTT HERITAGE le 31 mars 2023 dont elle était propriétaire représentant un remboursement en 4.000.000 d'actions ordinaires nouvelles <p>Demande d'exercice de BSA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 2.755.000 BSA le 6 mars 2023 ● 2.500.000 BSA le 8 mars 2023 ● 10.000.000 BSA le 31 mars 2023 ● 306.600 BSA le 18 avril 2023 <p>Réalisation de l'augmentation de capital de la Société corrélative au remboursement des ORA et de l'exercice des BSA de 351.232 euros correspondant à l'émission de 35.123.200 actions nouvelles portant le capital social de la somme de 3.050.348,26 € à la somme de 3.401.580,26 €</p>
Conseil d'administration à venir (juin 2023)	<p>Préparation et convocation d'une assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur le projet de regroupement d'actions</p>

- Déploiement de la version bêta

2023 est synonyme de construction pour MyHotelMatch puisque nous avons déployé en mars dernier la version bêta de notre application mobile sur les stores. Cette version privée a été testée par un groupe d'ambassadeurs composé de dix hôteliers et dix voyageurs dans le but de récolter les premiers retours sur la facilité de navigation, la prise en main de l'application et les ressentis de chacun. Ces retours sont précieux pour l'équipe qui continue de développer les différentes fonctionnalités avec pour objectifs une version aboutie disponible en juin 2023. Avant son lancement en septembre 2023, cette dernière passera entre les mains d'ambassadeurs hôteliers et voyageurs.

- Signature d'un contrat technologique avec Amadeus

Un autre événement majeur pour MyHotelMatch survenu en mars 2023 est la signature d'un contrat technologique avec la plateforme Amadeus, l'un des leaders mondiaux des technologies du voyage. Cette collaboration majeure est un formidable accélérateur pour la solution de matching de MyHotelMatch qui va intégrer la technologie Amadeus directement dans son application. Cette technologie intégrée de façon personnalisée par les équipes MyHotelMatch, permet à l'application de proposer à la réservation l'offre hôtelière d'Amadeus (dont des hébergements de luxe répartis dans plus de 190 pays) avec les tarifs préférentiels négociés auprès des hôteliers par la division Luxe, MY AGENCY.

En alliant le contenu hôtelier d'Amadeus à la technologie de matching de MyHotelMatch, les voyageurs bénéficient d'une solution de réservation de voyage inédite qui leur permet d'avoir accès à des propositions de séjours de luxe mieux adaptées à leurs attentes et leurs besoins grâce au profiling réalisé en amont et aux interactions avec les hôteliers.

Ce contrat permet aussi de valider la qualité des équipes MyHotelMatch déjà capables de construire des partenariats avec des géants. Cela sera aussi le cas demain lorsque nous conclurons avec les géants de l'hôtellerie de luxe et haut de gamme.

- Intégration d'algorithmes de machine learning

Pour améliorer la qualité de nos services, nous avons intégré des algorithmes de machine learning dans notre plateforme de recommandation d'hôtels. Nous utilisons également ChatGPT pour répondre aux questions de nos clients de manière plus précise et personnalisée. L'intelligence augmentée donne comme un exosquelette à nos concierges et à nos équipes pour faire plus et mieux.

- Renforcement de l'équipe technique

L'équipe technique et produit s'est vue renforcée grâce à l'arrivée de nouveaux talents. Nous avons recruté deux développeurs Fullstack, un développeur Frontend, un Data Scientist, un Designer de produit et un Chef de produit. Leur expérience et leur expertise nous permettent d'accélérer la cadence de développement de la plateforme et d'assurer un haut niveau de qualité pour les produits. Bien entendu, les recrutements ne s'arrêtent pas là puisque le développement continu de l'application ainsi que l'évolution des contrats et l'augmentation de la demande client nécessitent la constitution d'une équipe plus importante.

1.4 Evolution prévisible de la situation

Nous espérons augmenter nos marges et développer notre chiffre d'affaire pour la société et l'ensemble de ses filiales.

1.5 Activités en matière de recherche et développement

Il est précisé que la Société n'a pas exercé d'activités réputées de recherche et développement au sens de la définition du crédit impôt recherche au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Toutefois, notre filiale MHM Labs a signé le 5 mai 2023, un contrat de prestation de recherche de financement innovation. Celui s'appliquera aux investissements en ressources et matériels dédiés à la recherche, à l'innovation et au développement.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) a pour but d'encourager les entreprises à engager des activités de recherche et développement (R&D). Le taux du CIR varie selon le montant des investissements.

2/ INFORMATIONS FINANCIERES

2.1 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation sont identiques à celles de l'exercice précédent.

2.2 Filiales et participations

Nous vous rappelons que notre Société contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce les sociétés ci-après. Ces sociétés ne détiennent aucune participation dans notre Société.

(En milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A - Renseignements détaillés					
1. Filiales (plus de 50 %)					
MHM LABS	1 000	(273 411)	100,00	1 000	1 000
NYS	99 799	805 644	100,00	1 766 000	1 766 000
2. Participations (10 à 50 %)					
	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaire	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
1. Filiales (plus de 50 %)					
MHM LABS	211 717		29 244	(274 441)	0
NYS			11 651 006	342 949	0

2.2.1. NYS SAS

Le 2 juin 2022, la Société a procédé à l'acquisition de 100% des titres de la société NYS (479 162 794 RCS Nanterre), sous plan de sauvegarde adopté par jugement du Tribunal de commerce de

Nanterre en date du 10 juin 2021 dont l'échéance des passifs d'un montant de 1.017.272,26 euros est exigible sur 8 ans à compter du 9 juin 2022 pour 3%, 9 juin 2023 pour 10%, 9 juin 2024 pour 10%, 9 juin 2025 pour 12%, 9 juin 2026 pour 15%, 9 juin 2027 pour 15%, 9 juin 2028 pour 17%, 9 juin 2029 pour 18%.

NYS propose des services premium à une clientèle hyper active, urbaine et aisée au travers de ses marques My Concierge, My DMC, My Event, My Driver et My Travel.

La société NYS/MYAGENCY est l'expert du luxe qui accompagne depuis 2004 une clientèle exigeante au quotidien en leur fournissant une offre complète de services sur-mesure pour leur vie privée et professionnelle (conciergerie, événementiel, mobilité, et affaires).

Elle met à la disposition de ses membres, du temps d'organisation afin de faciliter leur quotidien par l'intermédiaire d'un concierge personnel, unique interlocuteur à tout moment.

La société NYS/MYAGENCY dispose d'un portefeuille de près de 800 clients internationaux, de plus de 20.000 partenaires et a organisé près de 80.000 expériences depuis sa création. Positionnée sur un secteur de niche en fort développement, la société NYS/MYAGENCY a réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 11.651.006 € en 2022.

La société NYS/MYAGENCY dispose d'un ERP dédié et d'une application mobile permettant aux clients de MYAGENCY de suivre en temps réel l'avancée de leurs demandes et d'échanger avec leur interlocuteur dédié. Cette acquisition devrait permettre à la Société de bénéficier d'un historique représentant près de 100 M€ de voyages haut de gamme qui viendront alimenter la base de données de sa plateforme de matching, et d'accélérer significativement le développement de la plateforme de matching et d'accélérer significativement le développement de la plateforme "MyHotelMatch" en se basant sur un historique concret de voyages haut de gamme intégrant une multitude de critères et des retours d'expérience de qualité sur les 18 dernières années.

Les synergies entre la plateforme de matching de l'hôtellerie, et MY AGENCY, l'expert de l'expérience matching réussies de ses membres, à travers la pertinence des critères, la connaissance des exigences des membres, et la puissance des algorithmes existants, visent à permettre, dans un premier temps, de proposer une offre en parfait accord avec les attentes de clients premium avant de la déployer auprès d'une clientèle plus large.

Le prix d'acquisition de la société NYS/MYAGENCY est de 1.666.000,00 euros pour la totalité du capital, réglé sous forme de crédit vendeur par l'inscription en compte-courant et de l'inscription dans les livres de la Société au prorata de chacun des vendeurs de NYS/MYAGENCY de 33.320.000 Bons de Souscription d'Actions « BSA » que la Société détenait dans ses livres. Chaque BSA donnait droit à deux (2) actions pour un prix d'exercice global de 5 centimes d'euros. Chacun des BSA a été exercé et donc converti en 66.640.000 actions.

Les conditions et modalités ont été ratifiées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juillet 2022.

MY AGENCY 19 ANS D'HISTOIRE

Créée et dirigée par Yves Abitbol depuis 2004, MY AGENCY est une agence 360 dans l'industrie du luxe et de l'ultra-luxe qui compte près de 20 000 partenaires dans le monde (hôtels, restaurants, transport, shopping, services, billetterie...) et 800 clients VIP pour qui elle a réalisé près de 80 000 expériences uniques. MY AGENCY propose à une clientèle VIP des services premiums complets tels que :

- MY CONCIERGE agence de conciergerie privée pour l'organisation d'expériences sur mesure
- MY PROPERTY agence immobilière de luxe en franchise de marque
- MY DMC agence dédiée aux professionnels du voyages et aux travels designer du monde entier
- MY EVENT agence d'accompagnement et d'organisation d'événements privés ou professionnels
- MY DRIVER agence de véhicules propres (uniquement électriques ou hybrides) avec chauffeurs privés

L'histoire de MY AGENCY débute dans les années 90. Yves ABITBOL grand voyageur aimant parcourir le monde se retrouve face à un manque de solutions adaptées à ses besoins d'organisation d'expériences sur mesure. Malgré l'expertise de grand groupe tel qu'Amex, les propositions sont trop vastes, pas assez précises et Yves trouve difficile d'obtenir une réponse parfaite à une demande ciblée.

C'est dans ce contexte que Yves ABITBOL décide de créer un service luxe d'accompagnement d'expériences appelé MY CONCIERGE. Sa vision est simple, faciliter l'organisation d'expériences comme un assistant(e) personnel(le) peut le faire. Rapidement, trois critères essentiels se distinguent pour que l'offre soit pertinente :

- Un contact entièrement dédié
- Proposer des offres que les utilisateurs ne peuvent pas trouver par eux-mêmes
- Être rémunéré par les prestataires mais aussi par les utilisateurs via un abonnement

L'aventure commence donc avec une vingtaine d'utilisateurs, tous des connaissances de Yves ABITBOL qui deviennent ses premiers clients. Seule ombre au tableau pour Yves, le terme conciergerie qui est mal interprété sur le marché français, contrairement au marché mondial. En effet, en France, un concierge n'est pas seulement le terme employé pour désigner le salarié de l'hôtel qui concrétise les désirs de ses clients mais un gardien d'immeuble qui assure l'entretien et facilite la vie des résidents.

Pour autant, ce n'est pas dans le tempérament d'Yves de se laisser freiner. Il part à la conquête du marché français avec une seule idée en tête, développer son activité en créant de la valeur. Après plusieurs semaines d'exploitation, MY CONCIERGE développe sa notoriété et accroît son offre expérientielle pour répondre aux demandes multiples des utilisateurs. Confronté à un problème d'outil de gestion, Yves prend le parti de développer une technologie performante de manière à manager l'activité. Son objectif : faciliter l'intermédiation entre concierges et utilisateurs pour tenir la promesse de MY CONCIERGE. Il n'a aucun doute, créer cette technologie lui permettra de satisfaire rapidement la moindre demande utilisateur et augmenter ses revenus.

Sa rencontre avec Nicolas PILLON et Pierre SITBON, deux associés dans le domaine du développement technologique et du marketing de l'offre est déterminante. Ils rejoignent le projet de Yves ABITBOL en octobre 2004 et permettent à MY CONCIERGE de compter 300 utilisateurs en moins d'un an.

Ce pic d'activité provoque une réorganisation au sein de la société qui décide en interne de former des binômes opérationnels/productions pour assurer les relations clients et partenaires.

En 2006, suite au départ de Pierre SITBON, MY CONCIERGE renforce son offre sur un marché mass market en concluant un partenariat avec Jancarthier, agence de voyages installée depuis 40 ans sur le marché du tourisme.

Après plusieurs années sur le marché du voyage, Yves ABITBOL le businessman toujours en quête de développement, comprend que l'immobilier fait face à diverses problématiques associées à des demandes pressantes. Pour répondre à ses membres il crée, en contrat de marque avec un entrepreneur, MY PROPERTY une agence immobilière de luxe qui possède les mêmes caractéristiques de service client que MY CONCIERGE. En 2014, grâce à la combinaison de ses deux offres de service, Yves et ses équipes deviennent la solution de logement du Paris Saint Germain pour l'arrivée des nouveaux joueurs. L'expérience étant au cœur de la stratégie d'Yves ABITBOL, un autre mouvement se fait rapidement ressentir au sein de la société, celui de l'intérêt des clients pour l'organisation d'événements privés ou professionnels. MY CONCIERGE est vite débordée par la demande ce qui incite Yves à créer en 2015 une nouvelle offre de service MY EVENT, dédiée uniquement à l'organisation d'événements, qui d'ailleurs encore aujourd'hui se charge de projets pour de grandes marques telles que Céline, Balmain, BNP Gestion de Patrimoine...

Il faudra une catastrophe nationale et de tristes événements en 2016 qui affectent le pays entier pour décider Yves à fonder sa quatrième offre : MY DMC. En effet, touché par les attentats, la France connaît un épisode d'insécurité qui fait naître une vague de peur dans le cœur des touristes étrangers.

Pour Yves et ses équipes, cette situation est inacceptable. Animer par la passion du voyage et avec l'ambition de défendre le savoir-faire français, MY DMC s'adresse aux agences de voyage et aux travel designers à l'international pour les accompagner dans la création et la production de séjours pour leurs clients.

Deux ans plus tard au côté de Jonathan Raphael, spécialiste du transport, Yves ABITBOL étoffe un peu plus son offre de service en créant MY DRIVER, une société de véhicules propres (modèles électriques ou hybrides uniquement) avec chauffeurs. Avec MY DRIVER, Yves et Jonathan accompagnent d'importantes manifestations telles que la Fashion week, l'événement annuel de One&only ou encore les déplacements de centaines de décideurs.

2018 marque aussi une belle année pour MY CONCIERGE qui devient la conciergerie de la marque Gucci. La mission étant d'améliorer l'expérience clients durant leur séjour à Paris ou leur visite du Flagship Parisien. La Covid mettra malheureusement fin à cette collaboration en 2020.

Fortement impacté par la Covid-19 et les nombreux confinements, MY AGENCY relève la tête en 2021 avant de rejoindre MYHOTELMATCH en juillet 2022.

MY CONCIERGE

MY CONCIERGE est un service d'assistance personnel, sous forme d'abonnement, cherchant à faciliter le quotidien de ses membres. Chacun d'entre eux se voit attribuer un concierge personnel, leur unique interlocuteur à tout moment. De l'envie la plus vague au rêve le plus fou, leur concierge a toujours une idée derrière la tête pour réaliser leurs demandes sur mesure (organisation de voyages, réservation de restaurants ou de places de spectacles...).

Composé de 15 personnes, MY CONCIERGE a réalisé un total de 8100 expériences pour un CA HT de 6 035 410€. Durant la période, MY CONCIERGE a acquis 10% de membres supplémentaires et augmenté son panier moyen de 20%. MY CONCIERGE a également signé deux partenariats avec deux acteurs de luxe dont Pinto, une entreprise spécialisée dans l'architecture d'intérieur pour opérer en tant que Conciergerie Privée en marque blanche. Bien que l'activité d'assistance personnelle garantisse une activité stable tout au long de l'année, MY CONCIERGE connaît quelques pics d'activité, notamment de novembre à décembre et de mai à juin, en préparation des vacances de Noël et d'été.

MY DMC

MY DMC est une agence de voyage réceptive spécialisée sur la France. Son objectif : faire découvrir la France autrement. Que ce soit pour un week-end romantique ou une découverte des régions viticoles, les agences de voyages étrangères font confiance à MY DMC, afin d'organiser pour leurs clients, une expérience sur-mesure et exclusive. Constitué de 2 personnes, 1 concierge et une production recrutée en septembre 2022, MY DMC a réalisé un total de 357 expériences sur la période, générant un CA HT de 233 772€. Sa clientèle, majoritairement composée d'agences de voyage américaines, implique une forte activité du mois de mars à novembre. Parmi les destinations les plus demandées on retrouve Paris, Bordeaux, la Côte d'Azur, la Champagne ainsi que la Normandie (surtout en été).

MY EVENT

MY EVENT donne vie à tous types d'événements, des plus intimistes aux plus grandioses ! Engager le public, provoquer la surprise, générer un impact sont les ingrédients indispensables à la réussite de vos événements, tel est la promesse de MY EVENT. Qu'ils soient professionnels ou personnels, MY EVENT crée des événements qui dépassent les ambitions de ses clients. Avec une seule personne chargée de notre département événementiel, MY EVENT a réalisé 91 expériences sur la période, générant un CA HT de 455 830€. Avec une répartition de 70% BtoB et 30% BtoC, les événements de ces 6 derniers mois ont été majoritairement des anniversaires et voyages de groupe pour la partie BtoC ainsi que l'organisation de réunions, congrès médicaux, séminaires, soirées, cocktails, team building, comex et conseils d'administrations pour le segment BtoB. Avec une typologie de clients BtoB issues de secteurs d'activités comme le luxe, la pharmaceutique, la finance, et la mode, il compte parmi ses clients récurrents des entreprises telles que Balmain, IPHARM, Merck et Mirova.

2.2.2. MY DRIVER

Détenu à 51 % par MY AGENCY, MY DRIVER met à la disposition des entreprises et des particuliers une flotte de véhicules haut de gamme, essentiellement hybrides ou 100% électriques, avec service de chauffeur privé. Ses prestations reposent sur des valeurs fortes comme la ponctualité, la discrétion, l'amabilité et l'élégance. Qu'il s'agisse d'un transfert, d'une délégation ou d'une mise à disposition, ses clients échangent avec un interlocuteur unique assurant les meilleures conditions de prise en charge en temps réel avec ses équipes opérationnelles.

Composé d'un CEO, de 2 assistantes et d'un chauffeur en interne, MY DRIVER travaille avec des chauffeurs indépendants, sélectionnés avec beaucoup de soin, pour répondre à toutes les demandes de ses clients. La qualité des prestations de MY DRIVER repose également sur celle de sa flotte composée d'une Tesla S, d'une Tesla X, de trois EQV, d'un Vito, d'une Classe S, et d'un Range Rover. Entre juillet et décembre 2022, MY DRIVER a effectué un total de 3036 missions générant ainsi un CA HT de 1 049 678 €.

Avec un portefeuille clients représenté à plus de 90% par des clients BtoB, exerçant dans le domaine de la mode, du luxe, de l'événementiel et du corporate, MY DRIVER a connu des périodes de forte activité, au moment de la Fashion Week ainsi qu'aux mois de novembre et décembre, liées aux nombreuses soirées de fin d'année organisées par les entreprises. Parmi les événements marquants de cette période, nous pouvons noter le recrutement d'un nouveau chauffeur en interne et d'une seconde assistante. De plus, le mois de juillet 2022 fut le meilleur mois depuis la création de MY DRIVER.

MY XPERIENCE

MY XPERIENCE est une plateforme développée par et pour MY AGENCY dans le but de regrouper les informations détenues pour chaque client et chaque partenaire. Cette plateforme a été conçue pour répondre au développement de MY AGENCY. En effet, elle fait suite à une constatation simple, celle de vouloir retrouver en un seul point et avec facilité toutes les informations recueillies par la société. Également, MY XPERIENCE s'inscrit dans la volonté de l'entreprise de proposer des expériences sur mesure à chacun de ses clients. Il fallait donc un outil commun à tous les membres permettant de répondre à ces objectifs. Grâce à MY XPERIENCE, les équipes de MY AGENCY ont gagné en productivité.

Côté membre, et afin de répondre au « mobile first » devenu très tendance ces dernières années, MY AGENCY a développé une application permettant aux clients de retrouver les informations pertinentes (factures, réservations, historique, informations...).

Aujourd'hui, MY XPERIENCE est en cours d'amélioration en ce qui concerne la saisie plus intelligente d'informations de manière à rendre le travail des concierges encore plus fluide. Quant à l'application côté utilisateur, une refonte en profondeur va être opérée afin d'améliorer l'ergonomie et le design.

2.2.3. MHM Labs SAS

Constituée en date du 15 juin 2022, la société MHM LABS, société par actions simplifiée unipersonnelle dont le siège social est au 965 avenue de Roumanille à Sophia Antipolis (06410), a pour objet la conception, le développement, la commercialisation, la gestion de tout programme, système, outil, application, ressource, concept, digitaux ou numériques, pour les activités d'agence de voyages en ligne (OTA), assimilées et connexes. MYHOTELMATCH détient l'intégralité du capital et des droits de vote de MHM Labs.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

2.3 Sociétés contrôlées

La liste des sociétés contrôlées au 31 décembre 2022 au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce est présentée ci-dessous :

Forme	Sociétés	N° SIREN	% d'intérêt et de contrôle au 31.12.2022
SAS	MHM Labs	914 382 080	100%
SAS	NYS	479 162 794	100%
SAS	MYR (MY DRIVER)	838 059 244	51%

Prises de participation et/ou de contrôle – Succursales

La Société a constitué, le 15 juin 2022, la SAS MHM Labs, ayant pour objet la conception, le développement, la commercialisation, la gestion de tout programme, système, outil, application, ressource, concept, digitaux ou numériques, pour les activités d'agence de voyages en ligne (OTA), assimilées et connexes, dont elle détient l'intégralité du capital et des droits de vote.

Le 2 juin 2022, la Société a annoncé l'acquisition de 100% des titres de la société NYS (479 162 794 RCS Nanterre, société en procédure de sauvegarde) qui propose des services premium à une clientèle hyper active, urbaine et aisée au travers de ses marques My Concierge, My Event, My Driver, My Travel et My Property.

La société NYS/MyAgency est l'expert du luxe qui accompagne depuis 2004 une clientèle exigeante au quotidien en leur fournissant une offre complète de services sur-mesure pour leur vie privée et professionnelle (conciergerie, événementiel, mobilité, et affaires). Elle met à la disposition de ses membres, du temps d'organisation afin de faciliter leur quotidien par l'intermédiaire d'un concierge personnel, unique interlocuteur à tout moment.

Autres participations

Forme	Sociétés	N° SIREN	% d'intérêt et de contrôle au 31.12.2022
	KMG SERVICES (Tunisie)		33%
SAS	WONE	534 777 255	9%

La Société ne disposait, au 31 décembre 2022, d'aucune succursale.

Informations sur les participations croisées

Néant.

2.4 Comptes sociaux

Les comptes annuels de l'exercice annuel clos le 31 décembre 2022 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Aucun changement de présentation n'a été apporté par rapport à l'exercice précédent.

Compte de résultat social simplifié :

(en €)	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21
Chiffre d'affaires net	0	0
Résultat d'exploitation	-1.030.698	11.061
Résultat financier	290.114	-25.654
Résultat exceptionnel	-33.774	0
Impôts	0	-4 086
Résultat net	-774.358	-10.508

Bilan social simplifié :

(en €)	Au 31/12/22	Au 31/12/21
Actif immobilisé	2.242.545	55.921
Actif circulant	685.870	465.696
Total Actif	2.928.416	521.618
Capitaux propres	-331.492	-3.527.640
<u>Autres fonds propres</u>	997 500	2 802 006
Dettes	2 262 408	1.247.251
Total Passif	2.928.416	521.618

2.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022
Capital en fin d'exercice					
Capital social	826 290	826 290	1 156 290	1 823 047	3 050 348
Nombres d'actions ordinaires	82 628 977	82 628 977	115 628 977	182 304 691	305 034 826
Nombres d'actions à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer :					
- par conversion d'obligations	150 715 849	150 715 849	117 715 849	56 040 135	19 950 000
- par droit de souscription	345 531 324	345 531 324	345 531 324	340 531 324	253 891 324
Opération et résultat					
Chiffres d'affaires (HT)	231 572	209 002	133 632		
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-258 000	-419 516	-29 187 860	5 658	-1 403 649
Impôts sur les bénéfices	-	-	318 950	-4086	
Participation des salariés	-	-			
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-3 962 883	383 800	2 958 904	-10508	-774358
Résultat distribué	-	-			
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotations aux amortissements et provisions		-0,01	-0,25	0,000031	-0,00460
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	-0,05		0,03	-0,000006	-0,00254
Dividende attribué					
Personnel					
Effectif moyen des salariés	1	1	1		
Montant de la masse salariale	36 000	36 000	36 000	15 969	
Montant des sommes versées en avantages sociaux (sécu. soc. œuvres)	13 485	13 569	13 572	6 020	

2.6 Délais de paiement

La décomposition par date d'échéance du solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2022, étant précisé qu'à cette date, la Société n'a pas de créances clients :

Article D.441 I.-2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

Intitulé	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
Nombre de factures concernées						
Montant total (TTC en €) des factures concernées						
% du montant des achats de l'exercice						
% du CA HT de l'exercice						
Aucune facture n'a été exclue.						

Article D.441 I.-1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

Intitulé	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
Nombre de factures concernées	4	6	1		49	56
Montant total (TTC en €) des factures concernées	155 220	18 719	16 328		497 591	541 758
% du montant des achats de l'exercice		1,69	1,47		44,89	48,05
% du CA HT de l'exercice						
Aucune facture n'a été exclue.						

2.7 Dépenses non déductibles fiscalement (article 223 quater du Code général des impôts)

Les comptes de l'exercice écoulé n'incluent aucune dépense ni charge telle que visée aux articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts.

2.8 Autorisation de cautions, avals et autres garanties (articles L.225-35 et R.225-28 du Code de commerce)

Il n'existe pas de garanties données par la Société envers ses filiales.

2.9 Honoraires des commissaires aux comptes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à 36,5 k€, détaillés comme suit :

(En euros)	Audit plus				RBA			
	31/12/22	31/12/21	%	%	31/12/22	31/12/21	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
• Emetteur	22 500	16 000	100,00	100,00	22 500		61,64	
• Filiales intégrées globalement					14 000	14 000	38,36	100,00
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
• Emetteur								
• Filiales intégrées globalement								
Sous-total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
Total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00

3/ INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2022, le capital et les droits de vote de la Société étaient répartis de la façon suivante :

	Nombre d'actions	% du Capital	Droit de vote simple	droit de vote double	Nombre de voix	% total de droits de vote
OTT HERITAGE	88 281 558	28,94%	88 281 558		88 281 558	28,94%
FIPP	34 326 914	11,25%	34 326 914		34 326 914	11,25%
FINAREA CAP PME	28 097 240	9,21%	28 097 240		28 097 240	9,21%
MYRR	13 814 280	4,53%	13 814 280		13 814 280	4,53%
NISALAVARA	12 356 560	4,05%	12 356 560		12 356 560	4,05%
FINANCIERE DU VOYAGE	11 216 720	3,68%	11 216 720		11 216 720	3,68%
URBAIN Xavier	10 000 000	3,28%	10 000 000		10 000 000	3,28%

GAUTHIER Bernard	20 000 000	6,56%	20 000 000	20 000 000	6,56%
KENNIE CAPITAL	9 030 000	2,96%	9 030 000	9 030 000	2,96%
Autres	75 411 554	25,54%	75 411 554	75 411 554	25,54%
Total	305 034 826	100,00%	305 034 826	305 034 826	100,00%

3.1 Actionnariat salarié

➤ Actionnariat salarié nominatif au 31 décembre 2022

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce :

- nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la société au 31 décembre 2022, date de clôture de l'exercice écoulé : néant ;
- nous vous indiquons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du Code de commerce et faisant l'objet d'une gestion collective est égale à 0.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 alinéa 2 du Code de commerce, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

➤ Options d'achat ou de souscription d'actions

La société n'ayant consenti aucune option de souscription d'actions ni aucune option d'achat d'actions, il n'y a pas lieu d'établir le rapport spécial visé par l'article L.225-184 du Code de commerce.

➤ Attribution gratuite d'actions

La société n'ayant attribué aucune action gratuite au personnel salarié ou aux dirigeants de la société, il n'y a pas lieu d'établir le rapport spécial visé par l'article L.225-197-4 du Code de commerce.

4/ PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET DIVIDENDES

4.1 Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2022 de la manière suivante :

Perte de l'exercice clos le 31/12/2022	(774.358) €
Report à nouveau débiteur au 31/12/2022	(12.400.582) €
Montant à affecter	(13.174.940) €
Affectation en totalité, au poste « report à nouveau »	(13.174.940) €

4.2 Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Nous vous rappelons en outre qu'au cours des trois derniers exercices, la Société n'a procédé à aucune distribution exceptionnelle.

5/ DELEGATIONS CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Vous trouverez joint au présent rapport le rapport sur le gouvernement d'entreprise détaillant les délégations de pouvoirs et de compétence en cours de validité octroyées par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce. Ce tableau vous indique l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice.

Nous vous précisons qu'aucune des délégations n'a été mise en œuvre.

SITUATION DES MANDATS

Vous trouverez joint au présent rapport le rapport sur le gouvernement d'entreprise détaillant les mandats sociaux en cours de validité.

6/ CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L.225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Le Président du Conseil d'Administration a donné toutes informations utiles au Commissaire aux Comptes afin de lui permettre d'établir son rapport spécial sur les conventions visées par les articles L.225-38 et suivants du Code de commerce.

Il vous sera donné lecture de ce rapport.

Par ailleurs, nous vous informons qu'aucune convention n'a été conclue par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société avec une filiale.

7/ PRISE EN COMPTE DES CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

En application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, la Société n'est pas soumise à la déclaration de performance extra-financière.

Nous vous communiquons ci-dessous les informations listées à l'article R.225-105-1 du Code de commerce, que la Société a jugées pertinentes sur la manière dont elle prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités.

Ces informations sociales, environnementales et sociétales, tant quantitatives que qualitatives, sont fournies pour l'année 2022 sur l'ensemble du périmètre consolidé du Groupe.

7.1. Informations sociales

Le Groupe n'est par ailleurs pas soumise à une réglementation particulière en matière d'environnement, de sécurité et de protection des salariés.

8/ DISPOSITIF ET DESCRIPTION DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE

Les opérations concourant à l'exercice de l'activité sociale de la Société comme à leur traduction dans les comptes sont vérifiées, avec pour objectif général de respecter ou faire respecter les lois, règlements et normes en vigueur, et de mettre tout en œuvre pour éviter la survenance de sinistres susceptibles de mettre en cause la pérennité de la Société.

Le dispositif de contrôle et de suivi vise à couvrir les principaux risques identifiés ainsi qu'à définir les pistes d'améliorations des procédures de contrôle interne.

8.1. Procédures de contrôle interne liées aux risques financiers

Toute question relevant de ce domaine est systématiquement examinée par le Président Directeur Général qui fait un point régulier sur la gestion de la trésorerie et les besoins de financement.

8.2. Procédures de contrôle interne liées aux risques juridiques et contentieux

Les risques juridiques sont suivis au sein du Conseil d'administration qui s'assure du bon respect de la réglementation applicable à l'activité de la Société.

8.3. Procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration de l'information financière et comptable

Les données comptables liées à l'activité de la Société sont transmises par des cabinets spécialisés.

Il en est de même pour les informations relatives au traitement des salaires et des déclarations sociales et fiscales y afférent puis enregistrées en comptabilité.

Chaque arrêté comptable fait l'objet d'un contrôle du Service du Contrôle de Gestion qui analyse les écarts de résultats en prévision du budget et des prévisions de clôture.

L'information financière et comptable est ensuite vérifiée par les Commissaires aux Comptes, puis en Conseil d'Administration.

8.4. Procédures de contrôle interne relatives aux risques liés à l'environnement digital de la Société

Pour répondre à la première problématique relative aux risques de hacking/piratage, une réplique sécurisée de l'outil MyHotelMatch permet d'assurer la continuité du service en cas de piratage.

Concernant la fuite de données, MyHotelMatch subit des tests réguliers de sécurité qui permettent d'éviter les intrusions. Il existe également un autre risque de perte de données qui serait lié à une défaillance de sauvegarde sur serveur, risque auquel MyHotelMatch se protège en procédant à des sauvegardes incrémentales et journalières de ses données.

9/ FACTEURS DE RISQUES

Le présent chapitre présente les principaux risques propres à la Société sur la base des risques dont la Société a connaissance à la date du présent rapport.

Le présent chapitre présente également les dispositifs de maîtrise desdits risques que la Société a déjà mis en place.

La Société a procédé à une revue des principaux risques qui lui sont propres et qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sa capacité à réaliser ses objectifs. A la date du présent rapport, la Société n'a pas connaissance d'autres risques significatifs que ceux présentés dans le présent chapitre.

D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée par la Société, à la date du présent rapport, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

9.1. Risques liés à l'activité hôtelière et voyage

La Société était dans une situation de prospection et de redéploiement de ses activités.

C'est dans cette perspective qu'elle a initié au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 le retournement stratégique de ses activités afin de se concentrer sur l'activité MyHotelMatch.

Il est rappelé que, dans ce cadre, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 8 avril 2022 a notamment modifié son objet social et sa dénomination sociale et que la Société a acquis les actifs immatériels lui permettant d'exploiter et de développer le concept MyHotelMatch.

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

La Société est actuellement concentrée sur le développement de sa solution « MyHotelMatch » en vue du lancement d'une première version test pour le premier semestre 2023 suivie, le cas échéant, de sa commercialisation au public.

La récente acquisition en 2022 par la Société de la société NYS/MY AGENCY a permis de récupérer 17 années de données pour améliorer la construction de MyHotelMatch et faire correspondre des profils de voyageurs à des établissements hôteliers lors de séjours déjà organisés.

A ce jour, NYS/MY AGENCY accomplit ce travail de matching de manière manuelle comme une agence de voyage traditionnelle et l'objectif de la Société serait de le faire de manière digitale au travers de sa solution MyHotelMatch.

L'équipe de développement de la Société travaille actuellement sur cette phase test avec la construction de la plateforme.

9.2. Risques liés au piratage/hacking

MyHotelMatch, entreprise digitale, peut se retrouver confrontée à des risques de hacking/piratage qui empêcheraient la continuité du service ou pourraient créer des pertes de données.

Dans le cadre du développement de son application, MyHotelMatch a mis en place une stratégie de protection face au risque de piratage. Elle protège les données échangées par chiffrement asymétrique. L'intégralité des interfaces est accessible uniquement via le protocole https et les certificats SSL résultants. Par ailleurs, afin de renforcer l'intégrité des données, MyHotelMatch met en place une stratégie de sauvegarde bi-journalière ainsi qu'une réplication multi-facteur des bases de données. Cela permettra de proposer une continuité de service en prévention de défaillances. Par ailleurs, MyHotelMatch fait appel à plusieurs fournisseurs d'infrastructure afin de se protéger face à l'interruption de service de l'un d'entre eux. Les données sont, à ce jour, localisées exclusivement en France. De plus, MyHotelMatch implémentera un chiffrement symétrique des données sensibles

clients dont la clé ne sera connue que du client lui-même. MyHotelMatch considère que le client est propriétaire des données qu'il fournit. Celui-ci peut décider de les supprimer à tout moment sur simple demande.

9.3. Risques liés à l'environnement digital

Dans le cadre de son redéploiement, du développement du concept MyHotelMatch et de la poursuite corrélative de son exploitation, la Société est soumise à une forte pression concurrentielle compte tenu en particulier de la présence sur ce marché d'autres Online Travel Agencies (OTA) telles que Booking, Expedia...

9.4. Risques liés aux liquidités

La stratégie de MyHotelMatch dépend de sa capacité à mobiliser des ressources financières, soit sous la forme d'emprunts, soit sous la forme de capitaux propres ou sous la forme de crédits « Impôt Recherche », afin de financer son exploitation, la construction de la plateforme et ses projets futurs, la reconstitution de ses capitaux propres ainsi que son activité courante. Il est possible, en cas par exemple d'événements affectant le marché de l'hôtellerie ou de crise internationale affectant les marchés financiers, que la Société connaisse des périodes d'incertitudes sur la poursuite d'exploitation si elle ne dispose pas à un moment de l'accès souhaité aux liquidités dont elle aurait besoin pour de nouvelles acquisitions ou lors de la mise en place du nouveau projet de développement et de restructuration et ait ainsi des difficultés à mobiliser les fonds nécessaires ou à les obtenir à des conditions intéressantes.

9.5. Risques liés au produit

Les 3 enjeux et les risques associés du développement de la plateforme MyHotelMatch sont les suivants :

- Intégration de la technologie Amadeus comme outil de disponibilité, prix et réservation.
- Intégration des API (interface de programmation d'application) avec les différentes briques technologiques permettant le référencement et la communication avec les utilisateurs.
- L'algorithme de *matching* qui doit prouver sa performance sur chaque proposition.

9.6. Risques de contrepartie

Le risque de contrepartie désigne le risque que la contrepartie ne soit pas en mesure d'exécuter ses obligations financières selon les termes du contrat ou de la transaction à laquelle elle participe ; le risque de contrepartie concerne les créances clients, les autres créances liées à l'activité.

10/ CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports des Commissaires aux comptes.

11/ GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

En application des dispositions des articles L. 225-68 et L.22-140-20 du Code de commerce, le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise est joint en annexe.

12/ Programme de rachat d'actions (article L. 22-10-62 du Code de commerce)

Conformément à la loi, nous vous indiquons, qu'il n'y a eu au cours de l'exercice aucune opération d'achat ou de vente d'actions propres.

13. État récapitulatif des opérations visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier (article 223-26 du Règlement Général de l'AMF)

Aucune opération n'ayant été réalisée et/ou portée à notre connaissance au cours de l'exercice écoulé, le tableau récapitulatif visé par l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier n'est en conséquence pas requis au titre de l'exercice 2022.

14/ Opérations d'attribution d'actions réalisées

En vertu des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 et L. 22-10-59 du Code de commerce et opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186, L. 22-10-56 et L. 22-10-57 du Code de commerce

Aucune action n'ayant été attribuée gratuitement au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, ni aucune opération réalisée en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186, L. 22-10-56 et L. 22-10-57 du Code de commerce, les rapports visés aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 et L. 22-10-59 du Code de commerce n'ont pas lieu d'être établis.

15/ Prêts interentreprises (article L. 511-6 du Code monétaire et financier)

La Société n'a consenti, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, aucun prêt à moins de deux (2) ans, à titre accessoire à son activité principale, à des microentreprises, des PME ou des entreprises de taille intermédiaire avec lesquelles elle entretient des relations économiques le justifiant.

16/ Tableau des résultats

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq (5) derniers exercices.

ooo ooo ooo

Nous vous demandons, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes, de bien vouloir approuver les comptes sociaux tels qu'ils vous sont présentés.

Le Conseil d'administration

ANNEXE 8 - Rapport de gestion du groupe

MyHotelMatch

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 3.401.580,26 euros
Siège social : 965, avenue Roumanille, CoworkOffice, Bâtiment A Bureau 201 – 06410 Biot
542 030 200 RCS Antibes
(la « Société »)

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE AU TITRE DES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Chers Actionnaires,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle, afin de vous rendre compte de l'activité du groupe dont la Société est la tête durant l'exercice clos le 31 décembre 2022, des résultats de cette activité, des perspectives et soumettre à votre approbation les comptes consolidés dudit exercice.

Nous vous rappelons que, conformément aux prescriptions légales, tous ces documents sont restés à votre disposition, au siège social, pendant les quinze jours qui ont précédé l'Assemblée en même temps que le rapport des Commissaires aux comptes.

Nous vous demandons de bien vouloir nous en donner acte.

1/ ACTIVITE DU GROUPE

1.1 Situation de l'ensemble consolidé durant l'exercice écoulé

La Société, dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, a pour activité l'exploitation d'une plateforme de voyage nouvelle génération qui, basée sur les principes des sites de rencontre, propose de faire « matcher » des hôtels et des voyageurs en se basant sur des caractéristiques fixes et variables renseignées volontairement sur chaque profil utilisateur.

C'est ainsi est la première plateforme de réservation d'hôtels basée sur l'ultra profilage volontaire et mutuel qui permet aux voyageurs et hôteliers de dévoiler leurs atouts, leurs attentes et leurs désirs. Inspirée des sites de rencontre et à contre-courant de la tendance du choix de masse d'hôtels sur les sites de réservation en ligne (OTA) qui utilisent essentiellement le *ranking* par prix par chambre et par nuit, MyHotel Match insufflé de la clarté, de la fraîcheur et avant tout de la convivialité et une gamification auprès des deux acteurs d'un séjour réussi : les voyageurs et les hôteliers. Ce principe s'appuie sur l'honnêteté, qualité qui va créer une atmosphère de confiance entre voyageurs et hôteliers ainsi que le partage d'informations, qui lui est essentiel pour que le *matching* soit optimal.

La Société a été introduite sur le compartiment C d'Euronext Paris le 25 juin 2007.

Sa capitalisation boursière au 31 décembre 2022 s'élève à 8 540 975,128 €, sur la base d'un cours de bourse de 0,0280 €/action au 8 juin 2023.

La Société détient deux filiales, MHM Labs, créée en juin 2022 et détenue à 100% par la Société, et MY AGENCY/NYS, dont la Société a acquis 100% des titres en juillet 2022 et qui détient elle-même deux filiales, MYR (MYDRIVER) et KMG SERVICES (le « Groupe »).

1.2 Compte rendu d'activité du groupe

La Société n'a réalisé aucun chiffre d'affaires au titre de l'exercice écoulé, mais plusieurs avancées significatives des projets sont à constater.

Tout d'abord, les travaux amorcés au premier semestre par le Groupe OPEN avec qui nous avons étroitement travaillé sur :

- ✓ La création d'un POC (preuve de concept), sous forme d'une démonstration interactive avec un algorithme allégé de recommandation d'hôtels (sur une base figée d'établissements). Cela permet à l'équipe MyHotelMatch de fournir un support visuel de qualité dans le cadre de ses démarches commerciales.
- ✓ Le développement d'un moteur de recommandation d'hôtels pour assister les concierges de MY AGENCY/NYS (secteur grand luxe) lors de la réservation de lieux de séjour. L'algorithme de recommandation est basé sur du « *collaborative-filtering* ». Des améliorations « *content-based* » sont mises en place pour répondre à la stratégie d'amélioration de l'algorithme de *matching*.
- ✓ Le déploiement privé d'une solution de *chatting* sur un des hôtels pilotes afin d'évaluer l'apport de proposer des premiers échanges entre les équipes de l'hôtel et les voyageurs naviguant sur le site web. La possibilité de discuter est proposée sur toutes les pages de présentation des chambres, mais également sur la page de réservation, pour « inciter » le passage à l'acte, c'est-à-dire conclure la réservation.

Nous sommes intimement convaincus que la combinaison d'une expérience humaine et personnalisée associée à une technologie fine de recommandation permettra au produit MyHotelMatch de se différencier pour attirer et retenir ses futurs utilisateurs et clients.

1.3 Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du Groupe. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens. Pour les transactions ne concernant que des services, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus. Pour le chiffre d'affaires et les résultats relatifs aux contrats, le Groupe applique la méthode du pourcentage d'avancement. Toute perte à terminaison probable est immédiatement constatée.

Chiffre d'affaires comparatif

Libellé	2022	2021
Ventes de marchandises		
Production vendue de biens		
Production vendue de services	7 718 421	
Produits des activités annexes	29 362	
Ventes et Production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés	5 185	
Pertes de change sur ventes de biens		
Pertes de change sur ventes de produits		
Pertes de change sur ventes de services		
Gains de change sur ventes de biens		
Gains de change sur ventes de produits		
Gains de change sur ventes de services		
Chiffre d'affaires	7 752 968	

Le chiffre d'affaires consolidé 2022 est principalement composé du chiffre d'affaires de la société NYS.

La reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires de la société NYS se font dès qu'il y a accord sur la chose et sur le prix entre le client et la société.

1.4 Activités en matière de recherche et développement

La Société n'a pas exercé d'activités réputées de recherche et développement au sens de la définition du crédit impôt recherche au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Toutefois, notre filiale MHM Labs a signé le 5 mai 2023, un contrat de prestation de recherche de financement innovation. Celui s'appliquera aux investissements en ressources et matériels dédiés à la recherche, à l'innovation et au développement.

Le crédit d'impôt recherche (CIR) a pour but d'encourager les entreprises à engager des activités de recherche et développement (R&D). Le taux du CIR varie selon le montant des investissements.

1.5 Evènements importants survenus depuis la clôture du 31 décembre 2022

- Déploiement de la version bêta

2023 est synonyme de construction pour MyHotelMatch puisque nous avons déployé en mars dernier la version bêta de notre application mobile sur les stores. Cette version privée a été testée par un groupe d'ambassadeurs composé de dix hôteliers et dix voyageurs dans le but de récolter les premiers retours sur la facilité de navigation, la prise en main de l'application et les ressentis de chacun. Ces retours sont précieux pour l'équipe qui continue de développer les différentes fonctionnalités avec pour objectifs une version aboutie disponible en juin 2023. Avant son lancement en septembre 2023, cette dernière passera entre les mains d'ambassadeurs hôteliers et voyageurs.

- Signature d'un contrat technologique avec Amadeus

Un autre événement majeur pour MyHotelMatch survenu en mars 2023 est la signature d'un contrat technologique avec la plateforme Amadeus, l'un des leaders mondiaux des technologies du voyage. Cette collaboration majeure est un formidable accélérateur pour la solution de matching de MyHotelMatch qui va intégrer la technologie Amadeus directement dans son application. Cette technologie intégrée de façon personnalisée par les équipes MyHotelMatch, permet à l'application de proposer à la réservation l'offre hôtelière d'Amadeus (dont des hébergements de luxe répartis dans plus de 190 pays) avec les tarifs préférentiels négociés auprès des hôteliers par la division Luxe, MY AGENCY.

En alliant le contenu hôtelier d'Amadeus à la technologie de matching de MyHotelMatch, les voyageurs bénéficient d'une solution de réservation de voyage inédite qui leur permet d'avoir accès à des propositions de séjours de luxe mieux adaptées à leurs attentes et leurs besoins grâce au profiling réalisé en amont et aux interactions avec les hôteliers.

Ce contrat permet aussi de valider la qualité des équipes MyHotelMatch déjà capables de construire des partenariats avec des géants. Cela sera aussi le cas demain lorsque nous conclurons avec les géants de l'hôtellerie de luxe et haut de gamme.

- Intégration d'algorithmes de machine learning

Pour améliorer la qualité de nos services, nous avons intégré des algorithmes de machine learning dans notre plateforme de recommandation d'hôtels. Nous utilisons également ChatGPT pour répondre aux questions de nos clients de manière plus précise et personnalisée. L'intelligence augmentée donne comme un exosquelette à nos concierges et à nos équipes pour faire plus et mieux.

- Renforcement de l'équipe technique

L'équipe technique et produit s'est vue renforcée grâce à l'arrivée de nouveaux talents. Nous avons recruté deux développeurs Fullstack, un développeur Frontend, un Data Scientist, un Designer de produit et un Chef de produit. Leur expérience et leur expertise nous permettent d'accélérer la cadence de développement de la plateforme et d'assurer un haut niveau de qualité pour les produits. Bien entendu, les recrutements ne s'arrêtent pas là puisque le développement continu de l'application ainsi que l'évolution des contrats et l'augmentation de la demande client nécessitent la constitution d'une équipe plus importante.

1.6 Evolution prévisible de la situation

Nous espérons augmenter nos marges et développer notre chiffre d'affaire pour la Société et l'ensemble de ses filiales.

2/ COMPTES CONSOLIDES

2.1 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date d'acquisition, qui correspond à la date à laquelle le Groupe en a obtenu le contrôle, et ce jusqu'à la date à laquelle l'exercice de ce contrôle cesse.

Le contrôle existe lorsque la Société détient le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une activité économique afin d'en obtenir des avantages.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées. En revanche, les sociétés ad hoc dont l'impact sur les comptes consolidés est significatif sont consolidées en intégration globale.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans les actifs nets évalués à leur juste valeur, est comptabilisé en goodwill.

Au 31 décembre 2022, le périmètre comprenait 4 sociétés.

Société	Forme juridique	SIREN	Adresse siège social	% Contrôle	% Intérêt	Méthode consolidation
MYHOTELMATCH	SA	542 030 200	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Société mère
MHM Labs	SAS	914 382 080	965 AV ROUMANILLE SOPHIA ANTIPOLIS 06410 BIOT	100%	100%	Intégration globale
MYR (MY DRIVER)	SAS	838 059 244	58 AV D'ITENA 75116 PARIS 16	51%	51%	Intégration globale
NYS	SAS	479 162 794	29 RUE EMILE DUCLAUX 92150 SURESNES	100%	100%	Intégration globale
KMG SERVICES			TUNISIE	33%	33%	Non consolidé
WONE	SAS	534 777 255	127 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORE 75008 PARIS	9%	9%	Non consolidé

2.2 Comptes consolidés

Les comptes annuels consolidés, couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 9 juin 2023.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2022 et disponibles sur le site : <https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting>.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, à l'exception des évolutions normatives suivantes :

Nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2022 sont sans impact sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2022. Elles concernent principalement :

- IFRS 17 – Contrats d'assurance

Normes et interprétations applicables par anticipation

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2022.

Compte de résultat consolidé simplifié :

(en k€)	Du 01/01/22 au 31/12/22	Du 01/01/21 au 31/12/21
Comptes consolidés, normes IFRS		
Chiffre d'affaires	7 753	0
Résultat opérationnel courant	-658	11
Résultat opérationnel	-801	11
Coût de l'endettement financier net	-12	-26
Résultat net	-571	-11
Part du groupe	-706	-11
Intérêts minoritaires – Participations ne donnant pas le contrôle	135	
Nombre d'actions au 31 décembre 2022 (après déduction auto-contrôle)	305 034 826	182 304 691
Résultat net par action part du Groupe hors auto-contrôle (en €)	-0,002314218	-0,00005763

Etat des produits et charges comptabilisés :

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Chiffre d'affaires	5.1	7753	
Achats consommés	5.2	-6179	-1
Charges de personnel	5.4	-849	-210
Charges externes	5.3	-1306	-22
Impôts et taxes	5.5	-19	-2
Dotations nettes aux amortissements	5.6	-90	-20
Dotations nettes aux provisions			266
Variation de stocks de produits en cours			
Autres produits et charges d'exploitation	5.7	33	
Résultat opérationnel courant		-658	11
Autres produits et charges opérationnels	5.8	-143	
Résultat opérationnel		-801	11
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	
Coût de l'endettement financier brut	5.9	-12	-26
Coût de l'endettement financier net		-12	-26
Autres produits et charges financiers		297	
Quote part du résultat des entreprises associées		0	
Impôt sur le résultat	6.2	-55	4
Résultat net		-571	-11

Part du groupe		-706	-11
Intérêts minoritaires - Participation ne donnant pas le contrôle		135	
Nombre d'actions sous déduction Auto-contrôle		305 034 826	182 304 691
Résultat net par action part du Groupe hors Auto-contrôle en Euros		-0,002314218	-0.00005763
Résultat dilué		-0,001	-0,00002

Bilan consolidé simplifié :

(en k€)	Au 31/12/22	Au 31/12/21
Actifs non courants	3 529	56
Actifs courants	3 940	466
Actifs destinés à la vente	-	-
Total Actif	7 469	522
Capitaux propres	-36	-3 526
Passifs non courants	3 610	
Passifs courants	3 894	4 049
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	-	-
Total Passif	7 469	522

Actif du bilan :

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Actif non courant			
Ecart d'acquisition	4.1	1075	
Immobilisations incorporelles	4.2	443	
Immobilisations corporelles	4.3	154	54
Droits d'utilisation	4.4	1735	
Investissements dans des filiales et co-entreprises		14	
Autres actifs financiers non courant		110	2
Impôts différés		0	
Total actif non courant		3529	56
Actif courant		0	
Stocks		0	
Clients	4.7	1911	377
Autres créances opérationnelles		0	
Actifs d'impôts exigibles		0	
Autres actifs		674	88
Actifs financiers de gestion de trésorerie courant		0	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	1354	0
Total actif courant		3940	466
Actifs destinés la vente		0	
Total de l'actif		7469	522

➤ **Passif du bilan :**

En Milliers d'euros	NOTES	2022	2021
Capitaux propres			
Capital et primes		12787	8816
Réserves consolidées		-12344	-12334

Résultat de l'exercice (Part du groupe)		-706	-11
Total des capitaux propres Part du Groupe		-263	-3528
Intérêts Minoritaires - Participations ne donnant pas le contrôle		227	
Total des capitaux propres		-36	-3528
Passif non courant		0	
Emprunts et dettes financières (part à + 1 an)	4.10	3610	1828
Impôts différés		0	
Provisions non courantes		0	
Total passif non courant		3610	1828
Passif courant		0	
Fournisseurs	4.11	1540	252
Emprunts et dettes financières (part à - 1 an)	4.10	1257	1805
Dettes d'impôt sur le résultat		0	
Provisions courantes		0	
Avances et acomptes reçus	4.11	156	
Autres dettes opérationnelles		0	
Autres passifs	4.11	941	165
Total passif courant		3894	2222
Total des capitaux propres et passif		7469	522

2.3 Analyse de l'évolution de la situation financière et de l'endettement du groupe

Dettes financières

Endettement courant et non courant

Libellé	Ouverture	Clôture
Emprunts obligataires	997 500	
Emprunts auprès établiss. de crédit		691 030
Dettes location (part +1 an)		1 585 458
Dépôts et cautionnements reçus		
Emission titres part. & avances de l'Etat		
Compte courant d'associés	716 538	1 206 339
Autres emprunts et dettes assimilées		
Intérêts courus sur emprunts	113 914	127 277
Dettes rattachées à des participations		
Endettement non courant	1 827 952	3 610 104
Emprunts obligataires	1 804 507	997 500
Emprunts auprès établiss. de crédit		103 865
Dettes location (part -1 an)		149 055
Emission titres part. & av. de l'Etat		
Autres emprunts et dettes assimilées		
Concours bancaires trésorerie passive		6 428
Concours bancaires dettes		479
Intérêts courus non échus - passif		
Endettement courant	1 804 507	1 257 327
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>		
Endettement courant		
Endettement non courant		

Les dettes financières se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts obligataires	374 150		43 006	51 607	64 509	64 509	150 519
Emprunts auprès établis. de crédit	316 880		44 711	95 804	67 066	67 066	42 233
Dettes location (part +1 an)	1 585 458		129 310	135 776	194 118	203 824	922 430
Dépôts et cautionnements reçus							
Emission titres part. & avances de l'Etat							
Compte courant d'associés	1 206 339						1 206 339
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts	127 277	4 772		122 505			
Dettes rattachées à des participations							
Endettement non courant	3 610 104	4 772	217 027	405 692	325 693	335 399	2 321 521
Emprunts obligataires	997 500	997 500					
Emprunts auprès établis. de crédit	103 865	103 865					
Dettes location (part -1 an)	149 055	149 055					
Emission titres part. & av. de l'Etat							
Autres emprunts et dettes assimilées							
Intérêts courus sur emprunts							
Concours bancaires trésorerie passive	6 428	6 428					
Concours bancaires dettes	479	479					
Intérêts courus non échus - passif							
Endettement courant	1 257 327	1 257 327					
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Endettement courant							
Endettement non courant							

Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation

Comparatif annuel:

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs		
Dettes sociales		
Dettes fiscales hors IS		
Dettes liées à l'intégration fiscale		
Passifs sur contrat		
Etat - impôts sur les bénéfices		
Comptes courants - passif		
Dettes s/ acquis. d'actifs		
Dividendes à payer		
Instruments financiers passif		
Autres dettes		
Charges à payer Quote part pertes SNC		
Produits constatés d'avance		
Compte de liaison passif		
Autres passifs non courants		
Dettes fournisseurs	251 923	1 540 265
Avances acomptes reçus sur commandes		156 131
Fournisseurs et comptes rattachés	251 923	1 696 396
Instruments financiers passif		
Dettes sociales	89	253 143
Dettes fiscales hors IS	52 912	438 482

Impôts différés - passif		
Etat - impôts sur les bénéfices		54 956
Dettes s/ acquis. d'actifs		
Autres dettes	111 875	154 821
Intérêts courus sur dettes		
Ecart de conversion passif		
Produits constatés d'avance	0	39 666
Autres passifs courants	164 876	941 068
Passifs non courants détenus en vue de la vente		
Passifs relatifs à des activités abandonnées		
Passifs non courants détenus en vue de la vente & act abandon.		

Les fournisseurs et comptes rattachés, les autres dettes et compte de régularisation se décomposent par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
Impôts différés - passif						
Dettes fournisseurs						
Dettes sociales						
Dettes fiscales hors IS						
Dettes liées à l'intégration fiscale						
Etat - impôts sur les bénéfices						
Comptes courants - passif						
Dettes s/ acquis. d'actifs						
Dividendes à payer						
Instruments financiers passif						
Autres dettes						
Charges à payer Quote part pertes SNC						
Produits constatés d'avance						
Compte de liaison passif						
Autres passifs non courants						
Dettes fournisseurs	1 540 265	1 540 265				
Avances, acomptes reçus sur commandes	156 131	156 131				
Dettes d'exploitation	1 696 395	1 696 395				
Instruments financiers passif						
Dettes sociales	253 143	253 143				
Dettes fiscales hors IS	438 482	438 482				
Impôts différés - passif						
Etat - impôts sur les bénéfices	54 956	54 956				
Dettes s/ acquis. d'actifs						
Autres dettes	154 821	154 821				
Intérêts courus sur dettes						
Ecart de conversion passif						
Produits constatés d'avance	39 666	39 666				
Autres passifs courants	941 068	941 068				

2.4 Honoraires des Commissaires aux comptes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à 36,5 k€, détaillés comme suit :

(En euros)	Audit Plus	RBA
------------	------------	-----

	31/12/22	31/12/21	%	%	31/12/22	31/12/21	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	22 500	16 000	100,00	100,00	22 500		61,64	
Filiales intégrées globalement					14 000	14 000	38,36	100,00
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
Total	22 500	16 000	100	100	36 500	14 000	100,00	100,00

3/ PRISE EN COMPTE DES CONSEQUENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES DE L'ACTIVITE

En application des dispositions de l'article L.225-102 du Code de commerce, le Groupe n'est pas soumis à la déclaration de performance extra-financière.

Les informations sociales, environnementales et sociétales, tant quantitatives que qualitatives, sont fournies pour l'exercice 2022 sur l'ensemble du périmètre consolidé du Groupe au paragraphe 7 du rapport de gestion.

4/ GESTION DES RISQUES ET INCERTITUDES

Les informations relatives à la gestion des risques et incertitudes sont fournies pour l'exercice 2022 sur l'ensemble du périmètre consolidé du Groupe au paragraphe 9 du rapport de gestion.

5/ PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne sont fournies pour l'exercice 2022 sur l'ensemble du périmètre consolidé du Groupe au paragraphe 8 du rapport de gestion.

ooo ooo ooo

Conformément aux articles L. 225-100 et L.233-16 du Code de commerce, nous vous demandons, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes, de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous sont présentés.

Le Conseil d'administration

ANNEXE 9 - Rapport sur le gouvernement d'entreprise

MyHotelMatch

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 3.401.580,26 euros
Siège social : 965, avenue Roumanille, CoworkOffice, Bâtiment A Bureau 201 – 06410 Biot
542 030 200 RCS Antibes
(la « Société »)

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que votre Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce.

Le Conseil a décidé d'opter pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur général.

En conséquence, Monsieur Yves Abitbol a été nommé Directeur général et assume sous sa responsabilité la Direction Générale de la Société.

En application des statuts, cette décision a été prise pour une durée expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Sauf modification du mode d'exercice de la Direction Générale, la présente indication ne sera pas reprise dans les rapports ultérieurs.

CONVENTION(S) CONCLUE(S) PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE AVEC UNE FILIALE

En application des dispositions légales, nous vous indiquons les conventions intervenues, directement ou par personne interposée, avec le directeur général, l'un des administrateurs, l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% de notre société.

A l'exclusion des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales :

MYHOTELMATCH				
REF	CONTRATS	PARTIES	DATE	DESCRIPTION
20220105S004	Contrat de service	O&T Partners	05/01/2022	Contrat PS Mise à disposition Personnel-O&T Partners Effet 01/01/2022
20220105S005	Contrat de service	Ott Heritage	05/01/2022	Contrat de conseil et PS Ott Heritage - Effet 01/01/2022
20220630S005	Cession de créance	Ott Partners Limited Ott Heritage	30/06/2022	Cession de créance 330 000 euros pour 33 000 euros

20220630S004	Cession de créance/indemnité transactionnelle	O& T Partners Ott Heritage	30/06/2022	Cession de créance 250 000 euros pour 25 000 euros
20221223S002	Contrat de prêt titres	Ott Heritage	23/12/2022	Contrat de prêt titres 1033 300 actions MHM pour règlement 43 Nord LLC
20221231S001	Cession de créance	O& T Partners Ott Heritage	31/12/2022	Cession de créance 175 478,57 euros

Liste des personnes impliquées à la convention réglementée conclue au cours de l'exercice :

- ✓ Monsieur Jean-François OTT, Président du Conseil d'administration, bénéficiaire économique des sociétés O&T Partners, OTT Partners Limited, OTT Heritage.

En effet, compte tenu de la communauté totale des membres des Conseils d'administration entre les sociétés intéressées par la conclusion de cette convention, le Conseil d'administration n'a autorisé préalablement la convention susvisée, qui doit donc être soumise à ratification, dans les conditions de l'article L 225-40 du Code de commerce, de l'assemblée générale.

LISTES DES FONCTIONS ET MANDATS EXERCES

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-37-4 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires, sociaux de la Société durant l'exercice.

Prénom, nom et adresse professionnelle	Principale fonction dans la Société	Date de 1ère nomination	Echéance du mandat	Autres fonctions en cours	Mandats dans une autre société
Jean-François OTT	Président du Conseil d'Administration	13/12/2021	AGOA 2026	NEANT	SCI PRA GAILLARD, MAISON SAINT MEDARD, OTT PROPERTY, SOCIETE HOTELIERE CHAUNY ET CANNES, OTTELIER SERVICES LA BOURBOULE, SCI OTTAN, FAMILLE OTT, NEGOCIANTS EN VIN A SAINT MEDARD EN PROVENCE, O&T PARTNERS, COURBET S A, THE HOLLYWOOD HOTEL CANNES, SOCIETE CANNOISE D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (SCEP), LES VIGNOBLES DE LA FAMILLE OTT, LA PRAGUOISE, MHM LABS, OTTELIER SERVICES CANNES, LA VILLA WINDSOR, OTT HERITAGE, LA CABANE DES RICAINS, LES VIGNOBLES DE SAINT MEDARD, LES MAUVARRES, OTT HOLDINGS LIMITED
Yves ABITBOL	Directeur Général	02/05/2023	AGOA 2026	NEANT	Président de la SAS NYS Gérant de la SCI MYRR
Alain DUMENIL	Administrateur	13/12/2021	AGOA 2024	NEANT	Président du Conseil d'Administration des sociétés Acanthe Développement et Smalto ; Directeur Général de la société ACANTHE DÉVELOPPEMENT depuis le 31 juillet 2018 ; Administrateur des sociétés : Ardor Capital SA, Ardor Investment SA, Cadanor, Dual Holding, Foncière 7 Investissement, MyHotelMatch, Gepar Holding, Smalto, Zenessa ;

					Administrateur et Président de la société Agefi devenue Publications de l'Économie et de la Finance AEF SA ; Administrateur Délégué des sociétés Alliance Développement Capital SIIC (ADC SIIC), Design & Création, Ingéfin, Védran ; Gérant des sociétés : Editions de l'Herne, GFA du Haut Béchnignol, Padir, Société Civile Mobilière et Immobilière JEF, Suchet, Valor.
Bradley TAYLOR	Administrateur	16/02/2022	AGOA 2024	NEANT	Président de la société Iconic Labs, PLC (Londres, Royaume-Uni). Vice-président exécutif de la société Ott Ventures (Washington, DC, Etats-Unis). Entrepreneur et conseiller de la société Courcellette Holdings (Washington, DC, Etats-Unis).
Stefan RADSTROM	Administrateur	08/04/2022	AGOA 2028 statuant sur les comptes 2027	NEANT	Directeur de l'exploitation et Directeur général de la société The Mozart Prague (France / Prague).
Charlotte GAUTHIER	Administrateur	08/04/2022	AGOA 2028 statuant sur les comptes 2027	NEANT	NEANT
Joël RUBINO	Administrateur	04/04/2023	AGOA 2029 statuant sur les comptes 2028	NEANT	RCUBE, ADT MYHOTELMATCH, DJOUROM, APICUBE FRANCE, VACHE POURPRE

TABLEAU DES DELEGATIONS

DELEGATION DE COMPETENCE

Assemblée générale extraordinaire du 29/07/2022 : Autorisation au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions dans le cadre du dispositif des articles L. 22-10-62 et L. 225-210 et suivants du Code de commerce

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, a

autorisé le Conseil d'administration, conformément à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les propres actions que la Société détiendrait par suite de la mise en œuvre des programmes de rachats d'actions décidés par la Société, dans la limite de 10 % du nombre total d'actions composant le capital social par période de vingt-quatre (24) mois, et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des actions annulées et leur valeur comptable sur tous postes de réserves et de primes disponibles ;

délégué, en conséquence, tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour réaliser toute opération d'annulation d'actions qui pourrait être décidée en vertu de la présente autorisation, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités requises ;

décidé que la présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée, et prive d'effet, à compter de ce jour, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Assemblée générale extraordinaire du 29/07/2022 : Autorisation au Conseil d'administration en vue de réaliser un Regroupement des actions de la Société par attribution d'une (1) action ordinaire nouvelle d'un (1) euro de valeur nominale unitaire contre cent (100) actions ordinaires anciennes d'un centime d'euro (0,01 €) de valeur nominale unitaire – Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation à l'effet de mettre en œuvre le regroupement d'actions

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, après avoir rappelé que le capital social de la Société s'élève à ce jour à 2.183.948,26 euros et est divisé en 218.394.826 actions de 0,01 euro chacune a

décidé conformément aux dispositions, de l'article L. 228-6-1 et de l'article R. 228-12 du Code de commerce, le regroupement de la totalité des actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune qui composeront le capital social de la Société par attribution d'une (1) action nouvelle d'un euro (1€) de valeur nominale contre cent (100) actions anciennes d'un centime d'euro (0,01€) de valeur nominale unitaire ;

décidé que les actionnaires ne disposant pas du nombre de titres nécessaires pour procéder à ce regroupement seront tenus de procéder aux achats ou aux cessions de titres nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de début des opérations de regroupement ;

pris acte que les actions nouvelles bénéficieront, le cas échéant, immédiatement du droit de vote double, sous réserve d'être maintenues au nominatif si à la date du regroupement des actions anciennes dont elles sont issues, chacune de ces actions anciennes bénéficiait du droit de vote double. En cas de regroupement d'actions anciennes qui étaient inscrites au nominatif depuis des dates différentes, le délai retenu pour l'appréciation du droit de vote double des actions nouvelles sera réputé débiter à la date la plus récente de mise au nominatif des actions anciennes ;

conféré tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre le regroupement et notamment :

- fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivant la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
- établir et publier tous avis et procéder à toute formalité prévue par la loi et notamment effectuer toute formalité utile à la cotation et au service financier des actions ;
- constater et arrêter le nombre exact d'actions à regrouper et le nombre exact d'actions résultant du regroupement avant le début des opérations de regroupement ;
- suspendre, le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital et des options de souscription d'actions pour faciliter les opérations de regroupement ;
- déterminer et procéder, le cas échéant, à l'ajustement (y compris par voie d'ajustement en numéraire) des droits des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attribution gratuite d'actions et des titulaires de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital social de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- constater la réalisation du regroupement et modifier en conséquence les statuts de la Société ;

- et plus généralement, faire tout ce qui sera utile et nécessaire en vue de mettre en œuvre le regroupement des actions de la Société.

pris acte qu'à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus ;

décidé que la présente délégation est consentie pour une durée qui expirera à la date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Assemblée générale extraordinaire du 29/07/2022 : Autorisation au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce

L'Assemblée Générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants et L. 225-138 du Code de commerce, a

délégué, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, sa compétence pour procéder, en une ou plusieurs fois, sur ses seules décisions, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en devises étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs devises, à l'émission d'actions ordinaires de la Société, de titres financiers ou de toutes valeurs mobilières régies par les dispositions des articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce, donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions ordinaires de la Société, l'émission étant réservée à une ou plusieurs des catégories de bénéficiaires répondant aux caractéristiques suivantes :

(i) personnes physiques, sociétés d'investissement et fonds d'investissement (en ce compris, sans que cette énumération soit limitative, tout FCPI, FCPR ou FIP) de droit français ou de droit étranger investissant à titre habituel dans des sociétés de croissance dites « small caps », pour des montants minimum au moins égaux à cinquante mille euros (50.000 euros), prime d'émission incluse, par investissement ou par projet ; et /ou

(ii) groupes ou sociétés de droit français ou de droit étranger avec lesquels la Société entend conclure ou a conclu des partenariats ayant pour objet le développement d'activités dans le secteur de l'hôtellerie, du tourisme, agence voyage digitale, plateforme d'échange liée au tourisme, intelligence artificielle/matching; et/ou

(iii) tout établissement de crédit, tout prestataire de services d'investissement ou membre d'un syndicat de placement, français ou étranger, s'engageant à garantir la réalisation de l'augmentation de capital ou de toute émission susceptible d'entraîner une augmentation de capital à terme qui pourrait être réalisée en vertu de la présente délégation et placée auprès des personnes visées au (i) et/ou (ii) ci-dessus et, dans ce cadre, de souscrire aux titres émis ;

décidé de supprimer, en faveur desdits bénéficiaires, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises en vertu de la présente autorisation ;

décidé, en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation, de fixer comme suit les limites des montants des émissions autorisées :

- le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra excéder vingt pourcent (20%) du capital social de la Société au moment de la mise en œuvre de la présente délégation ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies ;

- le montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder vingt pourcent (20%) du capital social de la Société au moment de la mise en œuvre de la présente délégation ou en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies.

délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration pour arrêter le prix d'émission des titres qui seraient émis en vertu de la présente délégation selon les modalités suivantes :

- le prix d'émission des actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation sera au moins égal à la moyenne des cours moyens pondérés des trois (3) dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission éventuellement diminuée d'une décote maximale de 30% ;

- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital social qui seront émises en vertu de la présente délégation sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société, soit, pour chaque action émise en conséquence de ces valeurs mobilières, au moins égal au prix d'émission défini aux alinéas précédents ;

décide, que le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre ;

décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus à l'effet, notamment, de :

- fixer la liste des bénéficiaires, au sein des catégories de bénéficiaires définies ci-dessus, de chaque émission et le nombre de titres à souscrire par chacun d'eux, en vertu de la présente délégation de compétence ;

- déterminer les dates et modalités de l'augmentation de capital, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, décider en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créances donnant accès au capital de la Société, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé), leur durée (déterminée ou indéterminée), et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créances, ou prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix et les dates de souscription, les modalités de chaque émission et les conditions de souscription, de libération, et de livraison des titres émis en vertu de la présente délégation de compétence, ainsi que la date, même rétroactive, à compter de laquelle les titres nouveaux porteront jouissance ;

- fixer, s'il y a lieu, les modalités d'exercice des droits attachés aux actions ou aux valeurs mobilières à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles (c'est-à-dire les éventuels titres sous-jacents) porteront jouissance, déterminer les modalités

d'exercice des droits, le cas échéant, à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d'actifs de la Société tels que les actions ou valeurs mobilières déjà émises par la Société, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l'augmentation de capital, préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires pendant un délai maximum de trois (3) mois ;

- à sa seule initiative, imputer les frais de la ou des augmentations de capital social sur les primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;

- fixer, et procéder à tous ajustements, afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et la cotation des titres et valeurs mobilières ainsi émis et aux modifications corrélatives des statuts en vertu de la présente délégation ;

- constater ou faire constater la réalisation de l'augmentation de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites ;

- d'une manière générale passer toute convention, notamment en vue de préserver les droits éventuels de tous titulaires de titres donnant droit immédiatement ou à terme à une quotité du capital social, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à l'inscription et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, procéder à toutes formalités et déclarations, requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et la bonne fin de cette émission et, en général, faire le nécessaire.

décidé que les actions nouvelles émises au titre des augmentations de capital seront complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales ;

Les modalités définitives de l'opération feront l'objet d'un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions de l'article L. 225-129-5 du Code de commerce, que le Conseil d'administration établira au moment où il fera usage de la délégation de compétence à lui conférer par la présente Assemblée. Les Commissaires aux comptes établiront également un rapport complémentaire à cette occasion.

décide que la présente délégation de compétence est conférée au Conseil d'administration pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée.

MISE EN ŒUVRE DES DELEGATIONS

(En euros) d'expiration résiduel	Date de l'AGE		Date		Montant autorisé	Augmentation(s) réalisée(s) les années précédentes	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant au jour de l'établissement du présent tableau
	de la délégation		de la délégation					
Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	27 juillet 2021 (14 ^{ème} résolution)	27 septembre 2023			500 000 000 €	Néant	Néant	500 000 000 €
Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital avec maintien du DPS	27 juillet 2021 (18 ^{ème} résolution)	27 septembre 2023			500 000 000 €	Néant	Néant	500 000 000 €
Délégation de compétence à l'effet d'augmenter le capital avec suppression du DPS	27 juillet 2021 (19 ^{ème} résolution)	27 septembre 2023			500 000 000 €	Néant	Néant	500 000 000 €
Autorisation d'augmenter le capital dans la limite de 10% en vue de rémunérer des apports en nature	27 juillet 2021 (21 ^{ème} résolution)	27 septembre 2023			dans la limite de 10% du capital de la Société au moment de l'émission	Néant	Néant	500 000 000 €

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le Conseil d'administration n'a pas fait usage des délégations relatives aux augmentations de capital qui lui ont été conférées.

RESTRICTIONS IMPOSEES EN MATIERE DE LEVEE DES OPTIONS CONSENTIES OU DE VENTE DES ACTIONS ATTRIBUEES GRATUITEMENT AUX DIRIGEANTS

Il n'existe pas de restrictions imposées aux dirigeants de la société par le conseil en matière de levée des options consenties ou de vente des actions attribuées gratuitement aux dirigeants.

REMUNERATION TOTALE ET AUX AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES AU COURS OU ATTRIBUES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022 AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Il n'existe pas de rémunérations versées aux mandataires sociaux de la société au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

ÉLÉMENTS FIXES, VARIABLES ET EXCEPTIONNELS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES AU COURS OU ATTRIBUES AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022 AU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL DE LA SOCIÉTÉ, MENTIONNÉS À L'ARTICLE L.22-10-9 DU CODE DE COMMERCE

Il n'existe pas d'éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale ou avantages de toute natures versés au Président-Directeur Général de la société, mentionnés à l'article L.22-10-9 du code de commerce de la société au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

Il n'existe pas de politique de rémunération du Président-Directeur Général de la société au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS (HORS PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION) AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

Il n'existe pas de rémunération des administrateurs de la société au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

Le Conseil d'administration

Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/



MyHotelMatch SA

Siège social : Sophia Antipolis, France.

 965 Avenue Roumanille, (CoworkOffice, bât. A), 06410 Biot

Email : contact@myhotelmatch.com | **Téléphone** : +33 4 23 45 00 02